



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

OCTOBRE – NOVEMBRE 2021

N°209

TOME I

SOMMAIRE
RAA OCTOBRE - NOVEMBRE 2021
N°209
TOME I

	PAGES
TOME I	
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 23 novembre 2021</i>)	3
TOME II	
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du mois de novembre 2021</i>)	2
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (des mois d'octobre et de novembre)	445
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS (des mois d'octobre et de novembre)	500

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE	9
ANIMATION DU TERRITOIRE	39
ATTRACTIVITE	94
CYCLES DE L'EAU	122
ENVIRONNEMENT	133
HORS COMMISSION	160
RESSOURCES	193
SOLIDARITES	328

PARTIE I SOMMAIRE

N° Delib	AMENAGEMENT DURABLE	Page
M2021-521	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation des déplacements urbains sur le réseau TaM réalisés par les abonnés scolaires libre-circulation en juillet et août 2021 - Autorisation de signature	10
M2021-538	Espaces naturels sensibles - Commune de Pérols - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation	13
M2021-539	Espaces naturels sensibles - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation	17
M2021-540	Espaces naturels sensibles - Commune de Lattes - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation	21
M2021-541	Protocole partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Immobilier pour la mobilisation du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF - Autorisation de signature	25
M2021-542	Commune de Montpellier - Secteur Sud Zénith - Convention Opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Autorisation de signature	28
M2021-543	Rachat de propriétés foncières acquises par l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie pour le compte de la Métropole - Secteur Roquefraisie sur la commune de Saint Jean de Védas - Secteur Zénith sud sur la commune de Montpellier - Approbation	32
M2021-544	Communes de Lavérune et de Jacou - Conventions de fonds de concours 2021 avec Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	34
M2021-577	Congrès Vélo City 2021 - Voyage d'étude à Lisbonne (Portugal) - Prise en charge des frais de participation au congrès - Autorisation	37
N° Delib	ANIMATION DU TERRITOIRE	Page
M2021-517	Attribution d'un fonds de concours à la Commune de Grabels - Convention d'attribution - Approbation	40
M2021-522	Fonds d'aide à la création et la diffusion théâtrale - Attributions pour le 4ème trimestre 2021 - Approbation - Autorisation de signature	43
M2021-523	Centenaire Brassens - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prise en charge de frais - Approbation	48
M2021-524	Convention de mise à disposition par l'Etat de conservateurs des bibliothèques auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	51
M2021-525	Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	54
M2021-526	Itinérance de l'exposition Louis GAUFFIER (1762-1801) "Un voyage en Italie" - Convention de co-organisation entre le musée Fabre et le musée Sainte Croix de Poitiers - Autorisation de signature	57

N° Delib	ANIMATION DU TERRITOIRE (suite)	Page
M2021-527	Convention de partenariat entre le musée Fabre, le musée des Beaux-Arts de Rouen et l'association FRAME - Autorisation de signature	60
M2021-528	Cours de l'École du Louvre au musée Fabre - Convention de partenariat pour l'année 2021-2022 - Autorisation de signature	63
M2021-529	Attribution de subventions dans le cadre de la Convention de Généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle (CGEAC) - Exercice 2021 - Conventions d'attributions - Approbation - Autorisation de signature	66
M2021-530	Cité des arts - Convention de partenariat pédagogique avec l'Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth - Autorisation de signature	69
M2021-531	Cité des Arts - Convention de partenariat entre l'association Cap Gély Figuerolles et la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Année scolaire 2021/2022 - Autorisation de signature	72
M2021-532	Cité des arts - Affectation de subventions aux écoles associées - Conventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	76
M2021-534	Convention de partenariat 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault pour le financement des festivals du Domaine d'O - Autorisation de signature	79
M2021-535	FDI Stadium - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS MHB Events - Espace snack restauration - Autorisation de signature	82
M2021-536	Réseau des piscines - Opération Téléthon 2021 à la piscine Alex-Jany de Jacou - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies - Autorisation de signature	85
M2021-537	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature	88
M2021-576	Réseau des médiathèques et du livre - Journée pour les professionnels de la petite enfance - Prise en charge des frais des intervenantes invitées - Approbation	91

N° Delib	ATTRACTIVITE	Page
M2021-512	Dispositif de soutien aux agriculteurs sinistrés par l'épisode de gel du 7 et 8 avril 2021 - Abondement au ' fonds de solidarité spécial gel ' - Convention d'accompagnement et de financement avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	95
M2021-547	Ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2022 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	98
M2021-548	SCIC Initiatives pour une Économie Solidaire (IéS) - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	101
M2021-549	Transformation numérique des collectivités territoriales - Convention de financement entre la direction Interministérielle du Numérique et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le volet "Mise à niveau numérique de collectivités territoriales" - Création d'un jumeau numérique 4D souverain et ouvert pour le pilotage des politiques publiques sur le bassin de vie Montpellicrain - Autorisation de signature	104
M2021-550	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	107

N° Delib	ATTRACTIVITE (suite)	Page
M2021-551	La Méditerranée à vélo - Phase 2 / 2019-2022 - Convention de partenariat et de financement du Comité d'itinéraire - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature	110
M2021-552	Candidature au label Vignobles & Découvertes - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Hérault Tourisme et Conseil Interprofessionnel des Vins du Languedoc - Autorisation de signature	113
M2021-553	Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2021 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	116
M2021-554	Appel à projets France-Sénégal 2020 - Coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal), le CIRAD et le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	119
N° Delib	CYCLES DE L'EAU	Page
M2021-573	Projets de Solidarité internationale - Fonds eau loi Oudin Santini - Avenants aux conventions financières - Autorisation de signature	123
M2021-574	Convention de concours technique avec la SAFER Occitanie relative à la veille foncière sur les périmètres de protection des captages prioritaires - Logiciel "Vigifoncier" - Autorisation de signature	127
M2021-575	Commune de Montpellier - Raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès au réseau de collecte de la station d'épuration MAERA - Convention de participation financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Approbation - Autorisation de signature	130
N° Delib	ENVIRONNEMENT	Page
M2021-514	Aide au démarrage de l'association d'insertion Envie - Attribution d'une subvention de fonctionnement - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	134
M2021-515	Association MRBC Montpellier ReBuilding Center - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	137
M2021-516	Création d'une recyclerie spécialisée dans les matériels sportifs - Projet Lezprit Réquipe - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	140
M2021-518	Site Natura 2000 "Plaine de Fabrègues-Poussan" - Convention-cadre relative à l'animation, la mise en œuvre et le suivi du document d'objectifs entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	143
M2021-519	Élaboration de la stratégie biodiversité - Convention de coopération opérationnelle avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Observatoire de la biodiversité - Autorisation de signature	146
M2021-545	Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Attribution de subvention Aide collective aux travaux - Conventions de financement - Copropriétés Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A - Autorisation de signature	150
M2021-546	Rénovation énergétique de copropriétés dans le cadre du programme EcoCité - Ville de Demain - Subventions complémentaires aux ménages modestes et très modestes des résidences Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A - Approbation	153

N° Delib	ENVIRONNEMENT(suite)	Page
M2021-572	"Le Printemps des hirondelles" - Installation et rétrocession d'un nichoir-composteur au bénéfice de la ville de Montpellier - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Jeune Chambre économique de Montpellier - Autorisation de signature	157
N° Delib	HORS COMMISSION	Page
M2021-510	Med Vallée - Pacte des fondateurs de Med Vallée - Autorisation de signature	161
M2021-511	Préfiguration de l'Agence économique - Approbation	165
M2021-520	Expérimentation de covoiturage avec Klaxit - Prolongation du dispositif - Approbation	172
M2021-533	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Culture - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	175
M2021-578	Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation	178
M2021-579	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation	185
M2021-580	Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation	189
M2021-607	Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 - Approbation	191
N° Delib	RESSOURCES	Page
M2021-509	Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2021-2026 - Approbation	194
M2021-560	Vote en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) - Révisions - Adoption	201
M2021-561	Budget 2021 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption	205
M2021-562	Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe parking - Adoption	210
M2021-563	Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement - Adoption	213
M2021-564	Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement non collectif - Adoption	217
M2021-565	Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'eau potable - Adoption	220
M2021-566	Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2021 - Approbation	223
M2021-567	Présentation des actions mises en place à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des comptes d'Occitanie - Prise d'acte	227
M2021-568	Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Approbation	233
M2021-569	Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Approbation	236
M2021-570	Convention cadre type de mentorat au bénéfice des étudiants - Autorisation de signature	239
M2021-571	Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	242
M2021-581	Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson - Plan de sauvegarde copropriété ' Les Cévennes ' - Mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	245

N° Delib	RESSOURCES (suite)	Page
M2021-582	Zone d'Aménagement Concerté Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°7 - Approbation	248
M2021-583	Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	251
M2021-584	Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°2 - Approbation	254
M2021-585	Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature	257
M2021-586	ZAC Nina Simone - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation	260
M2021-587	Quartier Mosson - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 à la concession - Approbation	263
M2021-588	Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	267
M2021-589	Concession d'aménagement "Le Frigoulet" - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	270
M2021-590	Zones d'activités Garosud - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature	273
M2021-591	Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°6 - Approbation	276
M2021-592	Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 4 - Approbation	279
M2021-593	Quartier des Cévennes - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 à la concession - Approbation - Autorisation de signature	282
M2021-594	Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II - Commune de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	286
M2021-595	Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	289
M2021-596	Concession d'aménagement "Hameau de Baillarguet" - Commune de Montferrier-sur-Lez - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	292
M2021-597	Concession d'aménagement "PAE Jules Rimet" - Commune de Sussargues - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	295
M2021-598	Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	298
M2021-599	Concession d'aménagement du Parc Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°7 - Approbation - Autorisation de signature	301
M2021-600	Commune de Montpellier - ZAC Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	304

N° Delib	RESSOURCES (suite)	Page
M2021-601	Concession d'aménagement parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 - Approbation	307
M2021-602	Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	310
M2021-603	Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	313
M2021-604	Zone d'Aménagement Concerté Marcel Dassault 2ème extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 - Approbation	316
M2021-605	Demeter - Mandat pour l'opération de rénovation, extension et exploitation du Centre de tri - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	319
M2021-606	AMETYST - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	324

N° Delib	SOLIDARITES	Page
M2021-513	Organisme Foncier Solidaire Métropolitain - Statuts - Désignations - Convention de domiciliation - Conventions d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	329
M2021-555	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2021 - Avenant n°11 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature	333
M2021-556	Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour le traitement des copropriétés dégradées Pic Saint Loup et Espérou du quartier de la Mosson - Autorisation de signature	336
M2021-557	Construction d'un logement social supplémentaire - Résidence "Infinitee", 359 avenue des Prés d'Arènes à Montpellier - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	339
M2021-558	Gestion de la demande locative sociale - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole concernant l'enregistrement de la demande de logement social - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat - Autorisation de signature	342
M2021-559	Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions d'insertion par le logement 2021 - Avenant à la convention 2021 avec l'UDAF - Prévention de l'endettement locatif - Autorisation de signature	345

AMENAGEMENT DURABLE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Aménagement durable - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation des déplacements urbains sur le réseau TaM réalisés par les abonnés scolaires libre-circulation en juillet et août 2021 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En 2004, la Communauté d'agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) lors de sa création par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2003. Dans le cadre de la politique tarifaire du Syndicat Mixte en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » a été mis en place et offre à ses titulaires la libre-circulation sur les réseaux de transport urbain (en sus du réseau interurbain), en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse de la Région Occitanie, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » est prolongé depuis plusieurs années pour les mois de juillet et août, sans surcoût pour les scolaires. Le SMTCH a donc adopté lors de sa séance du 30 mars 2018, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la reconduction annuelle de validité de l'abonnement scolaire « Libre-circulation » pendant les vacances scolaires d'été. Pour l'année 2021, la période de validité s'étend du 7 juillet au 31 août.

Une convention prévoit les modalités de la compensation financière versée par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TaM par les abonnés scolaires « Libre-circulation » durant cette période.

Ainsi, la compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole est calculée sur la base du tarif unitaire réel (RUR recette urbaine unitaire = 1,0364 € TTC le déplacement) et du nombre de déplacements des abonnés scolaires « Libre circulation », enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2021.

Pour l'exercice 2021, cette compensation s'élève à 36 751,45 € TTC pour 35 460 déplacements enregistrés.

La délibération, prise par le SMTCH en mars 2018, précise que les réseaux urbains partenaires peuvent choisir ou non de reconduire le dispositif d'année en année. Afin de maintenir des conditions de mobilité favorables pour les scolaires pendant la période estivale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite reconduire le même dispositif pour l'année 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de convention entre le SMTCH et la Métropole pour l'exercice 2021, portant sur la compensation financière des déplacements réalisés par les abonnés scolaires « Libre-circulation » du 7 juillet au 31 août 2021 sur le réseau TaM ;
- De dire que la recette sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la reconduction du dispositif pour l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 20 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172155-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention été 2021 SMTCH 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Pérols - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Située en bordure des étangs de Pérols et de Mauguio, la commune de Pérols dispose encore, malgré son caractère déjà très urbanisé, d'un capital paysager, écologique et agricole remarquable. Elle connaît une pression foncière forte et des risques avérés de dénaturation des espaces agricoles et naturels.

Ces espaces présentent un intérêt paysager, écologique et environnemental justifiant leur conservation, leur protection et leur valorisation. Notamment, la protection et la valorisation des abords de l'étang de Pérols et de l'étang de Mauguio présentent des enjeux particulièrement importants en termes de préservation et de protection des espaces naturels.

La mise en œuvre de cet objectif passe par des acquisitions foncières pour lesquelles il est donc indispensable de mettre en place le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs de la commune présentant un intérêt majeur.

Au titre de l'article L. 113.8 du Code de l'urbanisme, les départements sont compétents pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles.

Dans le cadre de ces politiques, la possibilité est offerte aux départements de créer des zones de préemption par l'article L. 113-14 du même Code.

La création de zones de préemption espaces naturels sensibles a pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels. A cette fin, le Département élabore et met en œuvre une politique de protection et de gestion des espaces naturels, boisés ou non en vue de leur ouverture au public.

La justification du choix opéré pour la délimitation de la zone de préemption sur la commune de Pérols a été guidée par l'existence de zonages et de classements réglementaires permettant d'identifier les secteurs remarquables et les plus menacés et présentant des enjeux environnementaux et paysager importants.

Le Conservatoire du littoral et la commune seront titulaires du droit de préemption par substitution dès lors que le Département ne l'exercera pas.

L'article L. 215-1 du Code de l'urbanisme précise que dans les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé, les zones de préemption sont créées avec l'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Par ailleurs, l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membre les compétences en matière de plan local d'urbanisme.

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole ». C'est pourquoi, la création d'une zone de préemption dans les espaces naturels sensibles doit se faire avec l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, par courrier du 26 août

2021, sollicite l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole préalablement à l'instauration d'une zone de droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le territoire de la commune de Pérols.

La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols, qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. C'est pourquoi, dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), révisé en 2019, une des quatre grandes orientations constituant le socle de ce document, porte sur la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire métropolitain qu'il convient de valoriser. L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le premier facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement.

Le territoire que le Département de l'Hérault entend protéger sur la commune de Pérols est l'un de ces territoires que la Métropole souhaite préserver et valoriser.

Dans ces conditions, l'instauration d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles est indispensable afin que le Département de l'Hérault, par substitution la commune de Pérols ou le Conservatoire du littoral le cas échéant, et éventuellement, par délégation de l'article L. 215-8 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, puissent disposer d'un outil de maîtrise foncière afin de mener à bien les projets de protection et de valorisation des espaces naturels sensibles.

Compte tenu de l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole que présente l'instauration d'une telle zone de préemption, il est proposé au Conseil de Métropole de donner son accord sur la création d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles, sur le territoire de la commune de Pérols, telle que présentée et délimitée par la note explicative et le plan annexés à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner son accord à la création, par le Département de l'Hérault, sur le territoire de la commune de Pérols, d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172547-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de délimitation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone connaît une pression foncière forte et des risques avérés de dénaturation des espaces agricoles et naturels. Ces espaces présentent un intérêt paysager, écologique et environnemental justifiant leur conservation, leur protection et leur valorisation. La mise en œuvre de cet objectif passe par des acquisitions foncières pour lesquelles il est indispensable de mettre en place le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs de la commune présentant un intérêt majeur.

Au titre de l'article L.113-8 du Code de l'urbanisme, les départements sont compétents pour l'élaborer et mettre en œuvre des politiques de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles.

Dans le cadre de ces politiques, la possibilité est offerte aux départements de créer des zones de préemption par l'article L.113-14 du même Code.

La création de zones de préemption espaces naturels sensibles a pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels. A cette fin, le département élabore et met en œuvre une politique de protection et de gestion des espaces naturels, boisés ou non en vue de leur ouverture au public.

La justification du choix opéré pour la délimitation de la zone de préemption sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été guidée par l'existence de zonages et de classements réglementaires permettant d'identifier les secteurs remarquables et les plus menacés et présentant des enjeux environnementaux et paysager importants.

Le Conservatoire du littoral et la commune seront titulaires du droit de préemption par substitution dès lors que le département ne l'exercera pas.

L'article L.215-1 du Code de l'urbanisme précise que dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé, les zones de préemption sont créées avec l'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Par ailleurs, l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membre les compétences en matière de plan local d'urbanisme.

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole. C'est pourquoi, la création d'une zone de préemption dans les espaces naturels sensibles doit se faire avec l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, par courrier du 25 août 2021, sollicite l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole préalablement à l'instauration d'une zone de droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols,

qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. C'est pourquoi, dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), révisé en 2019, une des quatre grandes orientations constituant le socle de ce document, porte sur la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire métropolitain qu'il convient de valoriser. L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le premier facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement. Le territoire que le Département de l'Hérault entend protéger sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone est l'un de ces territoires que la Métropole souhaite préserver et valoriser.

Dans ces conditions, l'instauration d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles est indispensable afin que le Département de l'Hérault, par substitution la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ou le Conservatoire du littoral le cas échéant, et éventuellement par délégation de l'article L.215-8 du Code de l'urbanisme Montpellier Méditerranée Métropole, puissent disposer d'un outil de maîtrise foncière afin de mener à bien les projets de protection et de valorisation des espaces naturels sensibles.

Compte tenu de l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole que présente l'instauration d'une telle zone de préemption, il est proposé au Conseil de Métropole de donner son accord sur la création d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles, sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner son accord pour la création, par le Département de l'Hérault, sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172151-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de délimitation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Lattes - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Lattes dispose, pour plus de la moitié de sa superficie, d'un capital paysager, écologique et agricole remarquable par sa diversité, sa richesse, mais aussi par sa fragilité. Les plaines agricoles, les reliefs, les cours d'eaux et les espaces lagunaires sont porteurs de l'identité et de la spécificité de la commune.

Elle connaît une pression foncière forte et des risques avérés de dénaturation des espaces agricoles et naturels. Ces espaces présentent un intérêt paysager, écologique et environnemental justifiant leur conservation, leur protection et leur valorisation. Notamment, la protection et la valorisation de l'étang du Méjean et de ses espaces riverains apparaissent comme des enjeux particulièrement importants.

Depuis 1980, sur le site naturel du Méjean, la Commune de Lattes en partenariat avec le Conservatoire du littoral mène une politique volontariste de préservation des richesses écologiques et de valorisation du patrimoine naturel. Le site naturel protégé du Méjean s'étend sur une bande de 3,5 km de long sur 1 km de large en bordure de l'étang du Méjean au sud de Lattes. La Commune de Lattes gère la Maison de la Nature afin de protéger, d'animer et de gérer ce site conformément au document d'orientation Natura 2000 et du plan de Gestion qui s'articule autour des actions suivantes :

- Aménager et restaurer le réseau hydraulique du site ;
- Gérer les habitats naturels et particulièrement la roselière ;
- Mettre en adéquation la pression pastorale avec la sauvegarde des habitats naturels ;
- Mettre en adéquation les différents usages du site ;
- Gérer la fréquentation et la mettre en perspective des obligations de préservation du milieu ;
- Acquérir de nouveaux terrains pour consolider la protection du site.

Par délibération n°2010-0011 en date du 28 janvier 2010, la Commune a approuvé le schéma d'intervention foncière Saint Sauveur – Embouchac en partenariat avec le Conseil Départemental et le Conservatoire du Littoral. Les objectifs de ce périmètre sont de :

- Maintenir les activités existantes et les traditions ;
- Mener un projet de découverte pédagogique du patrimoine naturel et culturel en partenariat avec le futur centre de loisirs, le musée archéologique et la Maison de la Nature ;
- Définir une zone d'activité de pleine nature pour les enfants de l'ALSH permettant la découverte d'un site naturel tant le jour (cabanes, parcours d'aventures...) que la nuit (découverte des insectes, observation des étoiles...) ;
- Proposer des balades en lien avec les aménagements actuels de la Lironde, du musée archéologique et de la maison de la nature ;
- Créer un véritable lieu de vie (aire de pique nique dans la partie Nord) ;
- Valoriser le patrimoine hydraulique de la zone ;
- Permettre à toute personne de se déplacer librement à la découverte de la faune et de la flore, dans une atmosphère ombragée.

La Métropole est co-gestionnaire depuis le transfert de compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations (GEMAPI) depuis 2018 sur le Méjean.

La Commune mène également une reconquête active du secteur des jardins du Grands Tamaris pour lutter contre la cabanisation et revaloriser cet espace naturel en y implantant notamment un verger communal.

Enfin, par délibération n°2020-151 du 17 décembre 2020, la Commune a décidé de soumettre à déclaration

préalable toute division des terrains se trouvant en zones naturelles et agricoles du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de pouvoir assurer leur protection.

La mise en œuvre de ces objectifs passe par des acquisitions foncières pour lesquelles il est donc indispensable de mettre en place le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs de la commune présentant un intérêt majeur.

Au titre de l'article L.113-8 du Code de l'urbanisme, les départements sont compétents pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles.

Dans le cadre de ces politiques, la possibilité est offerte aux départements de créer des zones de préemption par l'article L.113-14 du même Code.

La création de zones de préemption espaces naturels sensibles a pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels. A cette fin, le Département élabore et met en œuvre une politique de protection et de gestion des espaces naturels, boisés ou non en vue de leur ouverture au public.

La justification du choix opéré pour la délimitation de la zone de préemption sur la Commune de Lattes a été guidée par l'existence de zonages et de classements réglementaires permettant d'identifier les secteurs remarquables et les plus menacés et présentant des enjeux environnementaux et paysager importants.

Le Conservatoire du littoral et la commune seront titulaires du droit de préemption par substitution dès lors que le département ne l'exercera pas.

L'article L.215-1 du Code de l'urbanisme précise que dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé, les zones de préemption sont créées avec l'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Par ailleurs, l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membre les compétences en matière de plan local d'urbanisme.

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole. C'est pourquoi, la création d'une zone de préemption dans les espaces naturels sensibles doit se faire avec l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, par courrier du 25 août 2021, sollicite l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole préalablement à l'instauration d'une zone de droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le territoire de la Commune de Lattes.

La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols, qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. C'est pourquoi, dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), révisé en 2019, une des quatre grandes orientations constituant le socle de ce document, porte sur la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire métropolitain qu'il convient de valoriser. L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le premier facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement.

Dans ces conditions, l'instauration d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles est indispensable afin que le Département de l'Hérault, par substitution la Commune de Lattes ou le

Conservatoire du littoral le cas échéant et éventuellement par délégation de l'article L.215-8 du Code de l'urbanisme Montpellier Méditerranée Métropole, puissent disposer d'un outil de maîtrise foncière afin de mener à bien les projets de protection et de valorisation des espaces naturels sensibles.

Compte tenu de l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole que présente l'instauration d'une telle zone de préemption, il est proposé au Conseil de Métropole de donner son accord sur la création d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles, sur le territoire de la Commune de Lattes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner son accord pour la création, par le Département de l'Hérault, sur le territoire de la commune de Lattes, d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172551-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de délimitation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Aménagement durable - Protocole partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Immobilier pour la mobilisation du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupe SNCF ont souhaité conforter leur partenariat en vue de construire une mobilité métropolitaine *sui generis* qui s'adapte à la réalité du territoire montpelliérain, à l'image de son identité et qui contribue à son rayonnement. Ce travail collaboratif a abouti à la signature le 30 septembre dernier, d'un protocole cadre ambitieux, autorisée par une délibération du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, entre le Groupe SNCF et Montpellier Méditerranée Métropole, permettant de nouer un partenariat direct sur les enjeux stratégiques communs du territoire de la Métropole.

Au-delà de la mobilité ferroviaire, la Métropole et le Groupe SNCF partagent des intérêts communs sur de nombreuses thématiques. Des équipes pluridisciplinaires ont été constituées pour réfléchir « *en miroir* » sur de grands axes de travail :

- La desserte de Montpellier : optimisation de l'offre et du service à l'usager en vue de promouvoir le voyageur « *train friendly* » ;
- L'optimisation du doublet de ligne et du système de déplacement dans l'aire urbaine, en vue structurer « *l'étoile montpelliéraine* », et permettant de faire préférer le train et promouvoir les modes doux ;
- Le fret ferroviaire et la logistique urbaine, par la mobilisation de foncier à vocation économique et faciliter sa desserte logistique ;
- La mobilisation du patrimoine foncier et immobilier du groupe SNCF dans le cadre de la mutation de la ville et de la stratégie de développement métropolitain, pour contribuer à fabriquer la Ville de demain, mobile, inclusive, connectée et durable ;
- Les enjeux sociétaux (engagement sociétal et fondation SNCF) pour un partenariat de la solidarité ;
- Les enjeux environnementaux.

Un certain nombre de ces axes de travail comportent en amont des enjeux à caractère foncier.

En conséquence, un travail spécifique avec la branche immobilière du Groupe SNCF a été initié, afin de permettre l'identification des fonciers pouvant être mobilisables dans le cadre des projets de développement du territoire métropolitain et du projet urbain, dans le contexte de raréfaction du foncier.

Dans ce cadre collaboratif, un protocole foncier et immobilier *ad hoc*, définissant une gouvernance sur ces sujets, des modalités de travail rapprochées, un périmètre d'action, et des objectifs communs en matière de mobilisation et de valorisation du foncier ferroviaire est proposé.

Les sites pressentis, non exhaustifs, futurs terrains d'assiette de la concrétisation des objectifs définis dans les axes de travail du protocole-cadre sont identifiés. Leur devenir, en fonction de leurs caractéristiques actuelles ou à venir au regard des règles et contraintes d'urbanisme, de leur mutabilité au regard de leur utilité ou des contraintes ferroviaires, de la temporalité potentielle de mobilisation, est esquissé avec un engagement respectif d'avancer sur un terme opérationnel et concret. L'identification de nouveaux gisements fonciers sera parallèlement poursuivie.

Le pilotage du protocole sera assuré par des représentants des deux partenaires à travers un comité de pilotage annuel présidé par Monsieur le Président, assisté de la Vice-Présidente en charge de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière, et arbitrera les orientations stratégiques et priorités. Le comité de pilotage sera assisté d'un comité technique pluriannuel chargé d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la feuille de route. Des groupes de travail spécifiques par thématique (fret, desserte voyageur, ...) regroupant les techniciens compétents des deux partenaires sur des sujets spécifiques pourront être structurés en fonction

des besoins.

Ce protocole partenarial foncier est proposé sur une durée initiale de 5 ans, reconductible tacitement pour un an. Sa vocation est donc d'échanger sur des orientations, de partager des réflexions et analyses en vue d'accompagner la mutation de périmètres pour lesquels il convient d'initier des études, d'amorcer la mutabilité des sites et de dérouler les opérations afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole partenarial entre le Groupe SNCF, représenté par SNCF Immobilier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mobilisation du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172335-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole SNCF et 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Secteur Sud Zénith - Convention Opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSÉ, Président, rapporte :

Le secteur dénommé « Zénith Sud » sur la commune de Montpellier, a une place stratégique en terme de situation géographique, à proximité de l'échangeur A709 / RD 66, situé à l'entrée de la Ville de Montpellier et s'étend le long de la façade de l'avenue Pierre Mendès-France.

C'est pourquoi, face au constat de saturation des deux Centres d'Exploitation et de Maintenance pour les tramways et bus du réseau de transports urbains, actuellement exploité par TaM, doublé d'une recherche à l'Est d'un site pouvant accueillir un troisième Centre d'Exploitation et de Maintenance, le secteur de Grammont apparaît idéal pour répondre aux enjeux de la politique des Mobilités engagée par la Métropole.

Cette emprise répond au triple avantage d'assurer une excellente desserte routière, une proximité avec une ligne de tramway et une superficie suffisante pour développer le projet.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier disposent déjà d'une maîtrise foncière importante sur ce secteur, réalisée au fil de l'eau en fonction des opportunités permettant d'assurer la constitution de réserves foncières.

Pour poursuivre la maîtrise foncière du secteur, une convention d'anticipation foncière « Zénith Sud » a été signée le 20 décembre 2016 entre la Métropole de Montpellier et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie pour une durée de 5 ans afin de conduire les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement d'une zone d'activités économiques sur ce secteur à Montpellier.

Plusieurs acquisitions ont pu être menées par l'EPF durant cette convention représentant une superficie totale de 6,4 hectares.

Pour finaliser les interventions foncières et notamment, poursuivre le portage foncier engagé, les parties souhaitent signer une convention opérationnelle à l'issue de la convention d'anticipation foncière dont le terme est le 20 décembre 2021.

Par conséquent, il est proposé la signature d'une convention opérationnelle, d'une durée de 5 ans, et d'un montant de 5 M€ sur le même périmètre que la convention initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention opérationnelle entre la Métropole de Montpellier et l'Établissement Public Foncier Occitanie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172295-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 4.14 Convention opérationnelle Zenith Sud21.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, François RIO, Patricia WEBER

Aménagement durable - Rachat de propriétés foncières acquises par l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie pour le compte de la Métropole - Secteur Roquefraisie sur la commune de Saint Jean de Védas - Secteur Zénith sud sur la commune de Montpellier - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole missionne l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie afin d'assurer le portage foncier des acquisitions à réaliser sur divers sites stratégiques de développement de son territoire. Des conventions d'anticipation foncière et opérationnelles ont dans cette optique été signées avec l'EPF Occitanie sur les secteurs de Roquefraisie sur la commune de Saint Jean de Védas et Sud Zénith sur la commune de Montpellier.

A la fois dans un souci de bonne gestion du budget de Montpellier Méditerranée Métropole, en anticipation sur des postes de dépenses importants au terme des conventions de portage, et en vue de se rendre propriétaire de biens dont l'acquisition est rendue nécessaire, il est proposé de procéder annuellement au rachat de certains fonciers avant le terme des conventions.

Au titre de 2021, il est proposé et convenu avec l'EPF Occitanie d'acquérir certaines assiettes foncières sur le secteur de Sud Zénith sur la commune de Montpellier en accompagnement des projets de la ligne 5 de tramway et en vue d'assurer de la disponibilité foncière pendant la période de travaux sur le site de Grammont, et sur le secteur de Roquefraisie sur la commune de Saint Jean de Védas, la convention prévoyant une obligation de rachat annuel.

Sur la commune de Saint Jean de Védas, l'EPF est missionné par une convention d'anticipation foncière initiale depuis 2013 sur le secteur de Roquefraisie, poursuivie par une convention opérationnelle en date du 12 juin 2018.

En application de la convention opérationnelle, il est proposé sur ce secteur de procéder au rachat des parcelles cadastrées section BA 46 – BA 61 et BC 23 d'une superficie de 16 482 m² au prix, calculé conformément aux termes contractuels, de 575 774,69 € HT soit 690 929,63 € TTC, et section BB 6 – BB 14 – BB 505 – BB 507 d'une superficie de 26 224 m² au prix de 839 399,04 € HT soit 1 007 278,85 € TTC.

Sur le secteur Sud Zénith de la commune de Montpellier, l'EPF est missionné depuis le 20 décembre 2016 en anticipation foncière.

Il y est proposé de racheter les parcelles cadastrées RB 28 – 29 – 62 et RC 67 pour une superficie cadastrale totale de 17 835 m² au prix de 1 760 000 € HT majoré des frais de gestion supportés par l'EPF, dont démolition et TVA, évalués à 679 638,17 €, soit un prix de 2 439 638,17 € TTC.

Les prix de cession de ces parcellaires sont conformes aux évaluations initiales de France Domaines.

Il est toutefois précisé que ces prix sont calculés en fonction des frais supportés par le vendeur à la date du 13 octobre 2021. Si des frais complémentaires, notamment de fiscalité, devaient être supportés avant la signature de l'acte authentique prévue en décembre 2021, les prix de revente seraient ajustés en conformité avec les termes des conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'acquisition auprès de l'EPF Occitanie des parcelles cadastrées BA 46 – BA 61 et BC 23 d'une superficie cadastrale de 16 482 m², sise commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 690 929,63 € TTC ;
- D'approuver l'acquisition auprès de l'EPF Occitanie des parcelles cadastrées BB 6 – BB 14 – BB 505 et BB 507 d'une superficie cadastrale de 26 224 m², sise commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 1 007 278,85 € TTC ;
- D'approuver l'acquisition auprès de l'EPF Occitanie des parcelles cadastrées RB 28 – RB 29 – RB 62 et

RC 67, d'une superficie cadastrale totale de 17 835 m², sises commune de Montpellier, moyennant le prix de 2 439 638,17 € TTC ;

- De dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De missionner Maître LASCOMBES, Notaire à Montpellier, désigné par l'EPF Occitanie pour la régularisation des actes authentiques afférents ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172777-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BA46-61BC23.pdf
- BB6-14-505-507.pdf
- RB28-29-62-RC67.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, François RIO, Patricia WEBER

Aménagement durable - Communes de Lavérune et de Jacou - Conventions de fonds de concours 2021 avec Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Plaine Ouest

Lavérune :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Requalification de la rue du stade	465 600 €	388 000 €	6,576%	25 513 €

Pôle Vallée du Lez
Jacou :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Requalification de l'avenue de Vendargues	1 164 540 €	970 450 €	27,82%	270 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président
Signé.
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172635-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- conv LAV

- conv JAC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSSE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Aménagement durable - Congrès Vélo City 2021 - Voyage d'étude à Lisbonne (Portugal) - Prise en charge des frais de participation au congrès - Autorisation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole entend éventuellement présenter un dossier de candidature pour le congrès mondial Vélo City en 2024.

Le congrès Vélo City 2021 a été organisé du 06 au 09 septembre 2021 à Lisbonne au Portugal. Pour parfaire la candidature de la Métropole, un agent de la direction des Mobilités en charge de l'établissement du dossier de candidature s'est rendu sur place afin qu'il prenne connaissance des enjeux.

Il est proposé la prise en charge au réel des frais relatifs à ce déplacement et notamment les frais d'inscription. Ces derniers représentent un total 850 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la prise en charge des frais relatifs à ce séjour ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-171782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Sylvie ROS-ROUART

Animation du territoire - Attribution d'un fonds de concours à la Commune de Grabels - Convention d'attribution - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 5 juillet 2021, le Conseil municipal de Grabels a approuvé la création de la Zone d'aménagement concertée « EcoQuartier » de Gimel.

Le projet, confié à l'architecte François FONTÈS et à l'aménageur GGL, prévoit la création d'environ 800 logements. Il tient compte des enjeux environnementaux (respect des espaces boisés de qualité, valorisation de la source du Verdanson, gestion innovante de l'eau, des énergies et de la mobilité) ainsi que des problématiques urbaines et paysagères (entrée de ville de Grabels, gestion raisonnée de la densité, mise en cohérence avec les espaces urbains préexistants à proximité, implantation d'une école), tout en portant une ambition culturelle forte avec le renouveau de la tuilerie de Massane.

Ce mas datant du XVII^e siècle a hébergé pendant plus de quarante ans, de 1937 à son décès en 1978, l'écrivain Joseph DELTEIL. Avec sa compagne Caroline DUDLEY, le poète y reçoit nombre d'artistes : des écrivains comme Albert CAMUS, Max ROUQUETTE, Ernest HEMINGWAY, des peintres comme Pierre SOULAGES, Sonia et Robert DELAUNAY, Marc CHAGALL, des musiciens comme Charles TRENET, Georges BRASSENS et Joséphine BAKER. La « *Delteillerie* », comme la dénomme l'auteur, devient durant toute cette période un haut lieu d'amitié, d'art et de littérature.

En plus de son intérêt architectural et culturel, le site de la tuilerie constitue un ensemble naturel exceptionnel, avec la proximité de la source du Verdanson et la présence d'arbres remarquables. Sa situation géographique revêt également un enjeu urbain stratégique, comme trait d'union entre le centre ancien et le quartier de la Valsière.

La Ville de Grabels porte ainsi l'ambition de créer à la tuilerie de Massane un haut lieu culturel, en cohérence avec son histoire artistique et littéraire. Pour ce faire, elle souhaite dans un premier temps réaliser un diagnostic des bâtiments existants, définir avec précision les usages du futur équipement et en élaborer un modèle économique viable.

Afin de pouvoir réaliser les études correspondantes et lancer les premiers travaux, la Commune de Grabels sollicite un soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 000 €.

Compte tenu des valeurs patrimoniale, culturelle et environnementale de la tuilerie de Massane, de l'intégration cohérente du projet à la fois au sein de la prochaine ZAC de Gimel et dans le paysage culturel métropolitain, il est proposé de répondre favorablement à cette demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Grabels dans le cadre du projet de renouveau de la tuilerie de Massane, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172811-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention d'attribution

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et la diffusion théâtrale - Attributions pour le 4ème trimestre 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé par délibération n°M2020-306 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire de la Métropole, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au Spectacle Vivant aux 19 compagnies suivantes pour les projets ci-dessous énoncés qui correspondent aux critères retenus par la Métropole et pour un montant total de **61 958 €** :

- Intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- Rédaction d'un contrat de cession ou de co-réalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- Nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- Obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire de la Métropole ;
- Forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- Mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- L'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

Spectacle	Diffuseur	Compagnie	Dates	Nombre de représentations	Nature de la représentation	Aide proposée en €
<i>Je suis tigre</i>	Théâtre Jérôme Savary	Groupe Noces	28 septembre 2021	2	accrobranche, et création graphique, spectacle jeune public	3 000
<i>About Blank</i>	à définir avec chaque commune	Anima	4ème trimestre 2021	3 minimum	une semaine de résidence suivi de 1 représentation à minima dans chaque commune	3 000
<i>NOUR</i>	chai du terral	Cie l'escargot	1er décembre	2 dont 1 scolaire	création poétique sensorielle pour tous petits	3 000
<i>MISSION DIZZY 3021</i>	chai du terral	KLUB KLAMAU K	14, 15 et 16 décembre	5 dont 1 publique le 15 décembre	spectacle musical familial	2 200

<i>Strip au risque d'aimer ça</i>	Kiasma	Cie Libre Cours	18 et 21 h le 10 et le 11 nov	4	théâtre immersif, réalité virtuelle	3 900
<i>Les Monts Brumeux</i>	Kiasma	Cie Virgule	16 déc.	4	spectacle chorégraphique	7 754
<i>A nos ailleurs</i>	Kiasma	Astrolabe	9 et 10 juin	2	théâtre - création	2 374
<i>Les petits tous</i>	agora	Bla Bla production	19-déc	2	cirque d'objets pour tous petits	1 200
<i>merci d'être venus</i>	agora	Volpinex	16-nov	2	théâtre d'objets pour tous petits	2 200
<i>dans le désert, l'espoir</i>	la Passerelle	Nageurs de nuits	09-oct	1	théâtre création	4 000
<i>« Quand les ânes voleront »</i>	la Passerelle	Compagnie Blablaproductions	27-oct	1	théâtre d'objets -spectacle Jeune Public	1 600
<i>« Le dompteur de sonimaux »</i>	la Passerelle	Cheesecake Compagnie	8 et 9 déc.	3 dont 2 scolaires	spectacle clownesque	3 000
<i>Les petits tous</i>	La Vista	Cie Blabla Productions	03-oct	3	cirque d'objets pour tous petits	1 380
<i>Othello et le monstre aux yeux verts</i>	La Vista	Cie Bruitquicourt	23-oct	3	comédie tragique	2 000
<i>Les obstiné.e.s</i>	La Vista	Cie Concordance	13-nov	3	Danse voltige et musique	2 760
<i>Fauve</i>	La Vista	Cie Marie Louise Bouillon	27-nov	2	conte initiatique dansé	1 380
<i>Nefertiti</i>	La Vista	Collectif Koa	11-déc	2	Concert spectacle	1 380
<i>L'amour des commencements</i>	Bulle Bleue	Intensité	28,29,30 sept	3	théâtre musical	3 000
<i>Betty devenue Boop</i>	Bulle Bleue	Interstice	18, 19 25 et 26 novembre	6	Spectacle pour acteurs et marionnettes pour public de 6 à 12 ans	3 315

<i>Julien</i>	Bulle Bleue	Intensité	25, 26 novembre et 8, 9, 15 et 16 décembre	6	théâtre musical- solo	3 000
<i>Betty devenue Boop</i>	Salle Jacques Brel	Interstice	13-nov	2	Spectacle pour acteurs et marionnettes pour public de 6 à 12 ans	3 315
<i>Andy's gone 1</i>	Salle Jacques Brel	Adesso e sempre	12-nov	1	théâtre vidéo immersif	1 600
<i>Andy's gone 2</i>	Salle Jacques Brel	Adesso e sempre	12-nov	1	théâtre vidéo immersif	1 600

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux compagnies listées ci-dessus, pour un montant total de 61 958 €, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172629-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FACDTSV type.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Centenaire Brassens - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prise en charge de frais - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole organise plusieurs événements artistiques d'octobre 2021 à fin janvier 2022 en hommage au centenaire de la naissance de Georges BRASSENS. Afin de mettre en œuvre une programmation artistique pertinente et de qualité, la Métropole de Montpellier a requis les services de Madame Clémentine DEROUILLÉ, directrice artistique indépendante. Cette saison est proposée en lien avec l'exposition « *Gare au Brassens* » qui aura lieu à l'espace Bagouet du 27 octobre 2021 au 30 janvier 2022.

La programmation accueillera sur cette période des siestes acoustiques, lectures musicales, rencontres littéraires, film documentaire, masterclasses BRASSENS. Ces événements se dérouleront dans des espaces gérés par la Ville (Maison des Chœurs, espace Bagouet, cinéma Nestor-Burma et théâtre Jean-Vilar) et par la Métropole (Cité des Arts, Réseau des Médiathèques). Ville et Métropole mettront gracieusement à disposition de l'autre les différents lieux et prendront en charge, chacune pour ce qui la concerne, la rémunération des intervenants et leurs différents frais.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se répartiront ainsi la rémunération des intervenants invités ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration durant leur séjour à Montpellier. Le montant de ces dépenses est évalué à 15 000 € pour la Métropole et 10 000 € pour la Ville

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la mise à disposition d'espaces
- D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des intervenants invités, au réel, directement ou sur présentation de justificatifs originaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172405-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention Ville Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Convention de mise à disposition par l'Etat de conservateurs des bibliothèques auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis 1897, 54 bibliothèques municipales ont été progressivement classées par l'Etat en raison de l'importance de leurs collections patrimoniales et de leur rayonnement régional et national. Montpellier Méditerranée Métropole peut à ce titre bénéficier du dispositif de mise à disposition de conservateurs d'Etat des bibliothèques.

Ce partenariat, qui permet au Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier du label « bibliothèque classée », engage la Collectivité dans la réalisation d'actions relevant d'objectifs et de quatre axes stratégiques établis par le ministère de la Culture :

- La conservation, le signalement et la valorisation des collections patrimoniales ;
- Le renforcement de la dimension intercommunale du Réseau ;
- La construction et la rénovation des équipements ;
- Le numérique.

Une première convention a été actée au Conseil du 1^{er} avril 2010, puis reconduite en 2013, en 2016 et en 2019. Le ministère de la Culture et la Métropole souhaitent renouveler ce partenariat dans le cadre d'une convention 2022-2024, avec pour cette période la possibilité d'augmenter à trois le nombre des conservateurs d'Etat mis à disposition du Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre du label « Bibliothèque classée », la collectivité peut décider d'affecter un complément de rémunération et prend en charge les frais (déplacement...) occasionnés par l'exercice des missions.

Les conservateurs concernés font l'objet d'arrêtés individuels de mise à disposition pris par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur, après avis du ministre chargé de la Culture.

La convention est conclue pour une durée maximale de 3 ans. Au-delà de cette date, la convention doit faire l'objet d'une reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition par l'État de deux conservateurs des bibliothèques et de porter ce nombre à trois pendant la durée de la présente convention au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172587-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convent°Montpellier-22-24.pdf

- MAD - Annexe - Tableau des objectifs PDF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 29 novembre 2002, la communauté d'agglomération de Montpellier a approuvé la signature d'une convention de gestion, par la communauté d'agglomération, des bibliobus et des bibliothèques de quartier non transférées Jean-Paul-Sartre et Paul-Langevin.

Les bibliobus et la bibliothèque Jean-Paul-Sartre ayant cessé leur activité, la convention de gestion doit être renouvelée au seul bénéfice de la bibliothèque Paul-Langevin.

Cette convention décrit les modalités techniques, administratives et financières de la gestion, par Montpellier Méditerranée Métropole, de la bibliothèque Paul Langevin, en précisant notamment les engagements réciproques.

Montpellier Méditerranée Métropole met ainsi à disposition de la Ville ses moyens humains et matériels, tandis que la Ville de Montpellier couvrira l'ensemble des charges de fonctionnement et d'investissement de l'établissement, qui lui seront refacturées par Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention est établie conformément à l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales, du 1^{er} décembre 2021 au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de gestion relative à la bibliothèque Paul Langevin ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172238-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARDILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Itinérance de l'exposition Louis GAUFFIER (1762-1801) "Un voyage en Italie" - Convention de co-organisation entre le musée Fabre et le musée Sainte Croix de Poitiers - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre a conçu l'exposition *Louis GAUFFIER (1762-1801) : un voyage en Italie*, qu'il présentera du 6 mai au 4 septembre 2022. Le musée Sainte Croix de Poitiers, qui possède un riche fonds de l'artiste et a déjà assuré de son soutien par les prêts à l'exposition, souhaite présenter une version adaptée de cette exposition en seconde étape.

Né à Poitiers, Louis GAUFFIER fut un peintre d'histoire, de portraits et de paysages et sa carrière est aujourd'hui encore méconnue. Son amitié avec François-Xavier FABRE, pendant leurs années en Italie, explique que le musée Fabre possède un des plus riches fonds de cet artiste, constitué tant grâce à des dons du fondateur que par des acquisitions récentes, notamment autour de son chef-d'œuvre *La Chartreuse de Vallombrosa*. Tout autant que de faire découvrir les talents et le raffinement artistique de ce peintre, l'exposition – première rétrospective consacrée à l'artiste – souhaite également évoquer l'univers international et cosmopolite du voyage en Italie à la fin du XVIII^e siècle, au temps des derniers feux de l'Ancien Régime, puis de la Révolution et de l'Empire.

Afin de fixer les modalités de mise en œuvre de cette itinérance, les institutions partenaires se sont rapprochées pour établir une convention, qui définit l'ensemble des responsabilités, obligations et prérogatives de chacune des parties, notamment en ce qui concerne les conditions de transport et de conservation des œuvres, la muséographie et la médiation, la promotion et la communication autour de l'exposition, ainsi que la répartition des frais communs afférents à son organisation.

Le commissariat scientifique, notamment la sélection d'œuvres, est mené par le musée Fabre, initiateur du projet. Le projet est mis en œuvre à chaque étape selon les ressources et calendriers propres à chacune. De la liste d'œuvres conçue par le musée Fabre, le musée Sainte Croix établit une sélection resserrée. Il fait son affaire des échanges avec les prêteurs, et s'engage à communiquer sa liste définitive au musée Fabre en temps suffisant pour ne pas entraver la bonne marche opérationnelle du montage de l'exposition à Montpellier. Les deux parties collaborent logistiquement et s'engagent à respecter les exigences et conditions de conservation et de sécurité conformes aux normes internationales. Ils assument la responsabilité et l'obligation d'assurance séparément à chaque étape.

Les frais communs concernent principalement la fabrication des caisses et le transfert des œuvres du musée Fabre au musée Sainte Croix. Le musée Fabre assume séparément le transport des œuvres des prêteurs à son étape, le musée Sainte Croix assume séparément le retour des œuvres à la fin de son étape. Chaque musée assume par ailleurs intégralement les frais locaux liés à l'organisation de l'exposition en son sein, notamment la conception et la réalisation de la muséographie, la médiation, l'installation des œuvres, la communication, le gardiennage, les partenariats, les événements protocolaires et tout autre événement en lien avec l'exposition. Si le musée Sainte Croix souhaitait réutiliser certains dispositifs créés par le musée Fabre dans ces domaines, les coûts de ceux-ci deviendraient des frais communs.

Le partenariat (dont le commissariat scientifique du musée Fabre) est mentionné dans les outils et opérations de communication de chaque organisateur. Chaque organisateur conserve l'intégralité des recettes encaissées sur son lieu d'exposition et aucun organisateur n'est responsable des éventuelles pertes financières de l'autre organisateur. A l'issue de l'exposition, les partenaires établiront les comptes finaux des frais communs et l'organisateur débiteur à l'égard de l'autre s'acquittera de la somme due.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec le musée Sainte Croix de Poitiers ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172619-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXEA

- convention GAUFFIER.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre, le musée des Beaux-Arts de Rouen et l'association FRAME - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chaque public, particulièrement aux personnes aveugles et malvoyantes. Riche de cette expérience, le musée Fabre a souhaité donner la parole aux personnes aveugles pour la restituer auprès du grand public en lui proposant une autre expérience de visite, intime et singulière.

Du 9 décembre 2016 au 10 décembre 2017, le musée Fabre a présenté une exposition intitulée « *L'art et la matière – Galerie de sculptures à toucher* ». 80 000 visiteurs ont pu bénéficier de ce dispositif culturel. Fort de ce succès, le musée Fabre a souhaité faire bénéficier d'autres publics de ce dispositif culturel en le mettant gracieusement à disposition d'autres musées.

Le musée des Beaux-Arts de Lyon a accueilli l'exposition dans son intégralité du 6 avril au 31 décembre 2019 en intégrant le musée du Louvre dans le partenariat. Le Musée des Beaux-Arts de Rouen présentera quant à lui l'exposition sous le titre « *L'art et la matière – Prière de toucher* » du 4 février au 18 septembre 2022 dans le cadre du réseau de collaboration des musées franco américains FRAME. La convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'exposition.

Le musée des Beaux-Arts de Rouen s'engage à :

- ✓ Prendre en charge la totalité des frais liés au transport et à l'installation de l'exposition dans ses murs, y compris les frais d'assurance des moulages et de la muséographie ;
- ✓ Prendre en charge la communication liée à l'exposition et au partenariat et à en informer le musée Fabre ;
- ✓ Prendre en charge les frais de mission d'une personne mise à disposition par le musée Fabre – Montpellier Méditerranée Métropole pendant 3 jours pour superviser le montage de l'exposition ;
- ✓ Prendre en charge les frais de mission de deux personnes pendant une journée pour la séance de formation des personnels organisée avec le musée Fabre – Montpellier Méditerranée Métropole ;
- ✓ Valoriser le partenariat.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- ✓ Prêter gracieusement les 5 moulages de l'exposition lui appartenant ainsi que la totalité de la muséographie y compris les dispositifs multimédias ;
- ✓ Mettre à disposition son savoir-faire et ses compétences en matière de médiation tactile auprès des équipes du musée des Beaux-Arts de Rouen ;
- ✓ Valoriser le partenariat.

FRAME Développement s'engage à :

- ✓ Coordonner pour le compte de FRAME les échanges entre les musées FRAME partenaires de l'itinérance L'Art et la matière. Prière de toucher en vue de l'actualisation des dispositifs partagés ;
- ✓ Rechercher des ressources en vue de contribuer notamment à l'adaptation des dispositifs de médiation culturelle partagés entre les cinq musées de l'itinérance FRAME ;
- ✓ Veiller à une communication harmonisée entre les musées FRAME partenaires ;
- ✓ Valoriser le partenariat.

La convention entrera en vigueur le jour de sa signature par les parties et prendra fin au moment de l'enlèvement des modules et reproductions au musée des Beaux-Arts de Rouen qui impliquera le transfert de

responsabilité avec le Palais des Beaux-Arts de Lille, qui accueillera la prochaine étape de l'itinérance du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention de partenariat avec le musée des Beaux-Arts de Rouen ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172610-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention tripartite galerie Tactile ROUEN Vdef.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Cours de l'École du Louvre au musée Fabre - Convention de partenariat pour l'année 2021-2022 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XV^e et XXI^e siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre connaissent un franc succès auprès du public. Chaque année ils rassemblent environ 500 personnes sur une dizaine de conférences.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2022 :

Cycle I « Des collections royales au patrimoine national : histoire et renouveau des musées » composé de 5 séances, d'une durée d'une heure trente chacune. Il se déroulera les mardis, du 4 janvier au 8 février 2022, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.

- Plein tarif : **43,50 euros** ;
- Tarif réduit : **26,00 euros** ;
- Tarif formation continue : **53,50 euros**.

Cycle II « Le grand Tour au XVIII^e siècle : Entre pratiques sociales, découverte archéologique et émulation artistique » composé de 5 séances, d'une durée d'une heure trente chacune. Il se déroulera les mardis, du 5 avril 2022 au 24 mai 2022, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.

- Plein tarif : **43,50 euros** ;
- Tarif réduit : **26,00 euros** ;
- Tarif formation continue : **53,50 euros**.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole prend en charge dans le cadre de cette convention :

- La réservation de la salle Rabelais mise à la disposition de l'Ecole du Louvre ;
- L'édition et la diffusion des programmes au niveau régional ;
- Les frais d'hébergement et de restauration des intervenants pour un montant prévisionnel de 2 500 €. La réservation de l'hôtel se fait par la centrale de réservation dans le cadre du marché de la Métropole, le repas est donné sous forme de bon repas, le restaurateur présentant la facture après la prestation.

L'Ecole du Louvre prend en charge :

- La rémunération et les frais de déplacements des intervenants ;
- La conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national ;
- La gestion des inscriptions.

Cette convention est conclue pour une année.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172244-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Ecole du Louvre Convention de partenariat 2021-2022 Montpellier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Attribution de subventions dans le cadre de la Convention de Généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle (CGEAC) - Exercice 2021 - Conventions d'attributions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque enfant et jeune se construit de l'école primaire au lycée, dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et extrascolaires d'une part, des enseignements et des actions éducatives d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et des compétences que l'enfant et le jeune ont acquises, des pratiques qu'ils ont expérimentées et des rencontres qu'ils ont faites dans les domaines des arts et de la culture.

Montpellier Méditerranée Métropole fait de l'Éducation Artistique et Culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant et des projets culturels en direction des publics enfants et jeunes s'inscrivant dans les axes prioritaires de la Convention de Généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle (CGEAC).

Actuellement, 19 communes sont signataires ou en cours de finalisation de signature de conventions de partenariat avec la Métropole et pourront bénéficier de ces offres et de l'accompagnement de la Métropole dans les mises en œuvre : Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas, Saint-Génies-des-Mourgues, Saint-Georges-d'Orques, Saussan, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

N° de dossier	Code	Nom de la structure	Titre du projet	Montant proposé
Méto-cult 001261	3845	Balthazar Centre des arts du cirque	Atelier découverte des arts du cirque	2 500 €
Méto-cult 001481	4265	Attitude	Ateliers cultures urbaines	3 500 €
Méto-cult 001258	2037	Compagnie Anima	About : blank	5 000 €
Méto-cult 001446	4955	Centre culturel International Musique Sans Frontière	Micro résidence musiques du monde	3 000 €
Méto-cult 001441	2410	Aldebaran	Micro résidence arts plastiques	3 000 €
Méto-cult 001480	432	La Bulle bleue/APEPH	Quand Betty devient Boop	4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172613-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- modèle convention projet

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Cité des arts - Convention de partenariat pédagogique avec l'Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Cité des Arts (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole et sous le contrôle pédagogique du ministère de la Culture, qui lui a accordé le renouvellement du label « CRR » en 2016 pour une durée de sept ans. Il a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît opportun pour la Cité des Arts de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes, en particulier sur le développement des pratiques inclusives.

L'Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth est un établissement de la Fondation de l'Armée du Salut, reconnu d'utilité publique, financé par l'Assurance Maladie et contrôlé par l'Agence Régionale de Santé. Il comprend : un dispositif ITEP, un Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD), une équipe mobile de soutien à la scolarité. Le Dispositif ITEP est ouvert 215 jours par an du lundi au vendredi. Trois modalités d'accompagnement sont proposées :

- L'Intervention ambulatoire sur les lieux de vie des jeunes : le SESSAD, l'Unité d'Accompagnement Externalisé ;
- L'Accueil de jour : externat, semi-internat à temps plein, séquentiel ou temporaire ;
- L'Accueil de nuit : internat pouvant être décliné à temps complet, de semaine ou séquentiel.

Chaque modalité d'accompagnement est substituable l'une à l'autre en fonction des besoins de l'enfant ou du jeune accompagné. Les changements de modalité de scolarisation pris en charge par le Dispositif ITEP, sont décidés lors de l'équipe de suivi de la scolarisation (ESS) placée sous la responsabilité de l'Enseignant Référent pour la Scolarisation des élèves en situation de Handicap (ERSH), qui est autorisée à modifier le projet personnalisé de scolarisation. Les parents, ou détenteurs de l'autorité parentale, constituent un interlocuteur essentiel dans la démarche d'accompagnement de l'enfant ; ils sont informés et associés aux décisions envisagées.

L'ITEP Nazareth et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la pratique artistique des personnes en situation de handicap en privilégiant les actions inclusives dès que cela est possible. Ainsi les élèves de l'ITEP Nazareth auront la possibilité de suivre des enseignements dispensés à la Cité des Arts, les élèves et les professeurs de la Cité des Arts proposeront des concerts, restitutions théâtrales ou dansées au sein de la chapelle de l'ITEP Nazareth.

Ce partenariat concerne l'année scolaire 2021/2022.

L'ITEP Nazareth s'engage à venir à la Cité des Arts avec un groupe de 6 à 10 élèves âgés de 10 à 15 ans pour une activité Batucada hebdomadaire sur la période scolaire, avec des enfants âgés de 5 à 9 ans pour des séances de musique semi collective (groupe de 2 ou 3). L'ITEP Nazareth s'engage à accueillir deux prestations de la Cité des Arts à la chapelle Nazareth.

La Cité des Arts s'engage à accueillir les élèves de l'ITEP pour des activités et ateliers artistiques. Elle sera

partenaire artistique du projet culturel porté par l'ITEP Nazareth.

L'ITEP Nazareth et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à diffuser dans leurs locaux, les affiches, tracts, dépliants et brochures concernant ce partenariat pour la Saison 2021/2022

Les supports de communication, y compris les sites Internet, devront mentionner et mettre en valeur les deux structures concernées par ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre l'ITEP Nazareth et la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172607-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ITEP Nazareth 2021 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Cité des Arts - Convention de partenariat entre l'association Cap Gély Figuerolles et la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Année scolaire 2021/2022 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Cité des Arts – Danse Musique Théâtre de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication. De ce fait ses missions sont les suivantes :

- Offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, avec l'Education Nationale, avec les structures de diffusion ;
- Participer par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel (mémoire, concentration, goût de l'effort, curiosité, imagination, sens artistique, sens critique et jugement, capacité d'organisation, etc...) ;
- Constituer pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs tout en repérant et en formant les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier d'artiste ;
- Proposer des formations d'excellence à des étudiants en voie de professionnalisation par le biais de classes de maître de stages (formations au métier de soliste et de musicien d'orchestre), et élargir l'aire de rayonnement pour ces formations qui pourraient constituer la base d'un enseignement supérieur en partenariat avec l'université ;
- Former à l'école du spectacle en préparant et en accompagnant les enfants et les jeunes vers le spectacle vivant et en les incitant à vivre cette émotion du direct.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire pour la Cité des Arts de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales (Cap Gély Figuerolles, Opéra Orchestre national, Festivals, Etablissements Culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, etc...).

Il est proposé un partenariat entre l'association Cap Gély Figuerolles, loi 1901, créée le 9 mai 1994 et Montpellier Méditerranée Métropole, afin de développer des actions éducatives de sensibilisations à la musique et aux arts tziganes à destination des jeunes du quartier Gély et des quartiers limitrophes. Ce partenariat concerne l'année scolaire 2021/2022.

Il poursuit des objectifs pédagogiques, culturels et citoyens :

- Redécouvrir le patrimoine culturel tsigane par la pratique instrumentale, le chant et la danse ;
- Permettre la mixité dans l'apprentissage en évitant les rôles sexués ou rôles sociaux de sexe ;
- Donner accès à une éducation musicale et artistique à des jeunes qui ne fréquentent pas d'école de musique ;
- Lutter contre l'absentéisme scolaire en favorisant une relation de confiance entre les familles et les institutions ;
- Stimuler le développement personnel de chaque enfant en renforçant sa capacité d'attention par la pratique artistique, sa capacité de concentration et son goût de l'effort ;
- Initier des pratiques pédagogiques innovantes par l'association de compétences éducatives complémentaires et faciliter l'acquisition de compétences du socle commun des connaissances ;
- Valoriser les jeunes auprès de leur famille et de leur entourage.

Il permettra également des actions :

- Des ateliers de pratique musicales dans le quartier Gély animés par des musiciens de la cité ;
- Le prêt d'un instrument pendant toute la durée du projet ;
- Une pédagogie inclusive s'appuyant sur le collectif ;
- Des représentations publiques dans les quartiers et dans des lieux emblématiques de la Métropole (la Cité des Arts, musée, Opéra, domaine d'O, Halles tropismes...) ;
- Découverte des lieux culturels en assistant à des manifestations de la saison la Cité des Arts de Montpellier ;
- Participation aux activités proposés par l'association Cap Gély Figuerolles.

L'association Cap Gély Figuerolles s'engage dans le cadre des ateliers hors temps scolaire à recruter les élèves avec une attention particulière sur la mixité filles/garçons et les intervenants enseignants, à assurer le suivi des présences aux ateliers par la tenue d'une fiche d'appel, à trouver les locaux adéquates au bon déroulement des activités d'enseignement. De plus les intervenants enseignants s'engagent à venir une fois toutes les six semaines à la Cité des Arts pour des rencontres pédagogiques avec l'équipe pédagogique de la Cité des Arts.

La Cité des Arts est garant de la pertinence pédagogique, elle rémunère les intervenants enseignants sur présentation des fiches de présences dont le coût est estimé à 10 000 €, prête dans la limite de ses possibilités le matériel nécessaire (instruments, matériel pédagogique), anime les échanges pédagogiques, s'engage à accueillir dans ses locaux des restitutions et concerts et à donner accès à l'ensemble de sa programmation artistique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre l'association Cap Gély Figuerolles et la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172258-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021 convention CRR Cap gély v2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Animation du territoire - Cité des arts - Affectation de subventions aux écoles associées - Conventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du schéma de mutualisation, il est proposé de poursuivre l'action engagée en 2017 en faveur des écoles de musique du territoire adhérentes au réseau de l'enseignement musical métropolitain et labellisées « *écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole* ». En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut en effet verser à ses communes membres un fonds de concours pour la gestion d'un équipement.

Ainsi, sous réserve de la signature de la convention afférente, les structures concernées pourront bénéficier d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2021. Le montant total de l'aide financière apportée par la Métropole s'élève à 74 632 € et est affecté comme suit, conformément aux clés de répartition précisées en annexe de la convention et aux engagements métropolitains dans le cadre des classes passerelles (prises en charge du tarif plein municipal) :

- Ecole de Musique de Castries : 12 996 € + 1 674 € (dispositif passerelle) : 14 670 € ;
- Ecole de Musique de Juvignac : 16 654 € ;
- Ecole Intercommunale de Musique Internote : 4 900 € ;
- Ecole de Musique de Pérols : 12 284 € ;
- Ecole de Musique de Sussargues : 6 602 € ;
- Ecole de Musique de Saint Jean de Védas : 18 908 € + 614 € (dispositif passerelle) : 19 522 €.

Outre les engagements liés à l'appartenance au réseau de l'enseignement musical, les écoles associées seront tenues aux engagements suivants :

- Offre pédagogique comportant les trois disciplines (formation musicale, instrument et pratiques collectives) ;
- Structuration en cycles et/ou départements ;
- Adoption d'un projet d'établissement ;
- Formation et professionnalisation des équipes enseignantes ;
- Participation possible des élèves aux examens de fin de cycles 1 et 2 du Conservatoire à Rayonnement Régional.

De plus, les communes s'engagent à maintenir leur niveau de financement pendant la durée de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition des subventions accordées par Montpellier Méditerranée Métropole aux écoles associées à la Cité des Arts ;
- D'approuver les termes des conventions entre la Cité des Arts et les écoles associées déterminant le versement des fonds de concours et subventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172529-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Ecoles associées_convention Castries 21-22
- Ecoles associées_convention Internote 21-22
- Ecoles associées_convention Juvignac 21-22
- Ecoles associées_convention Pérols 21-22
- Ecoles associées_convention St Jean de Védas 21-22
- Ecoles associées_convention Sussargues 21-22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Animation du territoire - Convention de partenariat 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault pour le financement des festivals du Domaine d'O - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Les festivals « Printemps des Comédiens », « Arabesques » et « Folies Lyriques », portés par des associations indépendantes, contribuent pleinement à l'animation et au rayonnement des équipements culturels du Domaine d'O pendant la saison estivale.

En application de l'article 90 de la loi NOTRe, de la délibération du Conseil de Métropole du 22 décembre 2016 relative au transfert des compétences du Département à la Métropole et de la convention de partenariat « Festivals du Domaine d'O » en date du 23 décembre 2016, le Département a transféré à Montpellier Méditerranée Métropole la gestion du projet culturel du Domaine d'O, avec mise à disposition des installations telles que l'amphithéâtre de plein air, le théâtre Jean-Claude-Carrière et l'aire accueillant les chapiteaux. Ce transfert est effectivement intervenu à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par un commun accord ayant fait l'objet d'une convention de partenariat, le Département et Montpellier Méditerranée Métropole ont acté leur volonté de maintenir les festivals d'été et défini leurs engagements réciproques à cette fin.

En application de l'article 1^{er} de cette convention de partenariat, une convention triennale 2018-2020 a été conclue entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour définir les modalités de versement de la contribution financière annuelle du Département. Celle-ci étant arrivée à échéance, il est proposé de la renouveler pour l'année 2021.

Le Département s'engage dans ce cadre à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution de 1 471 172 € au titre du financement des éditions 2021 des festivals « Printemps des Comédiens », « Arabesques » et « Folies Lyriques ». Cette somme sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole aux associations organisatrices.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour le financement des festivals du Domaine d'O ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172622-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- VEpartenariat_d'application_festivals_2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Animation du territoire - FDI Stadium - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS MHB Events - Espace snack restauration - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le FDI Stadium, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, est situé au 1000, avenue du Val de Montferrand, à Montpellier (34090). Équipement sportif structurant de la Ville et de la Métropole de Montpellier, cette enceinte héberge le club professionnel du Montpellier Handball, qui évolue en championnat de France de 1^{ère} division depuis la saison sportive 1992-1993.

L'accueil du FDI Stadium dispose d'un espace de 24 m² permettant d'accueillir un point de restauration/snacking ainsi que deux terrasses attenantes dans l'accueil du stadium et sur le parvis de l'équipement.

En date du 30 septembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a reçu une manifestation d'intérêt spontanée de la SAS MHB Events en vue d'exploiter cet espace de restauration/snacking situé dans le hall d'entrée de l'enceinte sportive.

Rappel de la procédure :

Conformément à l'article L. 2122-2 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire. Toutefois, lorsque le titre permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, sa durée est fixée de manière à ne pas restreindre ou limiter la libre concurrence au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer l'amortissement des investissements projetés et une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis, sans pouvoir excéder les limites prévues, le cas échéant, par la loi.

Conformément à l'article L. 2122-1-4 du CG3P, « *lorsque la délivrance du titre mentionné à l'article L. 2122-1 intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente* ».

Afin de se conformer à ces dispositions, une procédure a été lancée le 13 octobre 2021 en vue de recueillir toute autre manifestation d'intérêt concurrente en vue d'exploiter l'espace de restauration/snacking situé dans le hall d'entrée du FDI Stadium.

La date limite de remise des manifestations d'intérêt concurrentes a été fixée au 10 novembre 2021.

Montpellier Méditerranée Métropole n'a réceptionné aucune manifestation d'intérêt concurrente.

Caractéristiques de la future convention :

L'objet de la convention est d'autoriser le bénéficiaire, en contrepartie d'une redevance, à occuper ces locaux en proposant une activité de restauration/snacking.

La convention est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole et acceptée par l'occupant jusqu'au 30 juin 2026. Conformément à la réglementation en vigueur, au terme de la convention, aucune prolongation ne sera possible sans qu'une mise en concurrence de l'occupation des locaux soit préalablement diligentée.

La redevance annuelle proposée par la société MHB Events comprend une part fixe qui s'élève à 5 000,00 € H.T., et une part variable correspondant à la différence constatée entre 7% du chiffre d'affaires hors taxes généré par l'exploitation des locaux objets de la convention et le montant de la part fixe indexée.

De surcroît, cette convention prévoit que seront à la charge de l'occupant la fourniture des matériels, l'équipement, la maintenance et l'entretien des locaux.

En sus des charges individualisables et de la redevance, l'occupant acquittera une quote-part des charges communes non individualisables au prorata de la surface occupée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le choix de la société MHB Events en tant qu'occupant temporaire du domaine public de l'espace de restauration/snacking situé dans le hall d'entrée du FDI Stadium ;
- D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public à conclure avec la société MHB Events ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173258-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT2021PDS - MHB Events - Projet de convention v16-11-2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Animation du territoire - Réseau des piscines - Opération Téléthon 2021 à la piscine Alex-Jany de Jacou - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire. Pour ce faire, elle favorise notamment l'apprentissage de la natation et du patinage scolaire et permet aux clubs et associations sportives de la Métropole qui le souhaitent, de bénéficier de ses installations sportives (stades, piscines, etc.) à des tarifs préférentiels.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants, en cohérence avec la définition de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, est directement liée à la recherche et au développement scientifiques, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager aux côtés d'associations mobilisées dans ce domaine.

Le Téléthon, créé depuis 1987 par l'Association Française contre les Myopathies (AFM), a pour but de financer des projets de recherche sur les maladies génétiques neuromusculaires, mais aussi sur d'autres maladies génétiques rares ou encore le cancer. L'argent collecté est également utilisé pour aider et accompagner les malades atteints de myopathie.

Pour soutenir cette cause, le Réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite organiser le samedi 4 décembre 2021 une opération à destination du public de la piscine Alex-Jany de Jacou de 9h à 12h45. Durant cette journée, un tarif unique de 3 € sera proposé aux usagers de cet établissement, ce qui leur permettra d'accéder aux nombreuses animations organisées et mises en œuvre par les éducateurs sportifs de la Métropole : cours d'aquabike, d'aquagym, baptêmes de plongée, défis sportifs, jeux aquatiques, etc.

Toutes les recettes d'entrées de cette journée ainsi que les dons éventuels, seront intégralement reversés à l'AFM au titre de l'édition 2021 du Téléthon.

Il est proposé de signer un contrat d'engagement avec l'AFM, définissant les modalités du partenariat et les conditions de reversement total de la recette de la manifestation au bénéfice de la recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies à occasion de l'édition 2021 du Téléthon ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-171669-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat d'engagement Téléthon 2021.pdf
- Contrat d'engagement Téléthon 2021 - Additif.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Animation du territoire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous.

Par une délibération n° M2020-449 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a voté une première série de subventions, avant le vote du Budget Primitif 2021. Par une délibération n° M2021-198 en date du 29 mars 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a voté une deuxième série de subventions, dans le cadre du Budget Primitif 2021.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Nature	Montant affecté
MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	3 000 €
AK SPORTS	Fonctionnement	20 000 €
LIGUE OCCITANIE PYRENEES-MEDITERRANEE DE NATATION <i>Championnat de France de Natation</i>	Projet	10 000 €
MONTPELLIER HANDBALL - MHB	Fonctionnement	171 800 €
HORSE-BALL FEMININE MONTPELLIER	Fonctionnement	5 000 €
JACOU CLAPIERS FOOTBALL ASSOCIATION	Fonctionnement	2 000 €
BASKET LATTES MONTPELLIER - BLMA <i>Parcours en EURO LEAGUE</i>	Fonctionnement	70 000 €
MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE – MARATHON DE MONTPELLIER	Projet	- 40 000 € (montant désaffecté)
CENTRE EQUESTRE DE GRAMMONT – JUMPING MONTPELLIER GAUMONT	Projet	- 40 000 € (montant désaffecté)

COMITE ORGANISATEUR DU TOUR D'OCCITANIE FEMININ	Projet	- 10 000 € (montant désaffecté)
CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE CASTRIES	Projet	- 3 500 € (montant désaffecté)

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation et de la désaffectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-171732-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BP 2021 CONVENTION BLMA.doc
- BP 2021 CONVENTION JACOU CLAPIERS FOOTBALL ASSOCIATION.doc
- BP 2021 CONVENTION SAS MHB.doc
- BP 2021 HORSE BALL MONTPELLIER.doc
- CONVENTION A.K. SPORT.doc
- CONVENTION LIGUE OCCITANIE DE NATATION.doc
- CONVENTION MONTPELLIER TENNIS DE TABLE.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Animation du territoire - Réseau des médiathèques et du livre - Journée pour les professionnels de la petite enfance - Prise en charge des frais des intervenantes invitées - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

A l'occasion de la journée pour les professionnels de la petite enfance organisée le vendredi 10 décembre 2021, la Métropole recevra deux intervenantes : Michèle MOREAU (auteure et Directrice de *Didier jeunesse*) et Delphine GRENIER (sculptrice et illustratrice).

Comme chaque année, le Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole travaillera en étroite coopération avec des bibliothèques, des médiathèques et des associations, afin de promouvoir la lecture auprès des tout-petits et proposera :

- Des conférences avec les intervenantes : Michèle MOREAU et Delphine GRENIER ;
- Un atelier avec Delphine GRENIER.

Il est proposé dans ce cadre, et compte tenu de l'importance de cette action et de la participation de ces intervenantes, que soit pris en charge la totalité des frais réels de déplacement, hébergement et restauration liés à leur venue sur le territoire de la Métropole, pour un montant maximal évalué à 3 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la prise en charge aux frais réels des transports, stationnements, hébergements et restauration liés à la venue de ces intervenantes pour un montant maximum de 3 000 € TTC ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172088-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, François VASQUEZ

Attractivité - Dispositif de soutien aux agriculteurs sinistrés par l'épisode de gel du 7 et 8 avril 2021 - Abondement au ' fonds de solidarité spécial gel ' - Convention d'accompagnement et de financement avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Yvon PELLET, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Faisant suite au violent épisode de gel du 7 et 8 avril 2021 ayant affecté la totalité du territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à soutenir les viticulteurs et arboriculteurs sinistrés.

Pour mémoire, les aides directes mises en place par Montpellier Méditerranée Métropole dès cette année et l'année prochaine s'élèvent à 71 000 € :

- Achat protocolaire de vins à hauteur de 40 000 € en 2022 ;
- Exonération de la Taxe Foncière sur le foncier Non Bâti (TFNB) pour l'année 2022 à hauteur de 31 000 € (délibération n°M2021-442).

Pour 2021, l'Etat français a acté un dégrèvement collectif automatique sur la TFNB pouvant représenter 80 % en fonction de l'impact du sinistre.

Consécutivement aux pertes de récoltes des viticulteurs et arboriculteurs provoquées par l'épisode de gel du 08 avril dernier, le Département de l'Hérault met en place un « *fonds de solidarités spécial gel* ». Le fonds est géré par la Chambre d'Agriculture de l'Hérault peut être abondé par les communes et intercommunalité du Département de l'Hérault par dérogation préfectorale :

- Le Département mobilise un socle de 5 M€, qui seront distribués en fonction de la perte de récolte, en s'appuyant sur les déclarations de récolte. Pour la filière viticole, l'aide s'élèvera à 2,5 € par hecto perdu ;
- Concernant les communes et intercommunalité, les aides seront affectées directement aux producteurs (caves indépendantes et caves coopératives) du territoire des donateurs ;
- Les clefs de répartition seront calquées sur le modèle suivant : pour toute déclaration de sinistre au moins égale à 30 %, aide directe au prorata de la perte basée sur le meilleur exercice des 3 dernières années en tenant compte des fluctuations de superficie exploitée ;
- Le paiement de l'aide faisant référence aux donateurs se fera en une seule fois au plus tard en mars 2022 ;
- Cette aide se fera en plus de l'aide « socle » du Conseil départemental de l'Hérault.

Un Comité Technique dans lequel Montpellier Méditerranée Métropole siègera sera mis en place afin de valider l'instruction des dossiers.

Considérant l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales qui fonde la clause de compétence générale du bloc communal, dès lors que la mesure répond à un intérêt public local, ce qui ne peut être contesté au cas particulier, la réglementation de l'Union Européenne de minimis – Règlement n°1407 et n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis par un plafonnement limité à 20 000 € par entreprise agricole amont / 200 000 € par entreprise aval et l'accord préfectoral dérogatoire du 3 mai 2021 ; il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole abonde à hauteur de 107 000 €, « *fonds de solidarités spécial gel* » partenarial, constitué et piloté par la Chambre d'Agriculture de l'Hérault. Pour ce faire, il est proposé une convention d'accompagnement et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre d'Agriculture de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le financement de 107 000 € allouée à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault dans le cadre du « *fonds de solidarités spécial gel* » sous réserve de signature de la convention d'accompagnement et de financement ;
- D'approuver les termes de la convention d'accompagnement et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre d'Agriculture de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Stéphane CHAMPAY, M. Arnaud MOYNIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-174174-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - Ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2022 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'article L.3132-6 du Code du travail permet aux maires d'autoriser l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail dans la limite de 12 par an, hors dérogations législatives ou réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités telles que les jardineries, les magasins d'ameublement ou de bricolage. Lorsque le nombre de dimanche autorisé dépasse cinq, la décision du maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole, puis du Conseil municipal.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil de 400 m² (premier alinéa de l'article 3 de la loi 72-657 du 13 juillet 1972), lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L.3133-1 du Code du travail sont travaillés (à l'exception du 3e), ils sont déduits des dimanches autorisés par le maire dans la limite de 3.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le maire avant le 31 décembre de l'année N-1.

Cette liste peut être commune à tous les secteurs d'activités ou établie par secteur :

- Commerce de détail spécialisé de l'alimentation ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV HIFI ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, Culture, Loisirs ;
- Secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés est prise après consultation par la commune des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Les communes de Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas et Vendargues ont transmis leurs propositions de dates pour l'année 2022 afin qu'elles soient soumises pour avis conforme au Conseil de Métropole. Les dates sont recensées dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable aux propositions de dates d'ouvertures dominicales des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les communes recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 22 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172229-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau dates des communes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - SCIC Initiatives pour une Économie Solidaire (IÉS) - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Initiatives pour une Economie Solidaire (IÉS)¹ est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) de capital-risque solidaire sous forme de société anonyme, créée en 1988. Son objet est de créer de l'emploi, en finançant la création ou le développement d'entreprises de la Région Occitanie, qui placent l'utilité sociale et le respect de l'environnement au cœur de leur démarche et qui, d'une manière générale, ont une activité porteuse pour le dynamisme du territoire.

Adhérente aux principes du financement solidaire (labellisé Finansol depuis 2002) et agréée entreprise solidaire depuis 2007, IÉS développe un outil d'épargne (la part sociale d'IÉS) pour toute personne – personne physique ou morale – qui partage une autre vision de l'économie et souhaite donner du sens à son épargne en finançant des projets à impact sur le territoire. En tant qu'acteur de l'écosystème local, IÉS souhaite favoriser la citoyenneté économique et la proximité entre entreprises financées et citoyens épargnants. Sur les 1 038 coopérateurs, 92% sont des personnes physiques qui détiennent 80% des parts sociales. 100 % de l'épargne collectée est utilisée pour le financement des entreprises.

IÉS s'adresse à des entreprises de dimension collectives (SA, SARL, SCOP, SCIC, SICA, Associations, EURL...) de tout secteur d'activité, en création ou en développement, qui créent de l'emploi localement et répondent aux critères suivants : lutte contre l'exclusion, solidarité avec la société et l'environnement, solidarité dans l'entreprise, solidarité avec les partenaires économiques.

Son mode d'intervention double :

- Un financement en fonds propres et quasi-fonds propres (participation dans le capital de l'entreprise, apport en compte courant d'associé, titres participatifs, prêts participatifs) sur une durée de 5 à 7 ans ;
- Un accompagnement par des coopérateurs bénévoles, interlocuteurs attentifs et privilégiés du chef d'entreprise, pendant toute la durée du financement.

Un groupe local de coopérateurs assure l'accueil des porteurs de projets, l'animation de la coopérative, l'instruction des dossiers et l'accompagnement des entreprises financées sur leur territoire.

Acteur impliqué dans la politique régionale de développement économique, reconnu services d'intérêt économique général (SIEG), IÉS qui s'est historiquement développée sur le territoire Ouest de l'Occitanie (siège à Ramonville) tend à intensifier son activité de plus en plus sur l'Est de l'Occitanie et notamment sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. La structure possède déjà un ancrage sur le territoire (bureau basé à la pépinière Réalis) et travaille en collaboration avec les partenaires locaux de la création d'entreprise (Urscop, France Active, Chambres Consulaires, Agence Ad'Occ, Banques coopératives, etc...). De plus, un poste à Montpellier a été créé en 2020 pour appuyer l'animation, les groupes locaux et le développement de financements de projets à l'Est de la région.

Sur le territoire de la Métropole, la SCIC finance et accompagne actuellement 6 projets représentant 89 emplois. Il s'agit de la Menuiserie Collaborative, Forum TV, Pain et Partage, Hab Fab, Fiers de Lettres et un Goût d'illusion.

La SCIC IÉS développe une action qui s'inscrit pleinement avec l'un des enjeux métropolitains, celui de développer une politique économique qui soit en phase avec l'économie locale et les besoins du territoire. La structure apporte un réel soutien en matière de création d'emplois pérennes et en matière d'entrepreneuriat durable et responsable sur le territoire.

Pour mener sa mission, la structure bénéficie d'un financement pour son fonctionnement du Conseil Régional Occitanie, de Toulouse Métropole, de la Communauté d'Agglomération du Sud-est Toulousain et de la Communauté d'Agglomération du Muretain Agglo (Haute-Garonne). De par sa compétence de plein droit en matière d'aides aux organismes qui participent à la création d'entreprise (L.1511-7 du Code général des collectivités territoriales), il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte une subvention pour le fonctionnement d'Initiatives pour une Economie Solidaire à hauteur de 10 000 €. Ce serait la première intercommunalité de l'Est de l'Occitanie à soutenir cette structure. Cette aide permettra de :

¹ La présentation des activités et missions de la structure s'appuie sur des documents techniques transmis par la SCIC IES.

- Renforcer la logique d'ancrage territorial et de proximité avec les entreprises ;
- Promouvoir la finance solidaire sur le territoire et favoriser le lien avec les acteurs socioéconomiques du territoire ;
- Développer le financement de projets socialement responsables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 10 000 € à la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Initiatives pour une Economie Solidaire (IÉS), sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-166948-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention SCIC-IES-projet sept.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - Transformation numérique des collectivités territoriales - Convention de financement entre la direction Interministérielle du Numérique et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le volet "Mise à niveau numérique de collectivités territoriales" - Création d'un jumeau numérique 4D souverain et ouvert pour le pilotage des politiques publiques sur le bassin de vie Montpelliérain - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Précurseur dans sa démarche d'ouverture des données publiques, Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Système d'Information Géographique (SIG) et de son Pôle Numérique et Donnée s'appuie sur une politique publique structurée de la donnée urbaine et territoriale, ceci dans une volonté à la fois de lever économique, de transparence et de modernisation de l'action publique. Une organisation de la donnée est en cours de structuration au sein des services de la Métropole pour en améliorer l'accès, le partage et l'exploitation dans le quotidien des activités des agents et le développement de nouveaux services sur le territoire pour les citoyens.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a pour projet de se doter d'un référentiel 3D de qualité, évolutif, partagé et souverain constituant un véritable jumeau numérique 4D (x, y, z, temps) du territoire. En effet, pour bien comprendre la majorité des phénomènes captés et mesurés tels que la température, le bruit, la pollution, les risques naturels, ou encore la consommation de ressources, une vision 4D permettant de croiser l'ensemble des données dans le temps et dans l'espace est nécessaire. Face aux enjeux notamment autour du réchauffement climatique et de l'artificialisation des sols, ce projet servira d'aide au pilotage de l'action publique de la Métropole, mais aussi de deux collectivités partenaires également bénéficiaires du projet lauréat (la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et la Communauté de Communes du Pays de Lunel). Ainsi pour un territoire aussi dynamique et contraint que celui de Montpellier Méditerranée Métropole, il est urgent de disposer d'outils numériques facilitant un aménagement du territoire adapté et résilient.

L'objectif principal du projet est de proposer une chaîne de traitement partagée et réutilisable produisant un référentiel 3D à moindre coût et permettant des analyses fines d'évolution par le biais d'outils de visualisation et de tableau de bord. Pour ce faire les acteurs du projet exploiteront principalement des prises de vues aériennes et autres relevés terrestres rendus nécessaires par l'obligation de réaliser un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) sur l'ensemble de la France à l'horizon 2026.

Ce projet a été retenu dans le cadre du premier appel à projets « *Développer l'utilisation de la donnée dans votre territoire* » du fonds « *Transformation numérique des collectivités territoriales* » du ministère de la Transformation et de la Fonction Publique.

Le montant total du projet est de 682 000 € TTC avec un financement de la Direction Interministérielle du Numérique, à hauteur de 50% soit 342 000 € TTC. Ces crédits seront imputés aux budgets 2021 et 2022. Cette convention de financement de projet conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat à travers la Direction interministérielle du numérique définit les modalités d'exécution du projet qui conditionnent le versement des crédits.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Interministérielle du Numérique ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-171801-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention - Création d'un jumeau numérique.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2021, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Symposium International sur les Recherches Cacaoyères (ISCR2)

Le CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique), sous l'autorité de son Directeur Régional, Monsieur Vincent FABRE, organise du 27 au 29 septembre 2021, au Corum, une manifestation intitulée « *Symposium International sur les Recherches Cacaoyères* ».

Cette conférence internationale permet à la communauté liée à la filière cacao d'échanger sur les derniers progrès en matière de technologies et d'innovation. L'objectif de ce congrès est également de partager et de diffuser les informations afin d'établir des stratégies conjointes permettant de répondre aux défis actuels de la cacaoculture : développement durable du secteur cacaoyer mondial tout au long de sa chaîne de valeur et dans le contexte de changement climatique.

Environ 500 participants dont des chercheurs, des producteurs et des entrepreneurs participent à ce congrès.

Une subvention de 5 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

TEDxIAEMontpellier

L'association Alumn'IAE Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Romain LEVY, organise le 20 novembre 2021, à l'amphithéâtre Charles-Flahault de l'Institut Botanique, une manifestation intitulée « *TEDxIAEMontpellier* ».

Cette conférence autour de la thématique du changement et de la transition sur plusieurs domaines : sociologique, sociétal, écologique, artistique, scientifique, sportif, éducatif a pour ambition de diffuser des messages encourageant le changement et permettant de mieux appréhender son processus.

Environ 130 participants dont des intervenants, des étudiants et des chercheurs sont attendus.

Une subvention de 1 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Agora des coopérations et des solidarités internationales

L'association Occitanie Coopération, sous l'autorité de son Président, Monsieur Henri AREVALO, organise du 13 au 14 décembre 2021 au Corum, une manifestation intitulée « *Agora des coopérations et des solidarités internationales* ».

Cet événement se compose de conférences et d'ateliers favorisant les échanges et la collaboration entre les acteurs régionaux. L'objectif est de promouvoir et sensibiliser l'engagement en faveur de la coopération et de la solidarité internationales.

Environ 300 participants dont des collectivités territoriales, des organismes publics, des institutions, des associations de solidarité internationale et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 3 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution des subventions ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172716-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ISCR - CIRAD
- Convention Agora Coopérations et solidarités internationales
- Convention TEDxIAEMontpellier - Aumn'IAE Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - La Méditerranée à vélo - Phase 2 / 2019-2022 - Convention de partenariat et de financement du Comité d'itinéraire - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'EuroVélo 8 reliera à terme Cadix en Espagne à Chypre sur 5 888 km à travers 11 pays méditerranéens. La partie française de cette véloroute, dénommée « *La Méditerranée à vélo* », traverse les régions Occitanie et Provence Alpes Côte d'Azur. En 2016, sous l'impulsion de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, 21 collectivités (Régions, Départements et intercommunalités) ont constitué le Comité d'itinéraire de *La Méditerranée à vélo* pour coordonner la réalisation et la promotion de la partie française de l'EuroVélo.

En décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole rejoignait le Comité d'itinéraire. Forts des résultats obtenus lors de la première phase, les membres du Comité ont souhaité poursuivre leurs actions communes sur la période 2019-2022. Une nouvelle convention dite « *de phase 2 : 2019-2022* », décrivant les modalités de partenariat, le financement et le plan d'action a été signée en décembre 2018.

Il est proposé un deuxième avenant à cette convention de phase 2. Il a pour objet :

- De permettre à deux nouveaux partenaires, l'Agence départementale de tourisme Gard Tourisme et l'Office de tourisme intercommunautaire Provence Verte et Verdon de rejoindre le comité d'itinéraire en devenant partie à la convention. Désormais, 22 partenaires territoriaux constituent le Comité d'itinéraire ;
- De substituer le partenaire Agence départementale de tourisme Hérault Tourisme par le Conseil départemental de l'Hérault ;
- De modifier l'article 4 – Instauration d'un groupement de commandes, pour autoriser la Région, coordonnatrice du groupement de commandes, à régler toute nature de dépenses du plan d'actions, qu'il s'agisse de marchés publics mais également de versements directs à des organismes tiers ;
- De modifier l'article 5 - Plan d'actions 2019-2021 Dépenses, pour intégrer les incidences financières de l'adhésion des deux nouveaux partenaires, de la prolongation de la durée de la convention et rendre possible l'exécution des dépenses en 2023 et au-delà des marchés prévus au plan d'actions ;
- De modifier l'article 6 - Plan d'action 2019-2021 Recettes, pour actualiser le budget de la convention et intégrer la prolongation de la durée de la convention et ajouter les participations forfaitaires particulières pour l'année 2022. La participation financière forfaitaire annuelle de Montpellier Méditerranée Montpellier pour l'année 2022 sera de 6 600 € au lieu de 10 000 € précédemment ;
- De modifier l'article 8 - Durée de la convention, pour permettre sa prolongation d'une année jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- D'annexer le nouveau Règlement d'usage de la Marque « *La Méditerranée à vélo* », modifié suite aux demandes de corrections de l'INPI ;
- De régulariser la numérotation de l'article 6 – Conditions juridiques annexes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de partenariat et de financement du Comité d'itinéraire de « *La Méditerranée à vélo* » Phase 2 : 2019-2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172818-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2 convention V8

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - Candidature au label Vignobles & Découvertes - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Hérault Tourisme et Conseil Interprofessionnel des Vins du Languedoc - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'œnotourisme est une activité économique à part entière pour laquelle Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'atouts indéniables, à commencer par la diversité et la qualité de ses vins, la richesse de son patrimoine œnologique et son attractivité touristique.

Le territoire pratique cette activité, liant la filière viticole à la filière touristique, depuis la visite de Thomas JEFFERSON en 1786, mais des marges de progression importantes subsistent en termes de structuration de l'offre et d'identification de la destination en tant que place incontournable dans le paysage œnotouristique régional, national et international.

Montpellier Méditerranée Métropole a un intérêt certain pour le développement de l'œnotourisme.

En effet, les professionnels du vin doivent réinventer la vente à la propriété et mieux valoriser leur identité, dans l'hétérogénéité et la diversité des terroirs et des appellations AOP et IGP du Languedoc.

En tant que collectivité locale, la Métropole accompagne le développement économique et l'attractivité de son territoire. Les 31 communes qui composent son territoire disposent d'acteurs-clé, liés au vin, au transport, à l'hébergement, à la restauration, aux activités de loisirs et culturelles, à la promotion, à l'information et à l'accueil des visiteurs. Ces acteurs sont prêts à travailler ensemble mais manquent d'outils pour mettre en place des actions communes.

C'est pourquoi, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis mars 2021 une démarche concertée de développement territorial de l'œnotourisme avec les acteurs de la filière vin et de la filière tourisme, afin de définir une stratégie partagée et un plan d'actions sur 3 ans, dans le cadre d'une démarche de labellisation « Vignobles & Découvertes » auprès d'Atout France, l'agence de développement touristique de la France.

Sur 2021, 6 ateliers participatifs ont été organisés sur les thèmes suivants : les enjeux de l'œnotourisme, l'identité et le positionnement de la destination œnotouristique, les plans d'actions en communication, construction de l'offre, animation de réseau et suivi de la satisfaction clients, afin de correspondre aux exigences du label.

Le dépôt du dossier de candidature « Vignobles & Découvertes » a lieu une fois par an. Cette année, la date butoir est fixée au 31 décembre 2021. Atout France assure l'instruction des dossiers de candidature et présente les dossiers au Conseil Supérieur de l'œnotourisme qui se prononce sur les candidatures déclarées éligibles. A l'issue de cette procédure, Atout France décide de l'attribution du droit d'usage de la marque « Vignobles & Découvertes » au porteur de projet de la destination candidate ainsi qu'à ses partenaires pour une durée de trois ans.

Les destinations candidates doivent notamment envoyer à Atout France une convention partenariale, signée par le porteur de projet, une instance touristique et une instance viticole compétentes au niveau départemental, régional ou interrégional. Sur la destination de Montpellier Méditerranée Métropole, la Métropole est le porteur de projet, Hérault Tourisme le référent touristique, et le Conseil Interprofessionnel des Vins du Languedoc (CIVL) est le référent vin.

La présente convention a pour objet de fixer les rôles, les missions et les engagements de chacun des partenaires signataires et des instances associées à la gestion territoriale et de l'usage de la marque « Vignobles & Découvertes ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au label Vignobles & Découvertes ;
- D'approuver les termes de la convention partenariale entre Montpellier Méditerranée Métropole, Hérault Tourisme et le Conseil Interprofessionnel des Vins du Languedoc (CIVL) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Michelle CASSAR, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172525-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION PARTENARIALE LABEL VIGNOBLES & DECOUVERTES

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2021 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpellieraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire de la Métropole. Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces sociétés sont un des éléments du dynamisme du territoire. Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, Salon de l'immobilier d'entreprise, rassemble pendant trois jours, du 8 au 10 décembre 2021, près de 28 000 professionnels et 470 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise en France. Il s'agit pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations et favoriser les prospects.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes (dirigeants, administrateurs et techniciens). Ce succès passe également par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Métropole pour apporter aux investisseurs et opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé, dans ce cadre, la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Métropole, et de définir les modalités de prise en charge par la SERM et la SA3M des frais inhérents à la participation d'élus et d'agents de la Métropole à ce rendez-vous économique de renommée internationale, dans la limite de 7 500 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) relative à leur participation au SIMI du 8 au 10 décembre 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172099-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONV_SIMI_2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Genlès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - Appel à projets France-Sénégal 2020 - Coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal), le CIRAD et le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Forts de dynamiques engagées et entretenues depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) grâce à l'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement et au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du fonds conjoint France-Sénégal 2020 du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE).

Le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement est une association internationale de solidarité de droit français. L'association vient en appui technique du Conseil Départemental de Rufisque pour le montage de son plan alimentaire territorial. Le CIRAD est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Les chercheurs sont en charge de l'évaluation du projet.

Les partenaires ont proposé un projet s'articulant autour de 3 axes :

- *Les enjeux et savoir-faire autour de la gestion d'un Marché d'Intérêt National (MIN) et d'un pôle de transformation alimentaire ;*
- *L'alimentation scolaire durable : La modernisation de cantines, plus durables, pionnières en Afrique de l'Ouest, avec le montage d'une cuisine centrale et la mise en place d'un approvisionnement local, notamment via la mobilisation de foncier agricole pour de la production locale ;*
- *Le renforcement de la gouvernance pour la mise en œuvre d'une politique alimentaire.*

Déclinés en quatre étapes de travail :

- *La mise en place d'outils et d'instances de gouvernance alimentaire territoriale au sein du Département de Rufisque (réalisé) ;*
- *Une mission d'étude rufisquoise à Montpellier visant à faire l'état des lieux des systèmes alimentaires montpelliérains et rufisquois (réalisé) ;*
- *La co-réalisation de documents de cadrages et notes conceptuelles visant à structurer la gestion du MIN de Diamniadio et la mise en place d'un système de restauration scolaire (en cours de réalisation) ;*
- *Une mission d'accompagnement technique et de bilan d'experts du système alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole à Rufisque (reportée au premier semestre 2022).*

Le projet a été lauréat de l'appel à projets du fonds conjoint France-Sénégal 2020 et bénéficie ainsi de 60% de financement du MEAE dans le cadre de la coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une subvention du MEAE de 25 000 € sur deux ans répartie en deux versements de 12 500 € par an, initialement prévue en 2020-2021 et décalé d'une année en accord avec ministère, afin de co-financer les projets suivants :

- *Frais d'accueil de Rufisque à Montpellier ;*
- *Attribution de subventions annuelles aux opérateurs CIRAD et GRDR ;*
- *Frais de mission de Montpellier à Rufisque.*

Il est ainsi proposé, pour l'année 2021, l'attribution des subventions au CIRAD et au GRDR, pour des montants respectifs de 2 000 € et 9 330 €, sous réserve de la signature des conventions d'attribution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention au CIRAD et au GRDR ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-171941-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale - Fonds eau loi Oudin Santini - Avenants aux conventions financières - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole soutient depuis 2016 des projets de solidarité internationale à travers un fond eau dans le cadre des dispositions de la loi Oudin-Santini. Ce soutien intervient selon deux modalités :

- 1) Un soutien financier par subventions à des porteurs de projets français à travers des conventions financières ;
- 2) Des coopérations décentralisées à travers des conventions de partenariat.

Cette politique publique dans le domaine de l'eau est en lien avec le changement climatique et incarne le positionnement de la Métropole rappelé lors du Sommet Afrique France le 8 octobre 2021 à Montpellier. A partir de 2022, elle pourra être renforcée puis éventuellement élargie à d'autres domaines (déchets, énergie) sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale en cours de définition.

Il s'agit ici d'approuver trois prolongations de convention par avenant avec :

- L'association Eau pour la Vie au Bénin pour le projet d'adduction d'eau potable et de système d'assainissement sur la Commune de Ouidah ;
- L'association Hydraulique Sans Frontières au Togo pour le projet d'adduction d'eau potable et d'aménagement de latrines dans deux villages du Canton de Tchitchao ;
- La Commune de Saint-Drézery concernant le projet d'adduction d'eau potable sur la Commune rurale Adar, au Maroc.

Avenant de prolongation – Association Eau pour la Vie

L'Association Eau pour la vie et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention le 23 juin 2016, garantissant une subvention pour l'accompagnement par l'association de la Commune de Ouidah au Bénin, dans la réalisation du projet intitulé : Adduction d'eau potable et système d'assainissement (villages de Pahou et Hounhamende).

Le projet consiste à desservir en eau potable le village de Hounhanmendé (6000 habitants) et deux quartiers du village de Pahou (1300 habitants) par la création d'une Adduction d'Eau Villageoise (AEV).

Le projet a pris un délai plus important que celui prévu à la convention initiale, il est proposé d'augmenter le délai jusqu'à la remise par l'association du rapport final des travaux. Le délai maximum est de 6 ans après la signature de l'avenant à la convention. Cette augmentation de délai se fait sans incidence financière, les autres clauses de la convention restent inchangées.

Avenant de prolongation Hydraulique Sans Frontières

L'Association Hydraulique Sans Frontières et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention le 30 octobre 2019, garantissant une subvention de la Métropole à l'association pour la réalisation d'un projet d'adduction d'eau potable et de mise en place de latrines sur le Canton de Tchitchao (Nord du Togo).

Il est proposé un avenant à la convention afin de permettre la finalisation et le versement du solde de la subvention. En effet, bien que les travaux se soient déroulés selon les délais annoncés, le besoin de formation d'une association d'usagers sur le suivi de gestion du patrimoine a impliqué un rallongement du projet dans le contexte de la Covid-19. Le délai maximum est de 4 ans après la signature de l'avenant à la convention. Cette augmentation de délai se fait sans incidence financière, les autres clauses de la convention restent inchangées.

Avenant de prolongation Commune de Saint-Drézéry et Commune d'Adar au Maroc

Une convention de financement entre la Commune de Saint-Drézéry et Montpellier Méditerranée Métropole a été signée en 2018 dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Commune de Saint-Drézéry et la Commune d'Adar au Maroc, sur un projet d'équipement Eau potable d'un village sur la Commune d'Adar au Maroc. Le projet vise à équiper le village de Tifelsine, dans la vallée de l'Arghen, au Sud-Est d'Agadir, d'un réseau d'eau potable, à fournir un appui dans la gestion intégrée de la ressource en eau dans la vallée de l'Arghen et à réaliser des formations au bénéfice de la population.

Le projet a pris un délai plus important en raison du contexte de la Covid-19, que celui prévu à la convention initiale, il est proposé d'augmenter le délai jusqu'à la remise des rapports de réalisation du projet et des justificatifs. Le délai maximum est de 4 ans après la signature de l'avenant à la convention. Cette augmentation de délai se fait sans incidence financière, les autres clauses de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation à la convention financière avec l'association Eau pour la vie pour le projet au Bénin ;
- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation à la convention financière avec l'association Hydraulique Sans Frontières pour le projet au Togo ;
- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation à la convention financière avec la Commune de Saint-Drézéry pour le projet au Maroc ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Yvon PELLET, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172703-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1
- Annexe 2- AVENANT 1 Convention 3M - HSF.docx
- Annexe 3- AVENANT 1 Convention 3M - SAINT DREZERY.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Cycles de l'eau - Convention de concours technique avec la SAFER Occitanie relative à la veille foncière sur les périmètres de protection des captages prioritaires - Logiciel "Vigifoncier" - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole porte et anime deux démarches de reconquête de la qualité de l'eau sur les captages en eau potable de Garrigues Basses (Sussargues) et du Flès (Villeneuve-lès-Maguelone), classés prioritaires par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée.

L'acquisition foncière, visant à maîtriser les usages et instaurer des pratiques agro-écologiques sur les secteurs les plus sensibles aux pollutions, est l'une des mesures phares des plans d'actions approuvés par la Métropole pour préserver durablement les ressources en eau. Cette démarche repose *a minima* sur l'instauration d'une veille foncière pour accéder à la connaissance du marché sur les périmètres de captages et que la Métropole soit informée en temps réel des projets de mouvements fonciers.

Dans le cadre de son partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, qui accompagne financièrement les stratégies foncières déployées sur les captages prioritaires, la SAFER Occitanie propose aux collectivités la mise en place de l'outil de veille foncière *Vigifoncier*. Ce logiciel permet aux gestionnaires d'accéder aux informations dont la SAFER a connaissance sur le marché foncier en zone naturelle et agricole : Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) ; Appels à candidatures SAFER ; Rétrocessions ; Avis de Préemption ; Projets de vente, etc. Ces informations permettront à la Métropole de solliciter auprès de la SAFER des enquêtes complémentaires et le cas échéant, si l'enjeu de protection de la ressource le justifiait, l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

Les services de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement et de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de l'installation à titre gratuit de l'outil *Vigifoncier* (dispositif financé par l'Agence de l'Eau), seule la réception des DIA via le logiciel ainsi que les frais de formation et d'abonnement sont à la charge de la Métropole. Le coût annuel de fonctionnement est estimé à 610 € HT la première année puis 460 € HT les années suivantes.

Les modalités techniques, administratives et financières de la veille foncière via *Vigifoncier* sont fixées dans une convention de concours technique liant la Métropole et la SAFER Occitanie. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de concours technique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAFER Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Yvon PELLET, M. René REVOL, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172981-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Conv concours.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Cycles de l'eau - Commune de Montpellier - Raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès au réseau de collecte de la station d'épuration MAERA - Convention de participation financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement d'une superficie d'environ 350 ha environ pour une durée de 25 ans avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) – et a créé une première ZAC sur 60 ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du pôle d'échanges multimodal à échéance de sa livraison. Le Programme des Equipements Publics de la ZAC Cambacérès a été approuvé par le Conseil de Métropole le 31 juillet 2014. Il prévoit le raccordement de l'opération au collecteur des eaux usées dénommé intercepteur Est rejoignant la station d'épuration MAERA.

Les travaux externes au périmètre de la ZAC seront réalisés sous Maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. La canalisation de transfert, en polyéthylène haute densité (PEHD) Ø 315 mm, d'une longueur de 261 mètre linéaire (ml) empruntera :

- Le bas-côté de l'avenue Raymond-Dugrand ;
- Un fourreau existant en Ø 500 mm permettant de traverser cette avenue ;
- Une bande de terrain communal en contrebas de l'A709 jusqu'au point de raccordement avec l'intercepteur Est.

Le coût des travaux de cette canalisation est évalué à 726 000 € HT.

La SA3M offre à Montpellier Méditerranée Métropole de participer financièrement à la réalisation entière de ces travaux publics car ils satisfont exclusivement les besoins de la ZAC Cambacérès. A cette fin, la SA3M accorde à Montpellier Méditerranée Métropole son concours financier dans les conditions et les formes définies par convention.

Le paiement de la participation de SA3M estimé à 726 000 € HT est prévu en 3 échéances et sera ajusté au coût réel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de participation financière entre la SA3M et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Guy LAURET, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172671-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention canalisation de refoulement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES

Environnement - Aide au démarrage de l'association d'insertion Envie - Attribution d'une subvention de fonctionnement - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, aux côtés de la Ville de Montpellier et de l'Etat.

Au titre de ses compétences en matière de politique de la Ville et d'insertion économique ainsi que de développement économique, il est proposé de soutenir un nouveau projet, par une subvention de fonctionnement d'aide au démarrage, qui fera l'objet d'une participation de l'Etat à hauteur de 50 % reversée à la Métropole (selon les modalités de paiement définies dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi) : le projet porté par l'association Envie.

Grâce à ses 2 000 salariés en parcours d'insertion professionnelle, le réseau national Envie présent sur 50 collectivités a développé de nombreuses activités dont le dénominateur commun est l'économie circulaire. À travers la collecte, la rénovation et la valorisation de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques, Envie participe depuis 1984 à la limitation des déchets et contribue à faire changer les modes de consommation en permettant notamment aux personnes à revenus modestes de s'équiper plus facilement en équipements électroniques et électroménagers.

En terme de référence locale, à Nîmes, Envie a traité plus de 700 tonnes d'équipements cette année et vendu près de 3000 appareils avec une quinzaine de salariés en contrat d'insertion.

L'association va développer le même projet pour l'aire urbaine de Montpellier à partir de la fin 2021 et a trouvé à s'installer dans la Commune de Mauguio en proximité immédiate d'un entrepôt Darty, mécène historique de l'association et pourvoyeur d'appareils usagés par la collecte lors des ventes d'électroménager neuf.

L'objectif sur Montpellier est de traiter 1 100 Tonnes de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques dès 2022 et d'offrir de l'emploi à 14 personnes en insertion. A terme, ce projet doit pouvoir permettre la création de 20 à 30 postes en insertion.

Le projet est soutenu par l'Etat, la Région Occitanie, l'ADEME, et le Conseil Départemental ainsi que plusieurs mécènes privés (fondations Bruneau, FAPE EDF et Ecosystem), pour un budget total d'installation de 456 914 €.

Il est proposé d'attribuer une subvention d'aide au démarrage de 30 000 € au titre de l'insertion professionnelle de personnes issues de communes de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 30 000 € à l'association Envie, sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172172-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention +10 000 _mise à jour SEPT21-sans-courrier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES

Environnement - Association MRBC Montpellier ReBuilding Center - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République, la Métropole a signé une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, aux côtés de la Ville de Montpellier et de l'Etat.

Au titre de ses compétences en matière de politique de la Ville et d'insertion économique ainsi que de développement économique, il est proposé de soutenir un nouveau projet, par une subvention d'investissement, qui fera l'objet d'une participation de l'Etat à hauteur de 50 % reversée à la Métropole (selon les modalités de paiement définies dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi) : le projet porté par l'association MRBC (Montpellier ReBuilding Center). En outre, le projet s'inscrit tout en fait en phase avec la stratégie zéro déchet impulsée par la Métropole. Ce nouveau projet fera également l'objet d'une participation de l'Etat dans le cadre des emplois en insertion et de l'ADEME dans le cadre de la réduction des déchets.

L'association MRBC Montpellier ReBuilding Center a été créée le 01 juillet 2019. Elle œuvre en faveur de la prévention des déchets et de la promotion de l'économie circulaire, dans le domaine du bâtiment, par le réemploi et de la réutilisation des produits et matériaux du bâtiment et la mise en relation et en réseau des acteurs de la filière. Elle a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle de personnes en recherche d'emploi pour l'IAE (Insertion par l'Activité Economique).

L'association MRBC Montpellier ReBuilding Center porte un poste d'insertion autour d'une activité de curage de bâtiments de recyclage et réemploi des matériaux. Le bénéficiaire sera recruté en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois. Les activités de l'Entreprise d'Insertion sont des supports pédagogiques dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi. Ces dernières vont se concentrer sur la récupération de matériaux sur site, le stockage ainsi que le réemploi par les acteurs partenaires de la filière Bâtiment.

La subvention d'équipement servira à se doter d'un chariot élévateur ainsi que d'un véhicule utilitaire « plateau ». Il est proposé, pour l'exercice 2021, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, par une subvention d'investissement de 20 000 € sur un budget de 30 930 € pour mener à bien cette action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à MRBC Montpellier ReBuilding Center d'une subvention d'investissement de 20 000 €, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention avec l'association MRBC Montpellier ReBuilding Center ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172496-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MRBC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES

Environnement - Création d'une recyclerie spécialisée dans les matériels sportifs - Projet Lezprit Réquipe - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

En France, environ 200 000 tonnes de matériel sportif est mis sur le marché chaque année et, dans le même temps 100 000 tonnes deviennent des déchets. Selon l'étude de faisabilité de l'association Lezprit Réquipe, 3800 tonnes/an devraient pouvoir être captées et traitées dans sa recyclerie basée à Montpellier et couvrant le pôle urbain métropolitain.

Le projet de l'association Lezprit Réquipe est ainsi de développer, sur le territoire de la Métropole, une recyclerie spécialisée dans les matériels sportifs. L'objectif est de proposer une alternative concrète au mode de consommation actuel, de sensibiliser et d'être également un lieu de partage et un camp de base pour contribuer à faire émerger les solutions écologiques de demain dans le monde du sport. La ressourcerie se situe au Centre commercial Parc à Ballon (arrêt de tram *Les Aubes*), à Montpellier, sur 300 m². Cette action s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique zéro déchets, ainsi que dans celle de l'économie circulaire.

Trois types d'actions seront proposées au sein de la structure : le réemploi, la sensibilisation, et le tiers-lieu. Le réemploi s'appuiera sur la collecte, la valorisation et la revente au travers d'une boutique solidaire. La sensibilisation consistera en animations autour du thème du zéro déchet dans le monde du sport. Enfin, le tiers-lieu sera un espace d'accueil, d'échanges, de création, et de faire-ensemble. La subvention de fonctionnement demandée à Montpellier Méditerranée Métropole par le président et porteur de projet, Monsieur Kévin BLANCHARD, au bénéfice de l'association Lezprit Réquipe est de 30 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 30 000 € au projet associatif Lezprit Réquipe, sous réserve de la signature de la convention d'objectif liée ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172110-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M Conv Fonctionnement 2021 Lezprit Réquipe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD

Environnement - Site Natura 2000 "Plaine de Fabrègues-Poussan" - Convention-cadre relative à l'animation, la mise en œuvre et le suivi du document d'objectifs entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan » est situé à l'interface entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sète Agglopôle Méditerranée. Il recouvre en partie 8 communes, dont 5 sont situées sur le territoire de la Métropole : Cournonterral, Cournonsec, Pignan, Fabrègues et Saussan, et 3 sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée : Montbazin, Poussan et Gigan. Ce site présente de forts enjeux écologiques sur le territoire et abrite de nombreuses espèces d'oiseaux patrimoniales notamment : le Rollier d'Europe, dont la répartition nationale est quasiment limitée aux régions Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie ainsi que l'Outarde canepetière, qui est cantonnée à l'échelle nationale à la région Centre-Val de Loire et au pourtour méditerranéen. Historiquement, le site abritait également le dernier couple de Pie-grièche à poitrine connue en France.

Depuis 2011, Montpellier Méditerranée Métropole est la structure porteuse de l'élaboration et de l'animation du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan ». Cette animation, basée sur un programme d'action inscrit au sein du Document d'Objectifs (DOCOB), vise à préserver et/ou restaurer les habitats et les espèces dans un état de conservation favorable. Elle est mise en œuvre par la structure animatrice, en partenariat avec les acteurs territoriaux, par le biais d'une convention d'animation d'une durée de trois ans, établie entre la structure animatrice et l'Etat.

Une première convention d'animation a été établie en 2014, et renouvelée en 2017, entre la Métropole de Montpellier et l'Etat. En 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a été réélue structure animatrice de ce site. Ainsi, il est proposé de renouveler cette convention d'animation. Cette dernière fixe les modalités de suivi, de l'animation et de la mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan ».

Le budget global est estimé à 34 000 € TTC par an pour l'animation pour lequel une demande de subvention à hauteur de 25 000 € TTC sera formulée auprès de l'Europe, l'Etat et la Région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention-cadre relative à l'animation, la mise en œuvre et le suivi du document d'objectifs entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention cadre d'animation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172990-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_cadre_animation_2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD

Environnement - Élaboration de la stratégie biodiversité - Convention de coopération opérationnelle avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Observatoire de la biodiversité - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des 35 « hots spots » mondiaux de biodiversité. La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, accueille une diversité biologique exceptionnelle : près de deux tiers des espèces connues en France et plus de 50 % des effectifs ou de l'aire de répartition européenne ou nationale de certaines espèces. Le territoire présente une responsabilité dans la préservation de certains habitats naturels ou certaines espèces remarquables.

Néanmoins, l'érosion de la biodiversité s'est aggravée, aussi bien à l'échelle nationale que locale, avec la poursuite de la destruction des habitats naturels et de la fragmentation des milieux. Pour faire face à cet enjeu, la réglementation a renforcé la prise en compte de la biodiversité (protection des habitats et des espèces) dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire, en fixant maintenant un objectif de « zéro perte nette » de biodiversité.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole

L'un des principaux enjeux du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé le 18 novembre 2019, concerne la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale, afin de mieux la valoriser. Cette démarche a eu pour finalité l'élaboration d'une trame verte et bleue à l'échelle du SCoT, les réservoirs de biodiversité couvrant plus de 13 000 ha du territoire de la Métropole (soit plus de 3 700 ha de réservoirs supplémentaires par rapport au Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)).

De la même manière, le Plan Climat Air Energie Territorial de la Métropole, en cours d'élaboration, et dont les orientations ont été approuvées au Conseil de Métropole de juin 2021, doit apporter des réponses aux enjeux de son territoire méditerranéen, et notamment en préserver l'exceptionnelle biodiversité. Une orientation porte spécifiquement sur la préservation de la biodiversité, le rafraîchissement de la ville et la séquestration du carbone.

A l'échelle de la planification, la stratégie biodiversité et particulièrement l'anticipation de la compensation doivent venir renforcer la trame verte et bleue du territoire et apporter une plus-value écologique, en ciblant par exemple des espaces qui feront l'objet d'une gestion favorable ainsi que des espaces dégradés dont le milieu doit être restauré ou consolidé (identification de réservoirs de biodiversité complémentaires ou supplémentaires...). Ainsi, un gain écologique global est recherché.

L'action du Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie

Le CEN Occitanie est une association loi 1901 à but non lucratif et à gestion désintéressée, qui contribue à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels en Occitanie notamment par des actions de maîtrise foncière et de gestion de sites.

Œuvrant pour l'intérêt général, ces différents rôles sont reconnus par la loi Grenelle II qui instaure une reconnaissance institutionnelle des Conservatoires d'espaces naturels dans leurs missions. Cette reconnaissance prend la forme d'un agrément conjoint Etat-Région, intégrant particulièrement la dimension d'intérêt général dans l'objet des statuts du CEN Occitanie.

De par ses interventions sur les territoires, le CEN Occitanie est la seule structure à avoir développé des

compétences uniques dans ce qu'il est coutume d'appeler aujourd'hui « l'intendance territoriale », intégrant tout à la fois les enjeux environnementaux, la stratégie foncière qui en traduit la déclinaison concrète ainsi que l'animation foncière la mettant en œuvre, permettant *in fine* la réalisation des opérations de restauration, de gestion et de préservation à long terme des espaces naturels, le tout en lien étroit avec les acteurs du territoire.

Objectifs communs

Dans un contexte de renforcement de la préservation et de la connaissance de la biodiversité dans les politiques publiques, la Métropole et le CEN Occitanie ont constaté la convergence et la complémentarité de leurs intérêts et de leurs objectifs. Dans ce cadre, les parties ont structuré leur collaboration et la réciprocité de leurs actions dans le cadre d'une convention de coopération signée le 29 octobre 2019. Cette convention a pour objectif commun l'élaboration de la stratégie biodiversité sur le territoire de la Métropole.

La Métropole et le CEN Occitanie souhaitent poursuivre leurs efforts dans le cadre d'une **convention de coopération opérationnelle**. Elle vise à élaborer et développer des outils de connaissance, en particulier cartographiques, qui viendront appuyer la mise en œuvre de la stratégie biodiversité à une échelle territoriale fine.

Ainsi, cette convention a pour objet de structurer et d'améliorer, à travers le développement d'outils, l'état des connaissances relatif à la biodiversité sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, puis de rendre celui-ci pérenne. Cette coopération nécessitera donc l'entretien et la mise à jour de ces outils sur le long terme.

La Métropole et le CEN Occitanie conviennent plus particulièrement de coopérer selon les axes suivants :

1 – Etude des outils existants dans le cadre de l'analyse des continuités écologiques, auprès de divers partenaires : laboratoires de recherche par exemple, l'intérêt étant de mutualiser les connaissances actuelles face aux évolutions contextuelles de la connectivité écologique ;

2 – Consultation des développeurs d'outils cartographiques ;

3 – Développement d'un outil cartographique adapté au territoire de la Métropole, avec les données accessibles, sur la base des retours d'expérience collectés et des échanges avec la communauté scientifique ;

4 – Validation terrain des continuités écologiques identifiées par l'outil cartographique, grâce à l'expertise d'écologues. Ce travail de terrain permet de confirmer ou d'infirmer les continuités écologiques identifiées et d'ajuster l'outil développé en conséquence ;

5 – Co-élaboration de l'atlas cartographique identifiant des localisations fines des continuités écologiques sur le territoire, en fonction de différents types d'habitats et d'espèces ; ce travail sera complété de leur évolution au regard de l'intégration des projets d'infrastructures/d'équipements/d'aménagements tels qu'identifiés sur les documents de planification ;

6 – Hiérarchisation des espèces sur le territoire de la Métropole : compte-tenu de la très grande diversité d'habitats et d'espèces, la Métropole et l'ensemble des acteurs œuvrant sur le territoire ont une responsabilité dans la préservation de certaines espèces, conduisant à cette hiérarchisation. Elle présente l'objectif de guider la Métropole dans le travail de restauration ou de renforcement des continuités écologiques qui interviendra subséquemment à l'outil cartographique produit ;

7 – Production d'un tutoriel de l'outil cartographique, construit de façon vulgarisée, et permettant aux équipes de la Métropole de le prendre en main et de le répliquer.

L'ensemble de ces étapes sera co-construit entre les équipes du CEN Occitanie et de la Métropole.

Dans le cadre de la coopération, la prise en charge financière des sommes engagées (masse salariale, locaux et frais associés, frais de déplacements...) pour développer un outil de connaissance sera répartie comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 77 %
- CEN Occitanie : 23 %

La Métropole contribuera au remboursement des frais engagés par le CEN Occitanie dans la limite de 40 000 € HT sur justificatifs de dépenses.

La convention est conclue pour une durée de 5 ans, reconductible tacitement 1 fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de coopération opérationnelle pour le développement et la pérennisation d'un outil de connaissance entre le CEN Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172893-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021 10 21 - Convention CEN 3M Dvpt outil de connaissance_projet_VF.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, François RIO, Patricia WEBER

Environnement - Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Attribution de subvention Aide collective aux travaux - Conventions de financement - Copropriétés Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial, en cours d'actualisation, indique que le secteur résidentiel représente un quart des consommations d'énergie de la Métropole. Afin d'atteindre les objectifs de sobriété énergétique, la rénovation thermique des copropriétés a été identifiée comme un axe important.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets « *EcoCité, Ville de Demain* » relatif aux opérations de rénovation énergétique en copropriété. Cette candidature a été approuvée par le Conseil d'Agglomération le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole, avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « *Bâtiment Basse Consommation Rénovation* ».

A l'issue de l'examen de la candidature de la Métropole, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) de près de 10 M€ en ingénierie et en investissement pour la rénovation thermique de copropriétés.

En complément, une participation aux investissements travaux des copropriétés du programme a été accordée par la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015/2020 pour un montant total de 2,5 M€.

Par délibération n°15031 en date du 27 novembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité apporter une aide complémentaire, compte tenu du caractère exemplaire et novateur des projets portés par ces copropriétés. Cette aide collective est versée au syndicat des copropriétaires.

Aujourd'hui les deux dernières copropriétés du programme (Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A) ont voté favorablement en Assemblées Générales la réalisation de travaux BBC Rénovation dans le cadre du programme EcoCité. Aussi, l'accompagnement financier de ce projet, dans le cadre du PIA et du CPER, par Montpellier Méditerranée Métropole fait l'objet d'une convention qui précise les modalités d'intervention pour chaque résidence.

Sur la copropriété Fontaine Saint-Clément 1, les financements prévisionnels représentent 124 690 € pour la Métropole (2,3 % du montant TTC des travaux éligibles).

Sur la copropriété Parc des Arceaux A, les financements prévisionnels représentent 58 116 € pour la Métropole (2,3 % du montant TTC des travaux éligibles).

Ces subventions s'ajoutent aux aides du PIA ainsi qu'à celles attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), dans le cadre du programme *Ma Prime Rénov.* La complémentarité entre ces différents financements permet de porter le taux de subvention à plus de 60 % pour ces copropriétés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'octroi de subventions collectives aux copropriétés Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A dans le cadre de leurs travaux de rénovation énergétique ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur la base de la dépense réellement constatée, et

dans la limite des crédits annuels alloués ;

- D'approuver les termes des deux conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172770-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20211109_CvtEcociteFontaineStClement.docx

- 20211109_CvtEcociteParcArceauxA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, François RIO, Patricia WEBER

Environnement - Rénovation énergétique de copropriétés dans le cadre du programme EcoCité - Ville de Demain - Subventions complémentaires aux ménages modestes et très modestes des résidences Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial, en cours d'actualisation, indique que le secteur résidentiel représente un quart des consommations d'énergie de la Métropole. Afin d'atteindre les objectifs de sobriété énergétique, la rénovation thermique des copropriétés a été identifiée comme un axe important.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets « *ECOCITE Ville de Demain* » relatif aux opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « *Bâtiment Basse Consommation (BBC) Rénovation* ».

A l'issue de l'examen de la candidature, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) pour la rénovation thermique de copropriétés. Dans le cadre du CPER 2015-2020, la Région Occitanie et la Métropole ont souhaité s'associer à ce programme permettant ainsi aux résidences engagées de bénéficier d'un plan de financement compétitif :

- Subvention EcoCité – Ville de Demain : jusqu'à 35% du montant HT des travaux ;
- Subvention de la Région Occitanie : 9,8% du montant TTC des travaux ;
- Subvention de la Métropole : 2,3% du montant TTC des travaux ;

Ces subventions sont cumulables avec MaPrimeRénov qui est le nouveau dispositif d'aide de l'Etat aux travaux de rénovation énergétique et géré par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH). Il s'agit d'une aide collective qui peut toutefois être abondée par des primes individuelles pour les ménages sous les seuils de ressources de l'ANAH : 750 € pour les Propriétaires Occupants Modestes (POM) et 1500 € pour les Propriétaires Occupants Très Modestes (POTM).

Si les premières copropriétés avaient pu bénéficier d'aides individuelles accordées aux ménages modestes et très modestes dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » les modalités d'attribution de MaPrimeRénov ne permettent plus ce cumul.

Les deux dernières copropriétés du programme (La Fontaine Saint-Clément 1 - 183 logements et Parc des Arceaux A - 192 logements – résidence incluse dans le Plan Initiatives Copropriétés) voient donc leur plan de financement modifié par rapport à ce qui avait été présenté avant les Assemblées Générales de vote de travaux (respectivement les 29 juin 2021 et 2 juillet 2021).

Compte tenu du cadre particulier du programme Ecocité, du caractère démonstrateur de ces opérations de rénovation au niveau BBC ainsi que des enjeux financiers en termes de montant de travaux, il est proposé de mettre en place une aide forfaitaire exceptionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole, sur ses fonds propres, pour les ménages modestes et très modestes. Celle-ci est réservée aux copropriétés engagées dans le cadre du dispositif EcoCité, dès lors qu'elles peuvent bénéficier de MaPrimeRénov.

Cette aide forfaitaire est attribuée et calculée en référence à la prime individuelle MaPrimeRénov, selon l'éligibilité de la copropriété à d'autres sources de financement (Programme Initiative Copropriétés notamment).

Pour les copropriétaires de la résidence Parc des Arceaux A, cette prime complémentaire « *EcoCité* » sur fonds propres Métropole représente 1 500 € pour les POTM, en complément de la prime MaPrimeRénov, portant le financement individuel (MaPrimeRénov et Montpellier Méditerranée Métropole) à 3 000 €, hors aides de droit commun et dans la limite des règles de plafonnement de l'ANAH. Les POM bénéficiant déjà d'aides au montant plafond de l'ANAH pour cette catégorie de revenus, il n'est pas possible d'apporter un financement complémentaire.

Pour les copropriétaires de Fontaine Saint-Clément 1, afin de tenir compte de l'absence de financements complémentaires mobilisables sur cette copropriété qui n'est pas concernée par le Plan Initiative Copropriété, il est proposé une prime Métropole « *EcoCité* » de 4 500 € pour les POM et 6 000 € pour les POTM, portant le financement individuel (MaPrimeRénov et Montpellier Méditerranée Métropole) à respectivement 5 250 € et 7 000 €, hors aides de droit commun. Ces montants seront écartés, si besoin, selon les règles de plafonnement de l'ANAH.

Les montants prévisionnels de subventions accordées représentent ainsi 246 808 € pour La Fontaine Saint-Clément, à destination de 17 propriétaires modestes et 29 propriétaires très modestes et 27 245 € pour Parc des Arceaux A, à destination de 26 propriétaires très modestes.

Les modalités précises d'octroi de ces subventions sont décrites dans les conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'octroi d'une prime forfaitaire complémentaire telle que proposée pour les copropriétés Fontaine Saint-Clément et Parc des Arceaux A du programme EcoCité bénéficiaire du dispositif MaPrimeRénov ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes des deux conventions relatives à ces subventions ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-170027-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fontaine Saint Clément
- Convention Parc Arceaux A
- Annexe Convention Fontaine Saint Clément
- Annexe Convention Parc Arceaux A

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Environnement - "Le Printemps des hirondelles" - Installation et rétrocession d'un nichoir-composteur au bénéfice de la ville de Montpellier - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Jeune Chambre économique de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre de son action environnementale intitulée « *le Printemps des Hirondelles* », la Jeune Chambre économique de Montpellier, a développé un concept d'équipement original d'intégration optimisée répondant d'une part aux problématiques citadines d'accueil de la biodiversité des oiseaux en milieu urbain, et de collecte et valorisation des déchets organiques.

Il s'agit d'un composteur surmonté d'un nichoir permettant d'accueillir plusieurs espèces d'oiseaux en leur offrant des espaces de nidification adaptés. Un suivi sera réalisé par la Jeune Chambre Economique de Montpellier. Il a été convenu avec les services de la Ville de Montpellier que ce nichoir-composteur serait conçu, réalisé et construit par la Jeune Chambre économique avant d'être installé dans le parc Jean-Monnet, puis cédé à titre gracieux à la Ville de Montpellier, cette dernière en assurant alors, en liaison avec Montpellier Méditerranée Métropole pour les apports de déchets verts broyés, le bon fonctionnement.

Les frais pour la Ville de Montpellier s'élèvent à 4 000 € HT, correspondant à la mise en place d'une dalle en béton pour accueillir le nichoir composteur, ainsi que la création d'une allée pour y accéder. Les frais pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 1 500 € HT/an correspondant à l'alimentation hebdomadaire en broyat de déchets verts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention avec la Jeune Chambre Economique de Montpellier pour la cession de l'ouvrage, et son bon fonctionnement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172107-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention tripartite Ville 3M JCEM Printemps des hirondelles.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PAPPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Patricia MIRALLES

Hors commission - Med Vallée - Pacte des fondateurs de Med Vallée - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-209, en date du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a adopté l'engagement du projet MED VALLÉE, dont la vocation est de positionner Montpellier Méditerranée Métropole comme un pôle de classe mondiale dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'environnement et du bien-vivre, en impulsant, au croisement de ces disciplines, une approche intégrée de « *Santé globale* », pluridisciplinaire et décloisonnée, considérant la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

Forte de 200 entreprises et de 7 500 emplois directs, la filière santé constitue un secteur clé de l'économie montpelliéraine et l'un des plus dynamiques. Son excellence académique s'est, en outre, enrichie d'une communauté scientifique reconnue en agronomie, alimentation et biodiversité, avec 2 300 chercheurs et enseignants au sein de 28 établissements de recherche. L'excellence en environnement vient, enfin, compléter la richesse scientifique du territoire : l'Université de Montpellier, pionnière en écologie se classe dans les trois premières universités mondiales dans le classement thématique de Shanghai depuis plusieurs années. L'Institut montpelliérain de l'eau et de l'environnement (IM2E), avec plus de 400 scientifiques et 150 doctorants appartenant à 15 unités de recherche, bénéficie d'une reconnaissance internationale dans le domaine des sciences de l'eau et porte la chaire Unesco dédiée depuis 2019.

MED VALLÉE vient en outre conforter la dynamique du label d'excellence I-Site de Montpellier Université d'Excellence (MUSE) qui mobilise dix organismes de recherche, deux écoles et trois établissements de santé autour d'une ambition commune : faire émerger à Montpellier une université thématique de recherche intensive et internationalement reconnue pour son impact dans les domaines liés à l'agriculture, l'environnement et la santé.

Cette exceptionnelle richesse de la matière grise montpelliéraine façonne de longue date l'identité du territoire et contribue fortement à son attractivité.

Au travers de MED VALLÉE, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires naturels, que sont la Région Occitanie et l'Etat, proposent de créer, en s'associant à l'ambition nationale du Plan Innovation Santé 2030, les conditions favorables pour conforter l'excellence de cette recherche déjà reconnue et favoriser un développement économique exemplaire du territoire de la Métropole.

Il est proposé un Pacte des Fondateurs de MED VALLÉE entre ces trois partenaires, visant à affirmer leur ambition partagée et sceller, à travers sa signature, leur engagement commun à poursuivre les objectifs suivants :

- **Stimuler l'emploi, la création et la croissance des entreprises** des secteurs clés en renforçant les liens en proximité avec les laboratoires d'excellence du territoire. Le recours aux technologies liées à la transition numérique et à l'intelligence artificielle sera favorisé. L'Économie Sociale et Solidaire trouvera toute sa place dans cette initiative ;
- **Renforcer la visibilité et l'attractivité internationales** de Montpellier en matière de « Santé Globale » ;
- **Développer des infrastructures performantes et vertueuses** favorisant un cadre de vie et de travail durable pour renforcer l'attractivité du territoire et rééquilibrer l'implantation des entreprises sur l'arc Nord du territoire de la Métropole ;

- **Intégrer les enjeux de santé environnementale** et favoriser les pratiques et usages respectueux de l'environnement naturel et urbain. L'illustrer par une mise en œuvre démonstrative minimisant l'empreinte environnementale des futurs aménagements ;
- **Attirer et former les talents sur le territoire** : entrepreneurs, investisseurs, chercheurs et étudiants, avec une attention particulière portée aux jeunes et aux métiers de demain ;
- **Favoriser l'engagement sociétal** des investisseurs et des entreprises pour une économie durable et inclusive ;
- **Associer les citoyens** à la construction d'une Métropole exemplaire en matière de santé globale et de bien vivre.

Les Fondateurs de MED VALLÉE adoptent également le principe d'une gouvernance innovante, collective et partagée, organisée en deux niveaux :

- Les signataires du Pacte des Fondateurs, réunis au sein du **Comité de Financement**, qui valident la feuille de route, contribuent au financement des projets labellisés MED VALLÉE, abondent au fonds partenarial spécifique MED VALLÉE (montant initial de 15 M€ constitué à parts égales entre les signataires) et s'engagent à favoriser un circuit d'instruction et décisionnel accéléré pour la mise en œuvre de ces projets, en concertation avec les Maires des communes membres concernés ;
- La **FabriK MED VALLÉE**, pour une mise en œuvre collective de l'ambition formalisée par le Pacte des Fondateurs, qui réunit les acteurs représentatifs des écosystèmes (entreprises, chercheurs et/ou établissements de recherche, partenaires économiques) au sein d'ateliers favorisant l'interdisciplinarité et propose les axes fédérateurs d'un plan d'actions opérationnel pour l'émergence d'actions transversales et l'identification de projets labellisables MED VALLÉE.

En signant le Pacte des Fondateurs MED VALLÉE, Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Occitanie et l'Etat s'engagent ainsi à mettre en œuvre les moyens humains et financiers nécessaires à l'atteinte des objectifs précités et faire de MED VALLÉE un accélérateur de croissance pour des projets à forte valeur ajoutée, pour le territoire et ses communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Pacte des Fondateurs MED VALLÉE ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le Pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-170104-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Pacte-des-Fondateurs-Med-Vallée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT

Hors commission - Préfiguration de l'Agence économique - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Une ambition, devenir un grand pôle de classe Européenne en matière d'entrepreneuriat et d'innovation d'ici 10 ans

L'économie de Montpellier est plus vibrante, dynamique et avant-gardiste que jamais. Malgré la crise que nous venons de traverser, la Métropole se positionne en leader sur les domaines d'avenir : la Santé, l'Environnement, l'Alimentation, le Numérique, les Industries Culturelles et Créatives...

Montpellier Méditerranée Métropole se doit d'inventer son avenir économique avec volonté. Pour engager ce nouveau souffle, une ambition commune doit être portée avec les parties prenantes dans un cadre de développement apaisé alliant efficacité et intelligence collective.

Aujourd'hui, c'est tout l'écosystème du bassin de vie de Montpellier qui se mobilise pour viser l'excellence, facteur clé d'attractivité. En effet, la Métropole de Montpellier et ses territoires voisins ambitionnent d'occuper une place de choix, celle d'un bassin de vie projeté dans la modernité en s'appuyant résolument sur le savoir et les technologies, grâce à une identité forgée sur l'intelligence et l'innovation.

Dans un contexte économique dynamique (taux de création d'emplois important) mais aussi fragile (taux de chômage et de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale), la Métropole de Montpellier souhaite se doter d'une politique innovante de développement et de coopération économique répondant aux grands enjeux du projet de mandat que sont l'emploi et la transition sociétale.

Les crises sociétales et les nouvelles technologies transforment l'économie mondiale. Les modèles d'affaires, les secteurs économiques et l'emploi sont en évolution. Les territoires doivent jouer un rôle stratégique et d'entraînement dans ce nouvel écosystème mondial.

Notre territoire et son bassin de vie avec ses spécificités se situent dans une position privilégiée pour profiter de ces évolutions : les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche, les talents et entreprises constituent des atouts indéniables pour accélérer la croissance économique et améliorer la qualité de vie de la population.

Les défis à relever sont nombreux, notamment en matière d'attractivité économique, de stratégies foncières et immobilières d'entreprises, d'emploi et de rétention de talents, d'entrepreneuriat et d'innovation, de transition sociétale de toutes les parties prenantes du monde économique.

Plus que jamais les entreprises sont ouvertes sur le monde et sur leurs écosystèmes. En effet, les cycles économiques se réduisent et imposent aux entreprises agilité et efficience. Pour atteindre leurs objectifs, le partenariat technologique, commercial, financier et sociétal devient la norme. Par conséquent, les entreprises fondent leurs décisions d'implantation et de développement principalement sur la qualité des écosystèmes qui les environnent, tout particulièrement dans le domaine de l'innovation.

Ainsi, l'attractivité économique repose sur de nouveaux paradigmes. Un positionnement audacieux et pragmatique à travers la définition et mise en œuvre de pôles d'innovation et d'excellence d'ambition internationale soutenus par des dispositifs économiques d'accélération des entreprises est la clé d'un développement économique choisi et attractif.

L'ambition est de faire de notre bassin de vie un leader international dans les secteurs d'avenir et une référence en matière de croissance économique inclusive et durable.

Pour y parvenir, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé un travail de préfiguration autour de la création de l'agence se traduisant dans la présente délibération par la définition du positionnement stratégique, des missions, de l'offre globale et de la valeur ajoutée de ce nouvel outil public au service de l'intérêt général.

A cet effet, durant plusieurs mois, ce travail a permis de conduire un diagnostic, définir le champ des possibles et d'analyser les formes d'agence pour retenir le modèle le plus adapté aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole en prenant en compte la dimension partenariale et la complémentarité avec les outils existants dans une démarche innovante de différenciation et de valeur ajoutée.

Afin de garantir la réalisation adéquate du projet, l'agence s'engagera à :

- répondre à une nécessité de développement économique et de création d'emplois au regard des fragilités économiques du territoire,
- être un projet économique coopératif qui engage un maillage des territoires voisins dans un partenariat gagnant - gagnant,
- dynamiser nos écosystèmes économiques et d'innovation pour permettre ainsi l'attractivité de talents, d'investisseurs, d'entrepreneurs,
- constituer un maillon essentiel dans la réussite des grands projets économiques du bassin de vie.

Pour les années à venir, Montpellier Méditerranée Métropole et les futurs territoires partenaires souhaitent ainsi jouer un rôle de catalyseur et d'accélérateur du développement économique sur le bassin de vie en phase avec la dynamique régionale.

L'heure économique doit être au rassemblement des forces vives, à la coopération pragmatique.

En se regroupant et en se fédérant nos territoires atteindront un nouveau rang historique en matière économique permettant de se positionner parmi les premières aires économiques d'Europe.

Tout d'abord, l'Agence en lien avec les territoires cultivera activement l'esprit d'entreprendre sur le bassin de vie et détectera les meilleures idées, projets et talents où qu'ils soient. En soutenant les entrepreneurs à chaque étape de leurs parcours, l'Agence engagera un changement social et économique positif en rendant l'innovation accessible à tous sur le bassin de vie.

Avec un nombre et une densité d'entreprises et d'emplois plus significatifs, l'Agence, qui capitalisera sur son savoir-faire dans le domaine de l'innovation et de l'incubation d'entreprises, activera de nouveaux leviers autour de l'accompagnement et l'accélération d'entreprises, de l'accès à l'entrepreneuriat, de la transition sociétale et de stratégies cohérentes et partenariales d'aménagement économique et d'implantation des entreprises en lien avec la future Agence d'Urbanisme.

Une gouvernance partenariale sera la clé de la création de l'agence pour répondre collectivement aux enjeux de nos territoires.

L'Agence structure son action

Une mission : accélérer le bassin de vie économique pour gagner en attractivité

En s'appuyant sur une masse critique d'entreprises plus importante, l'agence vise à accélérer le futur souhaité et durable de nos territoires.

Elle doit également atteindre les objectifs suivants :

- Renforcer le leadership et l'attractivité internationale du grand territoire,
- Fédérer les territoires dans un partenariat Gagnant / Gagnant
- Incarner l'ADN du grand territoire en phase avec son action passée et sa stratégie présente et future,

- S'inscrire en bonne articulation avec les dispositifs existants de la Métropole, de l'Etat et ses agences (BPI, Pôle Emploi, Business France), de la Région et son agence Ad'Occ, des services des EPCI partenaires et de leurs agences, des chambres consulaires, des associations et autres parties prenantes
- Atteindre des résultats quantifiables, croissance du nombre d'entrepreneurs et de créations d'entreprises, croissance de l'emploi, et enfin multiplications des coopérations et partenariats qui mailleront durablement le territoire
- Proposer une trajectoire réaliste tant sur le plan technique que financier.

Vital au regard des fragilités économiques du territoire, ce projet économique coopératif engagera un partenariat historique des territoires pour constituer un maillon essentiel dans notre réussite face aux défis économiques et sociétaux à venir. Le comité d'orientation stratégique regroupe les futurs partenaires et préfigure la future gouvernance de l'Agence.

L'Agence, qui verra le jour en 2022 et s'installera dans la future Halle de l'Innovation dans le nouveau quartier Cambacérès, sera l'outil structurant conjoint complémentaire des dispositifs d'accompagnement existants. Elle donnera de la résonance aux politiques publiques de développement économique et d'innovation.

Enfin cette ambition participera au rééquilibrage économique entre les grandes zones économiques françaises avec la mise en place de cette offre d'envergure internationale qui ne cessera d'évoluer collectivement vers la réussite.

Et parce que les femmes et les hommes sont le moteur essentiel de cette aventure, de nombreux soutiens, PDG de grands groupes, dirigeants de startups et Présidents d'Universités s'engageront à porter cet écosystème. Derrière eux, en cohérence avec la stratégie de développement et de coopération économique des territoires, tous les acteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat sont sur le terrain : entrepreneurs, chercheurs, investisseurs, élus, institutionnels, associations et partenaires.

C'est donc l'écosystème tout entier qui pourra s'investir autour du projet d'agence d'innovation et d'entrepreneuriat pour porter haut et fort les valeurs et les potentiels économiques du bassin de vie.

Le choix de l'innovation et de l'entrepreneuriat au cœur de la stratégie et des coopérations territoriales

Au regard des éléments de cadrage qui ont été définis et d'une analyse précise des typologies d'agences économiques envisageables, la Métropole de Montpellier propose la création d'une agence d'innovation et d'entrepreneuriat pour atteindre son ambition.

Ainsi la future agence proposera de construire un outil d'accompagnement des acteurs économiques de grande envergure autour de l'offre d'incubation et d'accélération d'entreprises. Cette compétence en matière d'innovation sera au cœur des coopérations avec les partenaires pour répondre aux défis de l'emploi et de la transition sociétale et marquer l'histoire de nos territoires pour les décennies à venir.

1. Les Principes fondateurs

La création de la nouvelle structure se basera sur 2 principes fondateurs complémentaires qui s'inscriront directement dans son ADN initial :

- **L'agence d'intérêt général** : de par son ambition internationale, ses programmes innovants et sa structure légère, l'Agence pourra elle-même se définir comme une agence publique d'intérêt général et de développement collectif.

Elle adoptera l'esprit pionnier, l'agilité et la capacité d'invention et de création des jeunes entreprises tout en assumant son objectif d'intérêt général. Elle portera un service public ambitieux et moderne.

Elle adoptera nécessairement dans ses propositions les approches des entreprises innovantes. Il s'agira notamment d'intégrer les nouveaux outils technologiques dans le quotidien des entreprises : outils de communication et gestion collaboratives, une application dédiée à l'offre de l'agence pour renforcer le lien agence-entreprises....

- **L'engagement sociétal** : la crise que nous sommes en train de traverser accélère la transformation de nos sociétés. Les attentes sociétales des citoyens sont aujourd'hui reprises et intégrées dans tous les écosystèmes économiques. L'engagement sociétal des entreprises et notamment des entreprises innovantes devient une réalité tout à fait marquante et nécessaire à la construction d'un futur plus durable et inclusif.

Notre territoire doit créer les entreprises de demain, celles de la transition durable, afin qu'elles puissent avoir avec leurs salariés un impact sociétal fort sur le territoire tout en renforçant leurs performances économiques.

Aussi, l'Agence intégrera des critères d'engagement sociétal dès sa naissance dans son fonctionnement mais aussi dans la constitution de son offre aux entreprises. Un outil d'évaluation "Impact Score" sera mis en place et pourra également être partagé avec les entreprises afin d'entraîner au fil des années tout l'écosystème vers une gestion durable et une performance globale en intégrant l'impact social et environnemental au cœur des organisations.

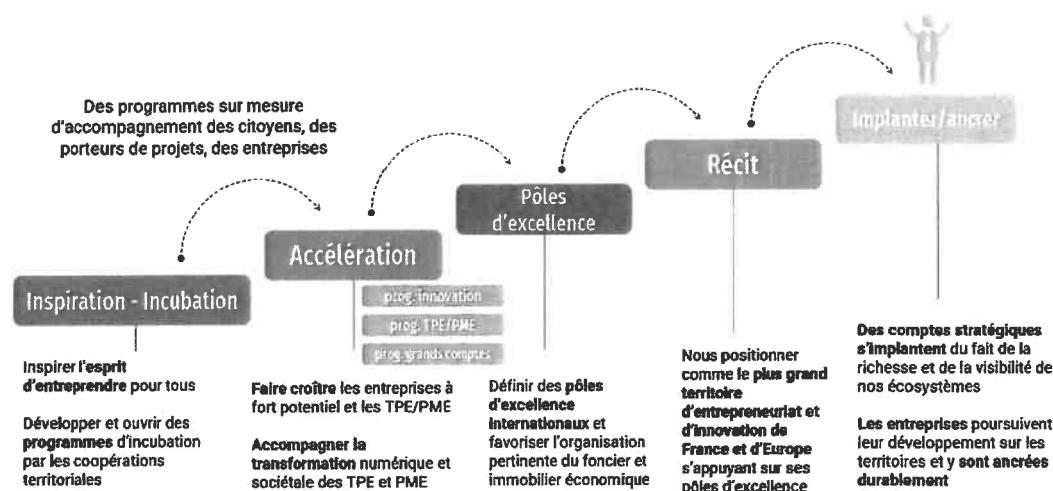
Toutes les offres d'accompagnement intégreront les clés de la transition écologique et sociale pour favoriser les nouveaux modèles d'entreprises performantes, attractives et durables. L'offre de l'Agence sera amplifiée grâce à l'évaluation et la structuration des projets basés autour de la gouvernance, l'environnement et la dimension sociale. La prise en compte de ces trois piliers rend les entreprises plus résilientes et diminue les risques associés à leurs activités, accélérant la performance économique par rapport aux structures classiques. Par ailleurs, une démarche de développement durable présente l'opportunité de se différencier sur le marché et ouvre l'accès aux appels d'offres qui exigent de plus en plus des critères sociétaux. La grande majorité des fonds d'investissements a aujourd'hui intégré ces critères, permettant aux entreprises ayant engagé ces stratégies de trouver davantage et plus vite les moyens financiers de se développer.

L'agence sera inédite, attractive et particulièrement en phase avec les entreprises, projets accompagnés ainsi que les générations présentes et à venir.

L'intégration de ces deux principes fondateurs forts et complémentaires dans l'ADN de l'Agence lui donnera immédiatement un positionnement lisible, discriminant et engagé.

2. Les Missions

L'action de l'Agence se déploiera sur plusieurs niveaux afin d'offrir autour de l'innovation et l'entrepreneuriat un ensemble de services publics d'intérêt général qualitatifs avec l'appui d'une équipe d'experts économiques qui accompagnera au quotidien chaque projet en assurant un service de proximité. Cette équipe travaillera de concert avec l'ensemble des partenaires : l'Etat et ses agences (BPI, Pôle Emploi, Business France), de la Région et son agence Ad'Occ, des services des EPCI partenaires et de leurs agences, des chambres consulaires, des associations et autres parties prenantes.



1. Inspirer l'esprit d'entreprendre et renforcer l'incubation d'entreprises innovantes

Des projets majeurs de développement sont en cours sur la question de l'incubation. Sur la Métropole, le BIC de Montpellier, récompensé de nombreuses fois pour son accompagnement à la création et au développement des jeunes pousses du territoire rejoindra l'agence. Avec les territoires partenaires, l'agence favorisera également le développement qualitatif et la complémentarité des programmes d'accompagnement à l'entrepreneuriat et à l'innovation en proposant des programmes co-construits avec leurs incubateurs et outils d'accompagnement.

Par l'amplification des actions concertées de sensibilisation à l'entrepreneuriat et d'incubation des parties prenantes, le nombre de projets et d'entreprises accompagnées augmentera de manière importante permettant ainsi d'atteindre la masse critique d'entreprises nécessaire pour rayonner internationalement.

2. Proposer des programmes d'accélération sur mesure visant à favoriser la croissance et l'ancrage des entreprises du territoire en libérant tout leur potentiel.

Encore très peu présents, des programmes publics d'accélération permettant d'accompagner sur plusieurs mois seront définis pour favoriser la croissance des entreprises innovantes à fort potentiel. Des programmes seront également mis en place pour les entreprises TPE/PME très présentes sur nos territoires et qui affichent un potentiel important de croissance lié à leur digitalisation et au développement d'innovations. Ces entreprises devront être amenées à passer le cap pour devenir des ETI et grandes entreprises créatrices d'emplois durables. Enfin des programmes seront construits pour les grands comptes locomotives de l'écosystème et garants de la chaîne de valeur.

3. En collaboration avec les territoires partenaires, la Région et son agence Ad'Occ, il s'agira de définir des pôles d'excellence et d'innovation pour une ambition internationale. Si le spectre d'activité des acteurs économiques est très large, plusieurs domaines d'excellence se dégagent sur les territoires du grand bassin de vie. Il s'agit là de favoriser également la pertinence et la cohérence de l'organisation foncière et immobilière d'entreprises avec les parties prenantes de nos territoires en lien avec les missions de la future Agence d'Urbanisme.

4. Présenter et assurer le récit du grand territoire parmi les plus importants et dynamiques d'Europe en matière d'entrepreneuriat et d'innovation, structuré autour de polarités d'excellence fortes et légitimes dans le bassin de vie et au cœur de la Région Occitanie.

5. L'agence engagera avec ses partenaires territoriaux et Ad'Occ un travail conjoint d'attraction de talents, d'entreprises, d'investisseurs au bénéfice du bassin de vie et de la Région. L'agence pourra être un espace de dialogue et de concertation autour de la compétence immobilière et foncière propre des EPCI favorisant ainsi la mise en œuvre concertée de stratégies de développement et d'accueil d'entreprises. Des

comptes stratégiques s'implanteront du fait de la richesse et de la visibilité de nos écosystèmes associés à notre organisation foncière et immobilière partenariale. Les entreprises locales poursuivront leur développement sur les territoires et y seront ancrées durablement.

3. Le processus de création de l'Agence

Les prochaines étapes consisteront à proposer au Conseil métropolitain les éléments de structuration permettant la création de l'agence. Il s'agira principalement de définir :

- la structuration juridique, financière et des ressources humaines,
- la définition de la nouvelle offre d'accompagnement et son mode de déploiement,
- les accords de partenariat avec les territoires voisins, la région et les parties prenantes ainsi que le mode de gouvernance partenariale,
- la préparation et le lancement de la Halle de l'innovation qui accueillera l'agence en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le positionnement stratégique de l'agence d'innovation et d'entrepreneuriat interterritoriale ;
- D'engager la procédure de structuration de l'agence juridique, financière, RH, partenariale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-174798-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Patricia WEBER

Hors commission - Expérimentation de covoiturage avec Klaxit - Prolongation du dispositif - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2020-354 en date du 23 novembre 2020, le Conseil de Métropole avait approuvé le lancement de la mise en œuvre d'une expérimentation en matière de politique de covoiturage sur son territoire avec le lancement d'une plateforme de mise en relation des usagers pour une durée d'un an. Cette expérimentation prévoyait également un accompagnement des habitants au changement avec la mise en œuvre d'actions de communication en direction des salariés des entreprises et des administrations avant d'être élargies au grand public. Le coût de l'expérimentation était évalué à 75 000 € pour une période d'un an jusqu'à la fin du mois d'août 2022. Le prestataire retenu via la plateforme UGAP pour cette expérimentation est l'opérateur Klaxit, leader européen du covoiturage domicile-travail.

Par délibération n°M2021-8 en date du 1^{er} février 2021, une enveloppe budgétaire de 10 000 € prélevée sur celle des 75 000 € était validée par le Conseil de Métropole pour permettre une incitation financière à même d'encourager le passage à l'acte de covoiturer par les usagers jusqu'au 1^{er} janvier 2022.

Dans le même temps, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité, s'est positionnée comme ambassadrice du programme *Tous Covoitureurs !* auprès des grands employeurs du territoire leur permettant de promouvoir le covoiturage auprès de leurs collaborateurs. Ce programme est porté par le même opérateur Klaxit. Par son implication, la Métropole a ainsi incité plus d'une trentaine de grands employeurs représentant 35 000 salariés à adhérer à ce dispositif national de financement du mode.

Les établissements de santé ont bénéficié de ce programme dès le mois d'avril 2021, suivi par les administrations et entreprises du tertiaire de plus de 100 salariés en septembre 2021. Tout employeur de plus de 100 salariés peut encore bénéficier de ce programme dans les limites des crédits disponibles. *Tous Covoitureurs !* a ainsi pris financièrement en charge la quasi-totalité du service sur le territoire sur l'année 2021.

Cette adhésion massive des plus grands employeurs du territoire a suscité un afflux inattendu d'usagers sur la plateforme de covoiturage alors que la campagne de communication à destination du grand public n'a pas encore débuté. En sept mois, et malgré le contexte de crise sanitaire omniprésent jusqu'à l'été 2021, à la fin septembre 2021, la plateforme compte :

- Plus de 3 100 inscrits ;
- Plus de 550 covoitureurs étant passés à l'acte ;
- Plus de 5 000 trajets covoiturés ;
- Plus de 110 000 kms covoiturés dont 105 000 kms cofinancés ;
- 13 tonnes de CO² économisés pour la planète.

Dans la continuité de ces précédentes délibérations, et en raison des premiers chiffres croissants et encourageants du développement de la pratique du covoiturage, il est proposé de prolonger l'expérimentation tout au long de l'année 2022 et sur les premiers mois de 2023 avec certaines conditions restrictives complémentaires pour les utilisateurs. Sont notamment étudiées les pistes ci-dessous :

- Baisse du volume des prestations de communication ;
- Limitation du financement à la première année d'usage du service (le Forfait Mobilités Durables étant susceptible de prendre le relais) ;
- Distance minimale parcourue par trajet pour pouvoir ouvrir les droits à la prise en charge ;
- Limitation du financement aux covoitureurs dont l'origine et la destination sont incluses dans le périmètre administratif métropolitain.

Le coût de la poursuite de cette expérimentation est évalué depuis la fin de l'année 2021 jusqu'au 31 décembre 2022 à 450 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la poursuite de cette expérimentation jusqu'au 31 décembre 2022 pour un montant évalué à 450 000 € TTC ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172448-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Culture - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire. Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

N° dossier	Code	Nom de la structure	Rubrique	Nature	Titre du projet	Montant
METRO CULT-001238	5571	Ox'ivent	Patrimoine	Projet	La création artistique, doutes et questionnements	2 000 €
METRO CULT-001242	1191	Lézards d'U	Patrimoine	Projet	Festival Festa Fougassa	3 000 €
METRO CULT-001243	1191	Lézards d'U	Patrimoine	Projet	Action pédagogique autour de la voix	4 000 €
METRO CULT-001236	7688	Belvédère sur la vallée du Lez	Patrimoine	Projet	Edition d'un guide des belvédères sur la vallée du Lez	2 000 €
METRO CULT-001263	4951	Association Bruit qui court	Théâtre	Fonctionnement		3 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172201-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- modèle fonctionnement
- échéancier F
- modèle projet
- échéancier P

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
 - 2° De l'approbation du compte administratif ;
 - 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
 - 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
 - 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
 - 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
 - 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé, par la présente modification, d'ajouter dans le champ des délégations les éléments suivants :

- **l'octroi de mandats spéciaux aux conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole ainsi que l'approbation des cas dans lesquels les frais induits par les déplacements d'agents de la Métropole ou de personnalités extérieures (ainsi que l'accueil de ces dernières) peuvent être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs dans les conditions fixées ci-après ;**
- **autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT.**

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non

reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;

1.5 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.6 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

1.7 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.8 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

1.9 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.10 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;

1.11 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;

1.12 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R. 141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain ;

1.13 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

- autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

- autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

- autoriser la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

2.6 approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;

2.7 autoriser la Métropole à bénéficier de la délégation du droit de préemption urbain exercé par le Préfet dans le cadre des dispositions de l'article L 210-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de

réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
 - procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.4 autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

3.5 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;

3.6 attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

3.7 accorder les garanties d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;

3.8 approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;

3.9 accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le

cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.5 autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

4.7 approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;

5.6. dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision ;*

6.5 Hors les marchés publics dont la situation est régie à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.

7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;

7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;

7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agrobiologique ;

7.8 adopter tout règlement relatif à un jeu concours organisé par Montpellier Méditerranée Métropole, que les lots soient de nature numéraire ou non.

7.9 autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT.

En cas d'empêchement de Monsieur le Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole à Monsieur le Président telles que définies ci-dessus ;
- De déléguer à Monsieur le Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- De dire que à Monsieur le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que à Monsieur le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173919-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARISSON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organisme	Représentations
Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier Conseil d'administration	<i>1 titulaire</i> Mme Florence BRAU
Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)	<i>1 titulaire</i> Mme Régine ILLAIRE
Organisme de Foncier Solidaire Métropolitain	<i>2 titulaires</i> Désignés dans le cadre de l'affaire n°5
Commission de Contrôle des Comptes de Montpellier Méditerranée Métropole	<i>1 suppléant</i> M. Bernard MODOT
Lycée polyvalent Jean-François Champollion	<i>1 titulaire CA</i> M. Bernard MODOT
Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole	<i>1 titulaire CA</i> M. Bernard MODOT
Syndicat Mixte du Bassin du Lez	<i>1 suppléant (Assemblée élue)</i> M. Bernard MODOT
Vélo et Territoires	<i>1 titulaire AG</i> Julie FRECHE <i>1 suppléant AG</i> Jean-Luc SAVY
Maison des francophonies	<i>1 titulaire</i> M. Eric PENSO

Pour : 85 voix

Abstention : 1 voix

Les désignations ci-dessus sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole	<i>1 suppléant</i> M. Bernard MODOT
---	---

Le Président propose de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Madame Alenka DOULAIN propose sa candidature.

Pour : 3 voix

Contre : 83 voix

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Bernard MODOT.

Pour : 85 voix

Abstention : 1 voix

La candidature de Monsieur Bernard MODOT en tant que suppléant de l'Aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver la désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211123-171968-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-174640-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau des commissions 15-11.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Patricia MIRALLES

Hors commission - Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 28 septembre 2021 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 28 septembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-176068-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV 28092021_SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Patricia MIRALLES, Mikel SEBLIN

Ressources - Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2021-2026 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Pour la première fois, Montpellier Méditerranée Métropole inscrit ses investissements dans une programmation pluriannuelle (PPI) pour la période 2021 - 2026. Elle traduit ainsi, par ces choix budgétaires, les grandes orientations de la collectivité.

Avec une capacité d'investissements fixée à 2,5 milliards d'euros, cette programmation traduit un volontarisme sans précédent pour assurer une véritable transition écologique et solidaire du territoire, poursuivre son équipement, mais également développer ses potentiels et accroître son rayonnement.

Portant sur l'ensemble des budgets, dont 2,3 milliards d'euros sur le budget principal, cette PPI conduit à doubler la capacité financière sur 6 ans, par rapport à la précédente période.

Cette capacité financière a été calculée sur la base d'éléments prospectifs étudiant l'évolution possible des ressources et charges de la collectivité au regard du cadre réglementaire et conjoncturel existant. La PPI repose ainsi sur une équation financière rigoureuse et responsable, basée sur l'optimisation des recettes et des dépenses de fonctionnement et un recours maîtrisé à la dette. En articulation avec le pacte financier et fiscal, elle permet de formaliser la stratégie financière de la collectivité, afin d'en faciliter le pilotage mais également le partage des objectifs avec l'ensemble des communes et des partenaires.

Les objectifs de cette PPI seront ainsi ajustés et mis en œuvre à l'occasion de chaque exercice budgétaire, afin de répondre à des politiques ambitieuses pour mieux se déplacer, mieux soutenir l'activité et le rayonnement du territoire, mieux gérer le cycle de l'eau, mieux préserver notre environnement, compléter nos équipements culturels et sportifs et affirmer une Métropole plus solidaire.

1 426 M€ POUR MIEUX SE DEPLACER

Représentant près de 60% de la PPI, les mobilités et espaces publics constituent sans équivoque la priorité d'investissements de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle accompagne ainsi la gratuité des transports en commun par des investissements importants, à la hauteur des enjeux sanitaires, écologiques et sociaux que recouvrent l'adaptation de nos déplacements au défi climatique. Avec plus des deux tiers de ces investissements orientés vers les modes de transports alternatifs à la voiture, notre Métropole se distingue nationalement par son engagement sur les mobilités décarbonées (près d'1 Md €).

La PPI projette également 443 M€ d'investissements pour une mobilité routière plus sûre, essentiellement consacrés à l'aménagement, la gestion, l'exploitation et le nettoyage des voiries, ouvrages d'art et espaces verts attenants de l'ensemble des communes et plus ponctuellement à des participations aux grandes infrastructures du territoire.

Pour renforcer la transition vers les mobilités alternatives, elle mobilise donc 983 M€ sur la grande priorité du mandat. Les deux tiers sont dirigés vers le tramway, avec la réalisation de la cinquième ligne, l'extension de la première et l'achat de nouvelles rames, afin de renouveler et renforcer le réseau. Viennent ensuite les mobilités actives avec 150 M€ d'investissements, répartis pour deux tiers en direction des vélos et un tiers en direction de la marche et des personnes à mobilité réduite, afin de rééquilibrer l'usage des espaces publics. Plus de 110 M€ sont également consacrés au déploiement d'une nouvelle offre, avec la réalisation de quatre lignes de bus express décarbonées, circulant en site propre, pour mieux desservir le territoire et l'ensemble des communes. A ces investissements, qui concourent au choc des mobilités voulu par la Métropole, s'ajoutent la restauration et la revalorisation des espaces publics du cœur de métropole, afin d'en valoriser l'accès tout comme le patrimoine.

Objectifs prévisionnels d'investissements
<p><i>Mobilité routière :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 262 M€ pour l'entretien et la réfection des voiries et espaces publics hors Montpellier • 149 M€ pour l'entretien et la réfection des voiries et espaces publics de Montpellier • 32 M€ de participations aux grandes infrastructures <p><i>Mobilités douces et alternatives :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 357 M€ pour la réalisation de la ligne 5 de tramway • 101 M€ pour le renouvellement des rames de tramway et bus existants • 51 M€ pour l'extension de la ligne 1 jusqu'à la gare TGV Sud de France • 76 M€ pour l'achat des bus et l'équipement des voies dédiées aux 4 lignes de bus à haut niveau de service • 60 M€ pour la construction du nouveau centre d'exploitation et de maintenance de Grammont • 150 M€ pour les mobilités douces • 66 M € pour l'amélioration de la qualité de vie du cœur de métropole

265 M€ POUR MIEUX SOUTENIR L'ACTIVITE DU TERRITOIRE

Avec 265 M€ consacrés à l'activité du territoire, la Métropole marque son investissement aux côtés des entreprises et de l'ensemble des acteurs de son développement, afin de positionner le territoire sur des secteurs innovants et de répondre aux besoins de son tissu économique.

Le projet Med Vallée, pour la création d'un grand pôle économique autour de la santé, le soutien à la Cité intelligente, à l'enseignement supérieur et à la recherche, aux industries culturelles et créatives, avec la création d'une pépinière dédiée, ou encore à l'innovation, notamment sur la ZAC Cambacérès, traduisent des orientations stratégiques fortes, visant à positionner le territoire et à renforcer son rayonnement.

Sur l'ensemble du territoire, la crise sanitaire actuelle ouvre sur une crise économique et sociale sans précédent. Plus que jamais au soutien de l'économie locale, la Métropole accompagne les besoins des entreprises et des artisans pour 125 M€ : acquisitions foncières, participations aux mandats et concessions d'aménagement de parcs d'activités et aux fonds d'investissement.

Objectifs prévisionnels d'investissements
<p><i>Innovation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 32 M€ pour le projet Med Vallée • 28 M€ pour le volet enseignement supérieur, recherche et innovation du contrat de plan Etat-Région • 25 M€ pour la ZAC Cambacérès et la création d'une halle de l'innovation • 14 M€ pour les industries culturelles et créatives (ICC) : pépinière et musée Cité Créative • 5 M€ pour la Cité intelligente <p><i>Entreprises et artisanat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 58 M€ pour l'acquisition de foncier d'entreprise et d'artisanat • 67 M€ de subventions et participations aux parcs d'activités et fonds d'investissement

233 M€ POUR MIEUX GERER LES CYCLES DE L'EAU

Au travail de fond engagé sur le fonctionnement des compétences, s'ajoutent des investissements majeurs sur la période 2021-2026, avec 233 M€ consacrés aux différents cycles de l'eau.

Plus des trois quarts de ces investissements sont dirigés vers l'assainissement. L'entretien des réseaux d'eau et d'assainissement s'accompagne effectivement d'une importante programmation pour la modernisation de la station d'épuration MAERA, afin d'adapter sa capacité de traitement aux nouvelles exigences de protection du milieu naturel et à l'augmentation de la population des communes.

Les investissements en matière de gestion des milieux aquatiques, de prévention des inondations et des risques majeurs (GEMAPI) s'élèvent quant à eux à un peu plus de 50 M€, notamment consacrés à différentes opérations relevant des programmes d'actions de prévention des inondations, en particulier sur le Coulazou et le Verdanson.

S'agissant de l'eau potable, gérée par la Régie des Eaux, cette dernière viendra compléter les investissements de la Métropole pour un montant estimé à 143 M€.

Objectifs prévisionnels d'investissements	
<i>Assainissement :</i>	
•	100 M€ pour la modernisation de MAERA
•	66 M€ pour l'extension et le renouvellement des réseaux d'eau et d'assainissement
<i>GEMAPI :</i>	
•	18 M€ pour les opérations de prévention contre les inondations
•	9 M€ pour le schéma hydraulique du Verdanson et la protection du CHU
•	7 M€ pour la modernisation des ouvrages, les études stratégiques et la gestion de crise
•	4 M€ pour la restauration des zones humides et du cordon dunaire
•	7 M€ pour les bornes incendies

151 M€ POUR MIEUX PRESERVER NOTRE ENVIRONNEMENT

Avec plus de 150 M€ pour mieux préserver notre environnement, la Métropole pose un objectif clair de préservation des espaces agricoles et naturels et de limitation des espaces urbains existants ou futurs. Un tiers de cette enveloppe est ainsi consacré au foncier agricole, à la modernisation du marché d'intérêt national (MIN) de Montpellier, à la politique agroécologique et alimentaire ou encore au renouvellement des espaces verts et du patrimoine végétal.

La Métropole s'engage également dans une démarche ambitieuse de responsabilité, avec un objectif « zéro déchet », et y consacre 45 M€ d'investissements. Cette politique doit tenir compte de la fermeture de l'installation de Castries et de l'export actuel d'une partie des déchets métropolitains, ainsi que des évolutions réglementaires récentes. Les objectifs de la Métropole, qui vont bien au-delà des ambitions nationales, passent notamment par la prévention, pour éviter la production de déchets, et l'amélioration du tri. Des travaux importants sont ainsi prévus pour la modernisation du parc des déchèteries, le renouvellement d'équipements de collecte (points d'apport volontaire, conteneurs enterrés, bacs de collecte, composteurs individuels et de quartier, acquisition de matériels de transport, ...), le développement de ressourceries, l'extension et la rénovation du centre de tri Demeter ou encore la construction de plateformes biodéchets.

Enfin, la Métropole se veut exemplaire en investissant 55 M€ pour décarboner sa flotte de véhicules et matériels roulants ou encore pour assurer la rénovation thermique et énergétique des bâtiments métropolitains, œuvrant ainsi au développement des énergies renouvelables tout en améliorant le confort des usagers.

Objectifs prévisionnels d'investissements
<p><i>Agroécologie et espaces naturels :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 M€ pour le foncier agricole • 12 M€ pour la modernisation du MIN • 8 M€ pour la politique agroécologique et alimentaire • 11 M€ pour les parcs, espaces verts et le renouvellement du patrimoine végétal <p><i>Déchets et accompagnement des bonnes pratiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 11 M€ pour l'acquisition de bacs, points d'apport et conteneurs enterrés facilitant le tri et la collecte des déchets • 10 M€ pour la modernisation des déchèteries, du centre de tri DEMETER et la création des plateformes de biodéchets • 4 M€ pour la création des ressourceries <p><i>Métropole exemplaire :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 M€ pour la rénovation thermique et énergétique des bâtiments métropolitains • 14 M€ pour décarboner les véhicules métropolitains • 2 M€ projets d'énergies renouvelables

182 M€ POUR COMPLETER NOS EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

La politique de soutien à la pratique sportive et aux sports de haut niveau se traduit en investissement par un maillage d'équipements répartis sur tout le territoire métropolitain, pour lequel il est prévu de mobiliser 106 M€ sur la période 2021-2026.

La moitié de ces investissements sont orientés vers la natation et les sports nautiques. Il s'agit en premier lieu des programmes d'entretien et de maintenance du réseau de piscines, avec deux réhabilitations importantes, celles du centre nautique Neptune et de la Motte rouge. Il s'agit également de l'achèvement du parc Gérard Bruyère, engagé sous la précédente mandature.

L'autre moitié, consacrée aux halles et stades, est essentiellement provisionnée pour le projet d'une future Halle des Sports.

La culture mobilise quant à elle 76 M€ d'investissements, pour plus de moitié dirigés en direction des musées, avec notamment, le parcours archéologique et le centre de conservation et d'étude de Lattara.

25 M€ sont également mobilisés pour les arts du spectacle, de la musique et de la danse, avec l'achèvement de la Cité des arts, qui succède au le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR), ou encore l'alimentation d'un fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle, en lien avec la politique de soutien aux industries culturelles et créatives.

Enfin, près de 10 M€ sont consacrés à la lecture et à l'entretien du réseau des médiathèques, qui contribuent par leur maillage du territoire à la diffusion de proximité et à l'épanouissement de tous.

Objectifs prévisionnels d'investissements
<p><i>Sports :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 24 M€ pour la réhabilitation des piscines, dont 17 M€ pour le centre nautique Neptune et 3 M€ pour la piscine de la Motte Rouge • 14 M€ pour le parc Gérard Bruyère • 50 M€ provisionnés pour la réalisation d'une nouvelle Halle des Sports <p><i>Culture :</i></p>

Objectifs prévisionnels d'investissements
<ul style="list-style-type: none"> • 14 M€ pour l'aménagement d'un parcours archéologique et la création d'un centre de conservation et d'études à Lattara • 12 M€ pour la Cité des arts • 4 M€ pour un fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

321 M€ POUR UNE METROPOLE PLUS SOLIDAIRE

Enfin, 321 M€ sont déployés pour la solidarité avec les habitants comme entre les communes.

Les habitants d'abord, avec 257 M€ sur des compétences fortement liées, en matière d'habitat, de logement, de politique de la ville et de cohésion sociale. Aux aides à la pierre et au logement, qui continuent de structurer l'essentiel des investissements métropolitains, s'ajoutent ainsi près de 100 M€ pour la rénovation urbaine, en direction des quartiers Mosson et Cévennes. Cet effort d'investissement est un marqueur du travail engagé par la Métropole en faveur de la cohésion des territoires et de l'équilibre des parcours résidentiels, pour adapter ses réponses en matière d'habitat et d'hébergement pour tous les publics.

Les communes également, avec 64 M€ par renforcer les solidarités territoriales. La dotation de fonds d'équipements aux communes de 13 M€, dont la mise en œuvre s'inscrit dans la redéfinition du pacte financier et fiscal de la collectivité, permet notamment le soutien en transparence de la Métropole aux projets municipaux, afin de financer la réalisation d'un équipement. 8 M€ sont également prévus pour accompagner la rénovation des centre bourgs et la valorisation de leur patrimoine. Au-delà, des opérations conséquentes sont également programmées pour la création d'un cimetière intercommunal (21 M€) et l'aménagement d'aires d'accueil des gens du voyage (16 M€).

Objectifs prévisionnels d'investissements
<i>Solidarité avec les habitants :</i> <ul style="list-style-type: none"> • 97 M€ pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Mosson et Cévennes • 87 M€ d'aides à la pierre pour l'habitat rénové • 36 M€ pour l'aide à la pierre pour l'habitat neuf accessible • 24 M€ d'aides dans le cadre d'Ecocité et Rénov'Energie
<i>Solidarité avec les communes :</i> <ul style="list-style-type: none"> • 21 M€ pour la création d'un cimetière métropolitain • 16 M€ pour les aires d'accueil des gens du voyage • 13 M€ de fonds d'équipement aux communes • 8 M€ pour la valorisation patrimoniale des centre-bourgs • 6 M€ pour la création d'un data center mutualisé

Volontariste et irriguant toutes les politiques publiques de la Métropole, la programmation pluriannuelle d'investissement 2021-2026 établit ainsi un cadre ambitieux pour les prochains exercices budgétaires. Elle repose sur la mise en œuvre d'une capacité d'investissements renforcée, la recherche de participations extérieures et de cofinancements, ainsi que le renouvellement de notre solidarité intercommunale.

Elle sera financée d'une part sur les Crédits de Paiement (CP) des Autorisations de Programme (AP) inscrits ou à inscrire au budget, et d'autre part sur des crédits dits globalisés (hors autorisations de programme, correspondant notamment aux crédits d'investissements courants des services) inscrits dans le budget ou à inscrire à l'occasion des échéances budgétaires suivantes.

Outil de pilotage et d'anticipation de l'action publique, ses prévisions doivent favoriser un meilleur suivi de la réalisation des investissements et seront ajustées en fonction de l'avancement et des aléas éventuels des projets, ainsi que des évolutions du cadre légal et réglementaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Programmation Pluriannuelle d'Investissement 2021-2026 de Montpellier Méditerranée Métropole telle que présentée ;
- De prendre acte que les dépenses résultant de la Programmation pluriannuelle d'Investissement 2021-2026 sont financées à partir des crédits inscrits ou à inscrire au budget ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173537-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER

Ressources - Vote en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) - Révisions - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT), article L.5217-10-7, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP).

Par délibération n° M2020-102 du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a par ailleurs adopté un règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} novembre 2021 à 1 969 277 526 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la décision modificative 2021 et de la mise en place des crédits provisoires avant le vote du budget primitif 2022 :

Les AP consacrées à la voirie des pôles territoriaux cumulent les crédits financés sur les années antérieures et les crédits nécessaires à équilibrer l'enveloppe annuelle (en l'espèce 2021), calculée par commune.

Ces AP ne sont pas calibrées pour dépasser l'année en cours.

En l'attente du vote du BP 2022, la mise en place de crédits provisoires, en 2022, est prévue dans une délibération spécifique, dans la limite de 33% des CP de l'année écoulée et dans la limite des restes à financer disponibles sur l'AP, ces derniers étant quasiment nuls fin 2021.

Pour pallier cette seconde condition, il est proposé d'augmenter provisoirement le montant des AP de 33% des CP 2021. Le montant définitif des AP sera ajusté à l'occasion du vote du BP 2022.

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM 2021	AP TOTALE 2021
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange	3 577 142	388 133	3 965 275
AMELIT16	Aménagement Littoral	6 444 231	769 948	7 214 179
AMEMTP16	Aménagement Montpellier	24 883 993	1 764 092	26 648 085
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues	2 894 914	386 255	3 281 169
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest	2 203 351	219 207	2 422 558
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez	4 285 041	297 792	4 582 833
NETMTP16	Environnement Montpellier	6 413 045	587 886	7 000 931
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange	17 039 867	1 614 149	18 654 015
VOILIT16	Voirie Littoral	20 804 860	2 173 304	22 978 164
VOIMTP16	Voirie Montpellier	111 662 718	7 569 512	119 232 230
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues	15 602 504	1 280 564	16 883 068
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest	19 648 826	2 035 217	21 684 042
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	24 048 580	2 797 159	26 845 739
Somme :		259 509 069	21 883 218	281 392 287

Les AP de tous les autres programmes sont inchangées.

Le montant total des autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 1 991 160 744 € sur le budget principal et à 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173231-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe APCP DM 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Budget 2021 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2021, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal.

La Décision Modificative du budget principal s'équilibre à **-5 562 655,00 € en fonctionnement** et à **-32 712 083,00 € en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-190 145,00		-190 145,00
931	Sécurité	-50 329,00		-50 329,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-2 253 416,00		-2 253 416,00
934	Action sociale	-171 000,00		-171 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-492 639,00		-492 639,00
936	Action économique	-1 520 437,00		-1 520 437,00
937	Environnement	-485 312,00		-485 312,00
938	Transports	-663 855,00		-663 855,00
940	Impositions directes	65 000,00		65 000,00
942	Dotations et participations	50 091,00		50 091,00
943	Opérations financières	-1 449 944,00		-1 449 944,00
946	Transfert entre les sections		-360 000,00	-360 000,00
953	Virement à la section d'investissement		1 959 331,00	1 959 331,00
Total		-7 161 986,00	1 599 331,00	-5 562 655,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	1 954 465,00		1 954 465,00
931	Sécurité	1 769,00		1 769,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-801 316,00		-801 316,00
934	Action sociale	-24 000,00		-24 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	173 918,00		173 918,00
936	Action économique	140 465,00		140 465,00
937	Environnement	500 568,00		500 568,00
938	Transports	5 508 583,00		5 508 583,00

940	Impositions directes	492 707,00		492 707,00
941	Autres Impôts et taxes	-130 448,00		-130 448,00
942	Dotations et participations	1 040 634,00		1 040 634,00
943	Opérations financières	30 000,00		30 000,00
946	Transfert entre les sections		-14 450 000,00	-14 450 000,00
Total		8 887 345,00	-14 450 000,00	-5 562 655,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-3 266 000,00		-3 266 000,00
901	Sécurité	-227 230,00		-227 230,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-8 988 810,00		-8 988 810,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-3 663 324,00		-3 663 324,00
906	Action économique	-5 637 326,00		-5 637 326,00
907	Environnement	-5 220 878,00		-5 220 878,00
908	Transports	-20 555 353,00		-20 555 353,00
921	Taxes non affectées	-261 512,00		-261 512,00
922	Dotations et participations	566 000,00		566 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	-500 000,00		-500 000,00
925	Opérations patrimoniales		29 492 350,00	29 492 350,00
926	Transfert entre les sections		-14 450 000,00	-14 450 000,00
Total		-47 754 433,00	15 042 350,00	-32 712 083,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	70 000,00		70 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 171 830,00		-1 171 830,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-592 805,00		-592 805,00
906	Action économique	-1 039 460,00		-1 039 460,00
907	Environnement	-899 455,00		-899 455,00
908	Transports	-1 979 069,00		-1 979 069,00
921	Taxes non affectées	2 396 429,00		2 396 429,00
922	Dotations et participations	3 120 826,00		3 120 826,00
923	Dettes et autres opérations financières	-63 668 400,00		-63 668 400,00
925	Opérations patrimoniales		29 492 350,00	29 492 350,00
926	Transfert entre les sections		-360 000,00	-360 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		1 959 331,00	1 959 331,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	-40 000,00		-40 000,00
Total		-63 803 764,00	31 091 681,00	-32 712 083,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 5 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173558-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM 2021 3M PRINCIPAL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2021, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe parking.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe parking s'équilibre à **648,00 € en fonctionnement** et à **-3 981,00 € en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe parking se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE PARKING – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	4 629,00		4 629,00
023	Virement à la section d'investissement		-3 981,00	-3 981,00
Total		4 629,00	-3 981,00	648,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes produits fabriqués, prestations	648,00		648,00
Total		648,00	0,00	648,00

BUDGET ANNEXE PARKING – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	-3 981,00		-3 981,00
Total		-3 981,00	0,00	-3 981,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		-3 981,00	-3 981,00
Total		0,00	-3 981,00	-3 981,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173496-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM 2021 PARKING.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2021, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe d'assainissement.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe d'assainissement s'équilibre à **-589 000,00 € en fonctionnement** et à **-573 265,00 € en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-21 886,00		-21 886,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-5 000,00		-5 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	1 423 000,00		1 423 000,00
023	Virement à la section d'investissement		-6 697 614,00	-6 697 614,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		4 712 500,00	4 712 500,00
Total		1 396 114,00	-1 985 114,00	-589 000,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
75	Autres produits de gestion courante	-590 000,00		-590 000,00
77	Produits exceptionnels	1 000,00		1 000,00
Total		-589 000,00	0,00	-589 000,00

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	-2 000,00		-2 000,00
21	Immobilisations corporelles	-56 780,00		-56 780,00
23	Immobilisations en cours	-514 485,00		-514 485,00
Total		-573 265,00	0,00	-573 265,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	-377 276,00		-377 276,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 886 525,00		1 886 525,00
23	Immobilisations en cours	-97 400,00		-97 400,00
021	Virement de la section d'exploitation		-6 697 614,00	-6 697 614,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		4 712 500,00	4 712 500,00
Total		1 411 849,00	-1 985 114,00	-573 265,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173550-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM 2021 ASSAINISSEMENT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2021, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe de l'eau potable.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif s'équilibre à **-2 000,00 € en fonctionnement** et à **0,00 € en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-1 500,00		-1 500,00
67	Charges exceptionnelles	-1 200,00		-1 200,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	700,00		700,00
Total		-2 000,00	0,00	-2 000,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-2 000,00		-2 000,00
Total		-2 000,00	0,00	-2 000,00

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe du service public de l'assainissement non collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173498-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM 2021 SPANC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'eau potable - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2021, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe de l'eau potable.

La Décision Modificative n°1 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **-25 500,00 € en fonctionnement** et à **-381 350,00 € en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-85 500,00		-85 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-5 000,00		-5 000,00
67	Charges exceptionnelles	-220 000,00		-220 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	35 000,00		35 000,00
023	Virement à la section d'investissement		250 000,00	250 000,00
Total		-275 500,00	250 000,00	-25 500,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
74	Subventions d'exploitation	-25 500,00		-25 500,00
Total		-25 500,00	0,00	-25 500,00

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	-1,00		-1,00
23	Immobilisations en cours	-381 349,00		-381 349,00
Total		-381 350,00	0,00	-381 350,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	-23 000,00		-23 000,00

16	Emprunts et dettes assimilées	-608 350,00		-608 350,00
021	Virement de la section d'exploitation		250 000,00	250 000,00
Total		-631 350,00	250 000,00	-381 350,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173493-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM 2021 EAU POTABLE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération M2019-774, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la Collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

Les provisions doivent être ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donnent lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser. Le montant des provisions ainsi que leurs évolutions sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

1) Budget principal

Au 31 décembre 2020, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 11 087 725.57 € et se répartissait de la façon suivante :

	Compte de Gestion au 31/12/2020
Litiges et contentieux	675 338.00
Restes à recouvrer	501 540.99
Liquidation et redressement judiciaire	523 645.58
Compte épargne temps	1 224 555.00
Dépréciation Titres de participation	8 162 646.00
Total	11 087 725.57

Il est proposé de valider les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2021.

Provision pour litiges et contentieux : il est proposé de constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Collectivité. Elle est évaluée au regard du risque encouru ;

Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : il est proposé de provisionner totalement les créances supérieures à 4 ans et de constituer une provision à hauteur de 15% des créances émises les 3 dernières années, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public ;

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : il est proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public ;

Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, dès le 1er jour épargné ;

Provision pour congés reportés : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être reportés sur l'exercice suivant ;

Provision Aide Retour à l'Emploi : Il est proposé de constituer une provision à hauteur du montant susceptible d'être versé ;

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2021, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2020	2021		Compte de Gestion au 31/12/2021
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	675 338.00	305 996.00	1 275 929.88	1 645 271.88
Créances irrecouvrables	501 540.99	274 079.08	431 544.42	659 006.33
Liquidation et redressement judiciaire	523 645.58	733.28	431 288.25	954 200.55
Compte épargne temps	1 224 555.00		7 172 335.15	8 396 890.15
Congés reportés	0.00		1 557 091.45	1 557 091.45
Aide Retour à l'Emploi	0.00		1 196 965.32	1 196 965.32
Dépréciation Titres de participation	8 162 646.00	121 525.39	244 173.00	8 285 293.61
Total	11 087 725.57	702 333.75	12 308 327.47	22 694 719.29

2) Budgets annexes Assainissement et Assainissement non collectif

Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : il est proposé de constituer une provision totale des créances pour lesquelles il existe un risque avéré et à hauteur de 15% sur les autres créances, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2021 :

	Assainissement	Assainissement Non Collectif
Créances irrécouvrables	1 422 292.22	32 300.53

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets principal et annexes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173034-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Présentation des actions mises en place à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des comptes d'Occitanie - Prise d'acte

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La chambre régionale des comptes Occitanie a transmis le 5 octobre 2020 un rapport d'observations définitives portant sur la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce rapport a été présenté en Conseil de Métropole le 23 novembre 2020.

L'article L. 243-9 du Code des juridictions financières dispose que « *dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes* ».

Rappel des recommandations et présentation des réponses apportées :

1- Harmoniser d'ici 2021 le régime des attributions de compensation

Le montant de l'attribution de compensation (AC) initiale définie pour les communes en 2015, au moment du transfert de la compétence voirie, est composé d'une part fonctionnement et d'une part investissement. Il avait été convenu en 2015 de minorer cette part investissement de l'AC voirie (hors matériel) de 30% afin de minimiser l'impact sur l'épargne des communes.

A compter de 2017, l'évolution législative a permis d'inscrire une part des AC en section d'investissement. Trois options ont été proposées aux communes pour faire évoluer leur AC en 2018 et 2019 et ainsi combler les 30% minorés en 2015 tout en préservant la capacité d'épargne des communes.

Etats des attributions de compensation voirie/espaces publics 2020 :

- Option 1 : ACI Voirie 30% avec bonification (institué en 2018) : 15 communes concernées ;
- Option 2 : ACI Voirie 100% sans bonification (institué en 2019) : 12 communes concernées ;
- Option 3 : Sans ACI Voirie : 4 communes concernées (régime initial de 2015).

Face à ce constat, la chambre régionale des comptes a émis la recommandation d'harmoniser le régime des attributions de compensation.

La démarche d'harmonisation des attributions de compensation a été initiée en 2021 en préfiguration des orientations du Pacte Financier et Fiscal en cours de construction. Ainsi lors de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charge (CLETC) du 05 octobre 2021, deux communes vont intégrer l'option 1, tendant à faire de l'option 3 une option qui ne sera plus mobilisée (seulement deux communes sont désormais dans ce cas de figure). Il convient de noter que ce sujet de l'harmonisation des attributions de compensations fait partie intégrante du travail de construction du Pacte Financier et Fiscal.

2- Conclure avec tous les établissements publics de coopération intercommunale limitrophes des contrats de réciprocité déclinés en actions opérationnelles

Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup ont conclu un contrat de partenariat en date du 14 décembre 2017 portant notamment sur :

- Le renforcement des partenariats et la mise en réseau des actions en matière de culture, de sports de développement économique et d'aménagement du territoire ;
- La structuration des politiques en faveur du tourisme et de la politique agricole et agro-alimentaire ;

- Le développement des continuités en matière d'eau et de transports.

Le nouvel exécutif a affirmé sa volonté de renforcer les coopérations avec les territoires voisins dans une logique de développement réciproque et respectueux des identités.

C'est dans le cadre de cette dynamique qu'un contrat de réciprocité est en cours de finalisation avec la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault afin de favoriser les mobilités entre ces deux espaces et limiter leur impact environnemental, impulser un développement économique partagé, développer en commun un programme touristique, favoriser les découvertes patrimoniales et culturelles. La formalisation concomitante d'un partenariat avec le Syndicat de développement local du Pays Cœur d'Hérault qui fédère cet EPCI et les deux communautés de communes du Clermontais, Lodévois et Larzac prolonge cette volonté de mener des actions concrètes et concertées en matière d'aménagement du territoire, de biodiversité, de développement jusqu'au contreforts des Causses. Le processus en cours devrait aboutir à une adoption de ces accords par les assemblées concernées puis leur signature fin d'année 2021, début 2022.

Le nouvel exécutif de la Métropole a repris contact avec ses homologues de Sète Agglopôle Méditerranée, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et de la Communauté de Communes du Pays de Lunel afin de relancer un processus de dialogue et de travail permettant d'aboutir à la conclusion de partenariats formalisant des axes de coopération concrets en 2022 et au début de l'année 2023 au plus tard.

Le contrat avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup devrait être réactualisé et renouvelé au cours de l'année prochaine.

3- Mutualiser la gestion du domaine public

Dans le cadre de la réorganisation en cours, le pôle Espaces Publics a vocation à récupérer la gestion des concessions Ville Métropole sur l'espace public au sein des structures. Ce dispositif vise à assurer une bonne gestion réglementaire et financière dans ce domaine, un contrôle robuste des bases de liquidation et un suivi amélioré du recouvrement.

4- Formaliser dans des projets de service le fonctionnement et les objectifs de performance et d'efficience des départements et directions mutualisés

Depuis quelques années, Montpellier Méditerranée Métropole engage la formalisation de projets de service dans plusieurs Directions de la Collectivité : à titre d'illustration, les équipements culturels ont engagé cette démarche avec leur projet d'établissement, en associant les agents dans une concertation menée avec leur autorité de tutelle (ministère de la Culture). Le conservatoire à rayonnement régional/Cité des arts, le musée Fabre, le musée Lattara et l'Ecolothèque ont notamment défini des orientations, axes et missions pour guider leur activité, ainsi que des données à suivre pour en mesurer l'atteinte.

Par ailleurs, à la suite de l'installation du nouvel exécutif en 2020, deux démarches structurantes ont été lancées :

- Une démarche de formalisation du projet politique afin de préciser les orientations stratégiques et décliner l'action de l'administration en projets et cibles à atteindre ;
- Une démarche de réorganisation globale de l'administration rassemblée Ville et Métropole. La nouvelle organisation repose sur 2 piliers :
 - o 3 directions générales déléguées porteuses des enjeux phares du mandat : Qualité des services à la population, Aménagement et Développement équilibrés du territoire, Performance et Transformation de l'administration ;
 - o 20 pôles clairement délimités, garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs structurels et de la temporalité d'exécution. Chacun de ces pôles formalise actuellement son projet de pôle : gouvernance, structure d'organigramme, cadre de travail et ambition à atteindre. Enfin, le pilotage de l'activité sera outillé grâce à cette nouvelle

organisation. Chaque pôle sera amené à se doter d'une revue de projets et d'indicateurs de performance pour suivre les résultats opérationnels de son action.

5- Adopter un guide des règles et procédures applicables au sein de la Collectivité

Montpellier Méditerranée Métropole a s'inscrit dans une démarche d'amélioration permanente et de formalisation de ses règles et procédures. Ainsi la nouvelle organisation va poursuivre et aboutir à un projet d'administration qui permettra d'étendre les procédures (notamment celles travaillées dans le référentiel « *Qualivilles* ») à Montpellier Méditerranée Métropole, notamment avec la mutualisation des services accueillant du public.

Dans la même logique, les procédures établies dans le cadre de la certification de la Ville de Montpellier ont été réfléchies pour être déployées à Montpellier Méditerranée Métropole.

D'une façon plus générale, des ateliers et entretiens ont été réalisés en interne pour aboutir à un guide de règles et procédures.

Les résultats attendus peuvent être traduits comme suit :

- Des procédures efficaces, tenues à jour et appliquées ;
- Un cadre vivant et harmonisé pour la description des règles et procédures de l'administration ;
- Des modalités de mise à jour simples contribuant à l'efficacité des processus et à leur amélioration.

Ce projet de guide des règles et procédures applicables vient en lien et en contribution au projet d'administration dans le contexte d'une réorganisation globale de l'administration. Il participera à réinterroger, simplifier et clarifier le fonctionnement des deux entités Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

6- Améliorer le fonctionnement de la chaîne administrative d'exécution des recettes et dépenses

La Collectivité a d'ores et déjà mis en œuvre des actions pour renforcer les contrôles à la liquidation, former les équipes au suivi financier des marchés publics et formaliser les procédures. Elle a en outre travaillé la chaîne d'exécution des recettes avec les services de la Direction Départementale des Finances Publiques.

Dans le cadre de la rédaction des règles et procédures, des fiches ont été réalisées sur les thèmes suivant :

- Attribution des marchés publics ;
- Gestion de la base de tiers ;
- Achats de travaux ;
- Achats de service et prestations intellectuelles ;
- Factures et suivi des dettes fournisseurs ;
- Enregistrement des factures ;
- Suivi financier des marchés publics ;
- Gestion des achats non stockés ;
- Rattachement / report.

Parallèlement de nouveaux points de contrôle ont été mis en place dans le cadre du contrôle interne comptable et financier de Montpellier Méditerranée Métropole (notamment dans les domaines de la gestion des tiers et des régies).

7- Adopter une approche unifiée du contrôle de gestion, s'appuyant sur une formalisation des objectifs et indicateurs de performance portant à la fois sur les services de la métropole et les organismes rattachés

Montpellier Méditerranée Métropole a pris acte de la recommandation formulée par la Chambre, et a initié une démarche pour s'y conformer. En effet, dans le cadre de la réorganisation impulsée par le nouvel exécutif, le nouveau pôle « Finance et Contrôle de gestion » construit sa structuration en ce sens.

D'un point de vue structurel, et dans la perspective d'adopter une approche unifiée de la fonction de contrôle de gestion, la direction de pôle regroupera au sein d'une même entité, l'unité de contrôle de gestion interne (alors rattachée à la Direction Organisation Etudes Evaluations) et l'ensemble de la Direction du Contrôle de Gestion Externe assurant les missions de contrôle des organismes rattachés.

D'un point de vue opérationnel, le pôle conduira en lien avec le pôle Numérique et Données et les autres pôles un dispositif de pilotage, fondé sur les objectifs stratégiques des différentes politiques publiques conduites sur le territoire, ainsi que sur les objectifs opérationnels qui en découlent. Ce dispositif de pilotage sera notamment basé sur la mise en place d'un système de reporting dont le portail a été ouvert aux services fin aout 2021.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole sera dotée dès novembre 2021 d'un outil de data visualisation favorisant le pilotage et la fonction de contrôle de gestion au sein de la Collectivité (fluidité d'accès à la donnée, production et communication d'indicateurs de suivi d'activité et de performance). L'action des organismes rattachés sera également intégrée à cet outil de data visualisation qui permettra un accès rapide aux indicateurs d'activité et de performance existants. Il s'agit d'un levier puissant d'amélioration de la gestion car il s'appuie sur un outil harmonisé pour toute la Collectivité. Outre un accès facilité à la donnée, l'objectif est de renforcer le dialogue de gestion.

8- Définir une politique de provisionnement découlant de l'évaluation des risques financiers, notamment externes

Par délibération n°M2019-774 du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté une politique de provisionnement en définissant les modalités de mise en œuvre des provisions et dépréciations et leur mise en application dès l'exercice 2019. Chaque année, une délibération actualisée est soumise au vote du Conseil de Métropole.

Pour l'exercice 2021, il est prévu de compléter la provision pour Compte Epargne Temps en comptabilisant la provision dès le 1er jour épargné et de constituer une provision pour les congés reportés sur l'exercice suivant.

9- Poursuivre la fiabilisation de l'actif immobilisé en lien avec le comptable

Le suivi de l'actif immobilisé et notamment la mise en concordance entre l'inventaire et l'actif est une priorité pour la Métropole afin de garantir une gestion et un suivi pérenne de la tenue du bilan et assurer ainsi la qualité et la fiabilité des comptes.

La création du service ressources comptables et financières au sein de la Direction des Finances et l'acquisition du logiciel de gestion des immobilisations *Immos.Net* ont permis une avancée significative sur la mise en concordance des données. Ainsi, au 31 décembre 2020, les inventaires des budgets annexes transport, parking, service public d'assainissement non collectif et eau potable étaient complètement intégrés dans le logiciel *Immos.Net*. Les inventaires et actifs de ces budgets annexes sont depuis strictement concordants.

Les données du budget annexe assainissement sont également intégrées, à l'exception de l'article 2315 pour

lequel une différence mineure persiste. Par ailleurs, les travaux menés ont permis de transférer 175M € de travaux finis dans les comptes définitifs.

Les données du budget principal sont, quant à elles, intégrées dans le logiciel *Immos.Net* depuis le 1er janvier 2019 et les travaux de mise en concordance se poursuivent sur les exercices antérieurs. Les travaux menés ont permis de transférer 328M € de travaux finis dans les comptes définitifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la communication des réponses apportées aux observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie transmises à la Métropole le 5 octobre 2020.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211123-173161-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSSE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Cinq budgets forment le cadre budgétaire de Montpellier Méditerranée Métropole : un budget principal et quatre budgets annexes (assainissement, service public de l'assainissement non collectif, parking et eau potable).

Les budgets annexes ont vocation à porter l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à un service public identifié : toutes les dépenses et recettes qui participent aux investissements ainsi que l'ensemble des charges d'exploitation, dont la masse salariale, et toutes les recettes encaissées auprès des usagers de ces services.

Cependant, une part des charges d'exploitation est portée par un autre budget :

- Un budget annexe peut porter les charges de personnel d'un autre budget annexe (cas de l'assainissement avec le SPANC) ;
- Le budget principal porte les charges de personnel dès lors que les missions d'un agent ne sont pas totalement dédiées au budget annexe ;
- Le budget principal porte également les dépenses de personnel des agents dédiés aux fonctions supports : finances, juridique, ressources humaines, informatique, moyens généraux ;
- Enfin, le budget principal globalise les charges de structure : dépenses de fonctionnement des services de la Métropole (énergie, téléphonie, entretien et réparation des bâtiments, nettoyage des locaux, parc auto, eau, petites fournitures, assurance).

Il convient dès lors de fixer des règles de refacturation afin que l'équilibre des cinq budgets reflète au mieux les charges relatives à leur service.

Il est proposé d'établir les critères de refacturation ci-dessous :

- Les charges de personnel dédié aux services établis en budget annexe seront intégralement refacturées chaque année sur la base des coûts de masse salariale ;
- Les fonctions supports affectées à ces services seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 6 % de la masse salariale du budget annexe (que celle-ci soit directement portée par le budget annexe ou par un autre budget) ;
- Les charges de structures relatives à ces budgets annexes seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 3 % du coût de la masse salariale.

La refacturation proposée est ainsi établie en cohérence avec les taux de 6 % pour les fonctions supports et de 3 % pour les charges de structure, validés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), lors des précédents transferts de compétences entre les Communes et la Métropole.

Pour l'exercice 2021, les éléments refacturés et les montants estimés sont les suivants :

	Montants estimés 2021
BA ASSAINISSEMENT	Masse salariale MS = 2 909 600 €, portée par le budget annexe
	Fonctions supports 6% = 174 576 €
	Charges de structure 3% = 87 288 €
	Total = 261 864 € refacturés par le budget principal au budget annexe assainissement

BA PARKING	MS = 13 500 €, portée par le budget principal 6% = 810 € 3% = 405 € Total = 14 715 € refacturés par le budget principal au budget annexe parking
BA SPANC	MS = 45 000 €, portée par le budget annexe assainissement 6% = 2 700 € 3% = 1 350 € Total = 49 050 € dont 45 000 € refacturés par le budget annexe assainissement au budget annexe Spanc et 4 050 € refacturés par le budget principal au budget annexe Spanc

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de refacturation entre les différents budgets ;
- D'approuver les modes de calcul indiqués ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173035-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMEN T RETENUS
Castries	Rénovation énergétique du bâtiment La Communale et de l'école de musique	200 000
Sussargues	Rénovation thermique et énergétique du groupe scolaire l'Ensoleihat	200 000
	TOTAL	400 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173387-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET CONVENTION FEC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Convention cadre type de mentorat au bénéfice des étudiants - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'égalité des chances et sa mise en application réelle est l'un des principaux axes du mandat. Pour ce faire, Montpellier Méditerranée Métropole se doit d'accueillir pour une première découverte professionnelle des étudiants qui ne disposeraient pas d'un fort capital relationnel.

Pour cette raison, la Métropole propose de mettre en place un dispositif de mentorat à destination des étudiants de troisième année de licence méritant un accompagnement particulier pour la fiabilité de leurs orientations professionnelles futures. Basé sur des valeurs d'entraide et de partage, le mentorat accélère la compréhension des environnements professionnels. La mise en place d'un programme d'accompagnement professionnel et personnel doit permettre de favoriser le transfert de savoirs et savoir-faire, le partage d'expériences et la coopération intergénérationnelle.

Ce dispositif a pour ambition d'instaurer un lien direct entre chaque étudiant volontaire de et un agent public. Ce dispositif n'est pas entendu comme un stage car ponctuel ; ce lien devant être avant tout celui d'une rencontre et d'une découverte. Il s'agira durant l'année d'une visite de différents services, d'un accompagnement sur une journée ou quelques jours et toutes autres formes permettant l'échange et l'orientation professionnelle de l'étudiant(e) accueilli(e).

Le mentorat sera le moyen de favoriser la solidarité et la coopération dans un cadre professionnel. L'entraide et le partage seront au cœur de cette relation, basée sur l'éthique et la bienveillance.

Une convention cadre type de mentorat est ainsi proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre type de mentorat ;
- D'approuver l'accueil d'étudiants conformément aux conditions exposées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172713-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_Cadre_METRO_modèle Type.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, réajustés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

I- Créations de postes :

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs les 7 postes permanents et le poste non permanent mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

III- Transformations de postes

L'emploi permanent qui connaît une évolution substantielle est mentionné dans l'**annexe 3** ci-jointe.

IV- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant

compte des créations, des mises en conformité, de la transformation et des confirmations de postes citées en annexes ;

- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets principal et annexes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172617-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Créations
- Annexe 2 MEC
- Annexe 3 Transformation
- Annexe 4 Confirmations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson - Plan de sauvegarde copropriété ' Les Cévennes ' - Mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Plan Initiative Copropriétés (PIC) a été lancé par le Gouvernement et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) à l'automne 2018. Parmi les 14 sites prioritaires au niveau national, le site de la Mosson a été retenu. A la suite de cette décision, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriétés Dégradées pour laquelle une convention avec l'ANAH a été signée en juillet 2019.

L'OPAH « Copropriétés dégradées » concerne les 15 copropriétés verticales d'un périmètre élargi de renouvellement urbain allant de la Paillade, au quartier Saint Paul jusqu'aux Hauts de Massane et court, au minimum, sur la période 2019-2024.

Par décision en date 10 octobre 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la signature d'un mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour le suivi-animation de l'OPAH. Ce mandat a été signé le 24 octobre 2019, transmis en Préfecture le 31 octobre 2019 et notifié par le mandant au mandataire le 7 novembre 2019.

Le bilan qui est présenté s'établit à 1 250 000 € HT soit 1 500 000 € TTC en dépenses et en recettes, dont 441 000 € HT (529 000 € TTC) réalisés en dépenses et 450 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2020.

En parallèle, la copropriété « Les Cévennes » a été retenue parmi les sites d'intérêt régional du Plan Initiative Copropriétés (PIC). La commission d'élaboration du plan de sauvegarde de la copropriété « Les Cévennes » a été créée par arrêté préfectoral en date du 16 mai 2019.

Par décision en date 8 octobre 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la signature d'un mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour l'élaboration puis le suivi-animation du Plan de sauvegarde. Ce mandat a été signé le 24 octobre 2019, transmis en préfecture le 31 octobre 2019 et notifié par le mandant au mandataire le 7 novembre 2019.

Le bilan qui est présenté s'établit à 1 575 000 € HT, soit 1 890 000 € TTC en dépenses et en recettes, dont 359 000 € HT (430 800 € TTC) réalisés en dépenses et 431 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des comptes rendus annuels à la collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020, des mandats d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson et le Plan de Sauvegarde de la copropriété « les Cévennes » mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels du mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172557-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan OPAH Mosson
- Bilan Plan de sauvegarde Les Cévennes
- CRAC 2020 - OPAH Mosson.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°7 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le parc d'activités économique « Descartes » est situé sur la Commune de Lavérune. Ce parc d'activités répond aux enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de restreindre les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants et de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, notamment en assurant un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Coste Architectes pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce PAE « Descartes » a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 26 avril 2010. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 23 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 11 avril 2013.

Cette ZAC couvre une superficie de 6 hectares pour environ 46 200 m² de terrains cessibles. Elle répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de la ZAC Descartes, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 5 634 000 € HT, dont 172 000 € HT pour l'année 2020 correspondant essentiellement à des travaux de finition engagés en vue de la remise des ouvrages auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 6 098 000 € HT, dont 21 000 € HT en 2020.

Le dernier lot cessible de la ZAC a fait l'objet de la signature d'un compromis de vente avec la société SCI ISO PLUS (ISO GAZ). La densification de ce projet a permis d'augmenter les recettes de cession de 41 000 €.

Afin de couvrir la période de construction du dernier lot et terminer les derniers aménagements, il est proposé de proroger la durée de la concession de deux années supplémentaires (jusqu'au 31 décembre 2023). Aussi, un avenant n°7 est aujourd'hui proposé.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 6 252 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre, s'élevant à 2 059 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté « Descartes » établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;

- D'approuver les termes de l'avenant n°7 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-171952-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan
- rapport
- avenant 7

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'opération Odysseum Est; située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, « *en proue* » sur l'entrée Est de Montpellier, sur une superficie de 11,5 ha et proche du tramway, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités.

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération en date du 26 mai 2009. Elle est aujourd'hui concédée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par une concession d'aménagement signée le 23 mai 2011.

L'urbaniste Bruno FORTIER a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il a en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2020 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2020, le cumul des dépenses réalisées est de 431 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, en frais de redevance d'archéologie préventive, et en travaux pour l'installation temporaire d'un « *écocirque* ». L'opération n'a pas encore enregistré de recette.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire auprès du concédant est prévue par une délibération du 30 juin 2011 mais a été reportée en 2023 afin de réduire les frais financiers correspondants.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 16 781 000 € HT. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Odysseum Est établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172404-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC

- tableau synthese

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°2 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'opération Port Marianne – Hippocrate est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées à la fin des années 1990, ont permis à la Ville de Montpellier d'arrêter les objectifs de cette opération le 25 mai 2000. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé le 29 septembre 2000. Le dossier de réalisation et le programme d'équipements publics correspondant ont été approuvés le 12 octobre 2001.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération puis à Montpellier Méditerranée Métropole suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003. Initialement confiée à la SERM, elle a été concédée à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par délibération du 21 avril 2011.

La ZAC se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, en offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² affectés à des établissements médicaux et paramédicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers, et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique. Elle est aujourd'hui quasiment achevée.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2020 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2020, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession, s'élève à 3 988 000 € HT, dont 108 000 € sur l'année 2020. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2020 s'élève à 5 148 000 € HT, dont 445 000 € en 2020 correspondant à des recettes de cessions foncières.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 259 000 €. Aucune participation du concédant n'est prévue. Un fonds de concours à verser au concédant de 1 668 000 € est prévu en 2021 et 2022 afin de contribuer à la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavalade.

Un avenant n°2 est aujourd'hui proposé afin de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2024 pour permettre de couvrir les travaux des derniers lots commercialisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Hippocrate, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172436-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- Tableau synthèse
- Tableau cession
- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'opération Cambacérès, localisée dans le prolongement de Port Marianne, au Sud-Est de la commune de Montpellier et au Nord de Lattes, vise à créer le quartier destiné à accueillir notamment la gare Montpellier Sud-de-France mise en service en juillet 2018.

Par délibération du 24 septembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Le dossier de création de la ZAC Cambacérès a été approuvé le 29 octobre 2013 sur un périmètre de 60 hectares. Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics de la ZAC ont été approuvés le 31 juillet 2014.

Le programme de la ZAC prévoit la réalisation de 400 000 m² de Surface de Plancher (SDP), mixant locaux tertiaires, d'enseignement supérieur et de services aux entreprises. En outre, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SA3M, dans le cadre de cette opération d'aménagement, la réalisation et le portage, d'un cluster-hôtel d'entreprises, la Halle de l'Innovation, fer de lance et vitrine de la filière numérique sur le territoire.

A l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, l'agence d'architecture et d'urbanisme XDGA s'est vue confier la conception et la mission d'architecte en chef du quartier. La maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier est confiée au groupement ILEX et INGEROP et celle du Parc de la Mogère à la paysagiste Jacqueline Osty. La maîtrise d'œuvre de la Halle de l'innovation a été confiée au Studio d'architecture Muoto.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2020, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 56 804 000 € HT, dont 14 900 000 € HT en 2020, consistant essentiellement en des travaux de viabilisation et de paysagement du Parc de la Mogère, ainsi qu'en travaux de construction de la Halle de l'innovation, et les recettes perçues à 17 895 000 € HT, dont 5 183 000 € HT en 2020. Ces recettes proviennent de la signature de huit compromis de vente sur l'année et de subventions d'investissement pour la Halle de l'innovation.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 206 773 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 6 850 000 €, auxquels s'ajoutent 6 775 000 € HT de participations aux équipements d'infrastructures, soit un total de 13 625 000 €. Ce montant est en baisse de 952 000 € par rapport au bilan précédent.

Compte tenu du fait que le montant de la participation de la collectivité évolue et que les modalités d'imputation des charges de l'aménageur sont ajustées, un avenant n°8 est aujourd'hui proposé. Cet avenant annule et remplace celui proposé par délibération du 1^{er} février 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Cambacérès et de la Halle de l'innovation, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°8 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°8 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173046-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport CRAC
- Bilan
- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - ZAC Nina Simone - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'opération Nina Simone est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain de Port Marianne. Les premières études engagées dans les années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil de Métropole du 19 juillet 2018.

L'agence d'architecture d'urbanisme Bruno FORTIER a été désignée comme architecte en chef et concepteur de ce projet.

L'aménagement de ce quartier a été confié à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2019, et le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021.

Ce projet se développe sur une superficie d'environ 8 hectares. Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme mixte comprenant environ 30 000 m² de surface de planchers d'activité, environ 400 logements, et des locaux pour services et commerces en pieds d'immeuble.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération Nina Simone pour l'exercice 2020 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2020, le cumul des dépenses réalisées, dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 80 000 € HT, consistant essentiellement en frais d'études, de rémunération du concessionnaire et frais divers. Le total des recettes perçues s'élève à 300 000 € HT, reçues en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 14 762 000 €, inchangé par rapport au bilan précédent. Les dépenses prévisionnelles incluent notamment 3 000 000 € d'acquisitions de réserves foncières auprès du concédant en 2022, 2023 et 2024.

Une participation du concédant de 2 169 000 € HT, versée entre 2020 et 2024 sera en partie couverte par le fonds de concours à percevoir par la collectivité de 1 668 000 € de la concession Hippocrate (en 2021 et 2022). Cette participation vise notamment la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavallade.

Enfin un avenant n°1 est aujourd'hui proposé tel qu'annexé à la présente délibération afin de rééchelonner une partie de la rémunération de l'aménageur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Nina Simone établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172364-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- Bilan Nina Simone
- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Quartier Mosson - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 à la concession - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le quartier de la Mosson comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants. Véritable ville dans la ville, il garde une vocation résidentielle prononcée. Son image architecturale est celle d'un quartier de tours et de barres, à l'exception des Hauts de Massane, au Nord, où sont présentes des formes d'habitat individuelles plus diversifiées. C'est aujourd'hui le plus grand quartier d'habitat collectif locatif social de la Métropole.

Le quartier de la Mosson, comme celui des Cévennes, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt national pour la Mosson et quartier d'intérêt régional pour les Cévennes.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021.

Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier de la Mosson s'inscrit dans la volonté de rééquilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le Nord-Ouest, en lien avec Med Vallée et les Communes de Grabels et Juvignac. Ainsi, l'affirmation de l'ambition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson s'inscrit à l'échelle de la Métropole, avec pour objectif de changer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, attractif et à une échelle de proximité, en améliorant la qualité de vie des habitants.

Les enjeux prioritaires auxquels le projet de renouvellement urbain doit principalement répondre sont :

- L'éducation ;
- La mixité sociale ;
- La diversification socio-économique et l'attractivité du quartier ;
- La qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- La relation aux habitants et la mobilisation des forces vives du quartier, pour que chacun devienne acteur de la transformation urbaine.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Le bilan prévisionnel délibéré en 2019 a été établi sur la base du projet de convention de renouvellement urbain présenté au comité d'engagement de l'ANRU en novembre. L'avis sur le dossier de financement a été rendu en avril 2020, à la suite de quoi un travail itératif mené sur l'année 2020 avec les services instructeurs de l'ANRU a entraîné une modification du programme, de l'architecture des bilans et une nouvelle évaluation de la participation des collectivités.

Il en ressort un nouveau bilan prenant en compte :

- Un ajustement du montant global de l'opération qui passe de 312 944 000 € à 288 906 000 € ;

- Une baisse des subventions accordées par l'ANRU avec un taux de 11% de subventionnement au lieu des 45% demandés initialement.

Ces évolutions conduisent à une augmentation des participations de la Métropole :

- La participation d'équilibre passe de 28 608 000 € à 74 060 200 € ;
- La participation au programme des équipements publics passe de 66 898 800 € à 78 096 000 €.

La participation de la Ville de Montpellier est également modifiée, passant de 28 239 600 € à 79 887 600 €.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2020 est diminué en dépenses et en recettes de 24 039 000 € : il s'établit à 288 906 000 € en dépenses et en recettes, dont 6 283 000 € réalisés en dépenses et 6 044 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2020.

Pour prendre en compte les évolutions du bilan liées à la validation finale de l'ANRU, actualiser le montant des participations de la Métropole et de la Ville et réajuster le planning de versement des rémunérations de l'aménageur pour être au plus près des nécessités opérationnelles, il est proposé un avenant n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels de l'opération établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2020 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173453-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC Mosson exercice 2020
- Avenant 1 CRAC Mosson
- Bilan synthèse CRAC Mosson 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et Parc 2000 Extension sont situées au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elles sont destinées à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et un village d'entreprises. Cette opération a été initiée par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District ayant décidé de la réalisation de la ZAC Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société N+B architectes, constituée des architectes E. Nourrigat, et J. Brion (devenue depuis NBJ architectes), pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM par une concession d'aménagement signée en 1999. Les dossiers de création des ZAC ont été approuvés successivement par le District de l'Agglomération de Montpellier le 29 mai 2000 et le Conseil d'Agglomération du 21 juillet 2006. Dans le cadre de la ZAC Parc 2000 et par délibération du 30 mars 2000, le District de l'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM de prendre en charge les études et la réalisation du VEAS (Village d'Entreprises d'Activités et de Services). Ces ZAC couvrent une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 70 000 m² cessibles. Elles sont regroupées sous une même concession d'aménagement regroupant également le bilan du VEAS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire des Parc 2000 et Parc 2000 Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 18 767 000 € HT, dont 456 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 18 160 000 € HT, dont 179 000 € HT en 2020.

Une augmentation des travaux de reprises en vue de la remise des ouvrages inscrit au programme de l'opération seront compensés par des recettes de loyers complémentaires du VEAS.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 18 899 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 1 050 000 €, déjà entièrement versé, sans modification par rapport au bilan précédent. S'ajoutent également une participation de la Métropole au programme d'équipement public de 228 000 € HT, ainsi qu'une subvention d'équipement du VEAS de 549 000 €. L'ensemble de ces participations, d'un montant de 1 827 000 d'€ HT, ont déjà entièrement été versées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et Parc 2000 Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173006-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC exercice
- Synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement "Le Frigoulet" - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La concession d'aménagement « Le Frigoulet » est située sur la commune de Cournonsec. Cette opération est destinée à la fois à réinvestir un site à vocation économique actuellement occupé et à développer un second Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) pour répondre à une très forte demande dans un secteur où l'offre foncière et immobilière est limitée.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement Didier Landemaine / Emmanuel Nebout pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE) et Nicolas et Maurin pour la conception du VEAS.

L'aménagement de ce nouveau parc a été confié à la Société d'Equipe de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 18 décembre 2003.

Cette opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 9 hectares, partiellement construite. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles et d'activités tertiaires, d'ingénierie et de services. Une première étape est aujourd'hui réalisée avec la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble immobilier de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs. Une seconde étape consistant à engager une opération d'aménagement d'ensemble par le transfert des Etablissements JOULIE, propriétaire du site est aujourd'hui suspendue.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la concession d'aménagement « Le Frigoulet », propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 236 000 € HT, dont 86 000 € HT en 2020, correspondant exclusivement à des travaux d'amélioration dans le VEAS. Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 2 814 000 € HT, dont 139 000 € HT en 2020 issues des différents loyers et charges.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 323 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 270 000 €, reste inchangé et a été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement « Le Frigoulet » établi par SA3M ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172964-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC

- bilan financier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zones d'activités Garosud - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les parcs d'activités Garosud et Garosud Extension sont situés sur les territoires communaux de Montpellier et de Lattes à la sortie de l'autoroute A 709 Montpellier Sud, sur un périmètre représentant une superficie totale de 114 hectares. L'objectif principal des ZAC Garosud et Garosud Extension est l'accueil d'entreprises industrielles, artisanales et de logistique urbaine.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme urbaniste en chef de cette opération le Cabinet E. Nebout.

Par délibération du 20 Juin 1991, le Conseil du district de l'agglomération de Montpellier approuvait le dossier de création, puis par délibérations en date du 30 janvier 1992 approuvait le dossier de réalisation et le PEP, et enfin confiait l'aménagement à la SERM. Le dossier de création sera modifié en avril 1997, et le dossier de réalisation en février 2000, portant la superficie de la ZAC à 87,2 hectares.

Par la suite, la délibération du Conseil de la communauté d'agglomération du 21 juillet 2006, a entériné la création de la ZAC Garosud Extension d'une superficie de 27 hectares, situées sur les communes de Lattes et de Montpellier, puis le dossier de réalisation en date du 23 juillet 2007.

Un avenant n°2 à la convention publique d'aménagement approuvé par le Conseil de la communauté d'agglomération de Montpellier du 23 juillet 2003 prend en compte l'extension du périmètre de la concession englobant la ZAC Garosud Extension.

La partie Nord de la RD 132 représente une superficie totale de 87,2 hectares dont 49 hectares cessibles. Ce périmètre a été élargi au foncier situé entre la RD 132 et l'autoroute A 709 représentant une surface totale de 27 hectares dont 14 hectares cessibles. Cette extension s'est voulu exemplaire en matière environnementale en adéquation avec la démarche volontariste de la Métropole, engagée et désormais généralisée notamment en matière de maîtrise de l'énergie (solarisation).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Garosud et Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 63 661 000 € HT, dont 664 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 59 724 000 € HT, dont 323 000 € HT en 2020. Compte tenu de la modification du planning des dépenses et recettes, le remboursement de l'avance de trésorerie doit être revu, un avenant n°5 est donc proposé.

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 196 000 € HT, justifiée par une augmentation du coût des travaux liés à la remise d'ouvrage, une légère augmentation du coût des impôts fonciers, des frais financiers et de la rémunération de l'aménageur. Cette augmentation de charges est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cessions attendues et consécutives à une optimisation de la surface de SDP commercialisée.

Cette augmentation du bilan n'impacte donc pas la participation du concédant déjà entièrement versée. Le bilan de l'opération reste tendu, tant en budget qu'en trésorerie et nécessite une attention particulière pour maintenir les charges ainsi que les recettes (montant et rythme).

Le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole reste inchangé à 15 008 000 €. Elle a été entièrement mobilisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la Zone d'Aménagement Concerté Garosud et Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°5 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172984-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC
- Bilan
- Avenant 5

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°6 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer. L'opération Ode à la Mer est située de part et d'autre de l'avenue Georges-Frêche sur les communes de Lattes et Pérols. Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération du Conseil n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Elle a, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, confié l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement. L'architecte-urbaniste Bernard REICHEN a été désigné Architecte Urbaniste en chef de cette opération.

L'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la Mer porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols. Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² de Surfaces de Plancher nouvelles réparties comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements ;
- 75 000 m² de bureaux et activités ;
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%) ;
- 45 000 m² d'équipements publics.

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération. Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Ode à la Mer propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 72 605 000 € HT dont 3 607 000 € HT en 2020 et les recettes perçues par la concession d'aménagement s'élevaient à 28 952 000 € HT, dont 142 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 272 597 € HT.

Le montant de la participation du concédant s'élève à 55 671 000 HT, sans modification par rapport au bilan précédent.

Lors de sa séance du 1^{er} février 2021, le Conseil de Métropole a approuvé l'avenant n°6 à la concession d'aménagement. Cet avenant a été modifié concernant l'échelonnement de la participation sans en modifier le montant total. Il s'agit donc d'approuver cet avenant modifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération d'aménagement Ode à la Mer, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°6 modifié ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173001-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan de synthèse
- Projet d'avenant 6
- Cessions acquisitions
- CRAC 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 4 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension est située au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elle est destinée à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et des logements. Cette opération a été initiée par délibération du Conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 22 décembre 2009, qui en a alors approuvé les objectifs.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société NBJ architectes, constituée des architectes E. Nourrigat, et J. Brion, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2011. Le dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par l'Agglomération de Montpellier par délibération du 21 avril 2011. Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC correspondants ont été approuvés par délibération du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015. Cette ZAC couvre une surface de 5 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 22 000 m² cessibles et 220 logements.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 5 649 000 € HT, dont 869 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 1 958 000 € HT, dont 495 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 7 552 000 € HT. La concession ne parvient plus à supporter les surcoûts liés à l'occupation de facto du site : coûts d'entretien et de nettoyage et frais financiers liés aux reports des recettes de cession.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève donc désormais 588 866 €, en augmentation de 300 000 € par rapport au dernier bilan. 188 866 € ont été versés en 2014, 400 000 € sont à verser entre 2021 et 2023. Un avenant n°4 est proposé à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Parc 2000 2^{ème} extension, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver l'avenant n°4 relatif à l'augmentation de la participation d'équilibre de la Métropole à l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°4 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173000-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC
- Bilan
- Avenant 4
- Cession

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Quartier des Cévennes - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 à la concession - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le quartier des Cévennes est situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique. Ce quartier résidentiel comporte de nombreuses copropriétés, dont la copropriété Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter occasionnant des tensions entre les copropriétaires et donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fond juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs (qui dépendent de la copropriété principale), a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Le quartier des Cévennes et celui de la Mosson, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt régional pour les Cévennes et quartier d'intérêt national pour la Mosson.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021.

Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier des Cévennes s'inscrit dans la volonté de ré-équilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le nord-ouest.

Pour redresser la situation de la copropriété, la désenclaver et améliorer les conditions de vie des habitants, le projet de renouvellement urbain prévoit de :

- Reconfigurer les espaces publics majeurs en accroches urbaines ;
- Des démolitions ponctuelles pour ouvrir le quartier sur son environnement et rendre possible sa desserte par des futures voies publiques ;
- Affirmer un maillage public majeur de perméabilités douces ;
- Revoir la localisation des équipements publics, groupe scolaire et maison pour tous ;
- Mobiliser les copropriétaires, les syndicats et favoriser les initiatives locales.

La scission du syndicat principal de copropriété jouera un rôle fondamental dans la définition des nouvelles domanialités et l'engagement des différents volets du projet.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Le bilan prévisionnel délibéré en 2019 a été établi sur la base du projet de convention de renouvellement urbain présenté au comité d'engagement de l'ANRU en novembre. L'avis sur le dossier de financement a été rendu en avril 2020, à la suite de quoi un travail itératif mené sur l'année 2020 avec les services instructeurs de l'ANRU a entraîné une modification du programme, de l'architecture des bilans et une nouvelle évaluation de la participation des collectivités.

Il en ressort un nouveau bilan prenant en compte :

- Un ajustement du montant global de l'opération qui passe de 122 093 000 € à 118 033 000 € ;
- Une baisse des subventions accordées par l'ANRU avec un taux de 18% de subventionnement au lieu des 45 % demandés initialement.

Ces évolutions conduisent à une augmentation des participations de la Métropole :

- La participation d'équilibre passe de 11 194 000 € à 28 924 000 € ;
- La participation aux rachats d'équipements publics passe de 16 126 800 € à 26 442 000 €.

La participation de la Ville de Montpellier est également modifiée, passant de 16 858 800 € à 22 560 000 €.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2020 est diminué en dépenses et en recettes de 4 060 000 €. Il s'établit à 118 033 000 € en dépenses et en recettes, dont 2 143 000 € réalisés en dépenses et 924 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2020.

Pour prendre en compte les évolutions du bilan liées à la validation finale de l'ANRU, actualiser le montant des participations de la Métropole et de la Ville et réajuster le planning de versement des rémunérations de l'aménageur pour être au plus près des nécessités opérationnelles, il est proposé un avenant n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels de l'opération établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2020 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173459-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC Cévennes exercice 2020
- Avenant 1 CRAC Cévennes
- Bilan synthèse CRAC Cévennes 2020
- Tableau acquisitions Cévennes
- CRAC 2020 CEVENNES.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II - Commune de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique « Euromédecine 2 » est situé au Nord du territoire métropolitain, sur les communes de Montpellier et de Grabels. Cette opération est au cœur du projet Med Vallée, vaste opération de rééquilibrage de l'économie sur l'arc Nord de la Métropole, dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, et de créer ainsi une dynamique innovante, collective et partagée, afin de faire de Montpellier Méditerranée Métropole, un pôle de classe mondiale en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le cabinet GARCIA-DIAZ pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 25 mars 1988. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 6 novembre 1986. Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics correspondant ont quant à eux été approuvés par une délibération du 24 février 1988.

Cette ZAC couvre une superficie de 92 hectares pour environ 65 hectares de foncier cessible et un programme de constructions de 570 000 m² dédié principalement à accueillir des activités à caractère médical et de recherche, des entreprises spécialisées dans le secteur bio-médical et des activités para-médicales. En complément cette ZAC accueille également un secteur d'habitat à proximité du quartier de la Valsière sur la commune de Grabels.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de la ZAC Euromédecine, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 105 771 000 € HT, dont 1 517 000 € HT pour l'année 2020 correspondant essentiellement à des travaux sur les bâtiments du Biopole (Cap GAMMA, Cap DELTA et Cap SIGMA).

Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 105 771 000 € HT, dont 2 197 000 € HT en 2020 provenant essentiellement de la vente de terrains et des loyers du Biopôle.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 107 652 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 12 898 000 € HT reste inchangé et a déjà été presque intégralement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la Zone d'Aménagement Concerté « Euromédecine 2 » établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172193-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan financier
- Compte rendu annuel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le périmètre de la concession d'aménagement Eurêka couvre une superficie d'environ 95 ha, en prolongement du Parc Millénaire, à l'Est de Montpellier et à cheval entre les communes de Castelnau-le-Lez et Montpellier. La concession Eurêka inclut les opérations de la ZAC Parc Eurêka, de la ZAC Extension Eurêka et du lotissement Jean Mermoz. La concession d'aménagement a été signée avec Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) le 26 février 1999.

Le dossier de création de la ZAC Parc Eurêka a été approuvé par le District de l'agglomération de Montpellier le 19 juin 2000 et le dossier de réalisation le 27 avril 2021. Son programme prévisionnel prévoit 170 000 m² de surface de plancher (SDP), de locaux d'activités tertiaires et ateliers de production.

Le permis de lotir du lotissement Jean Mermoz a été délivré le 15 décembre 2005 par Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez. Ce lotissement d'activités tertiaires compte environ 128 000 m² de terrains à viabiliser.

Enfin, les objectifs de la ZAC Extension Eurêka ont été fixés par délibération du 24 mai 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette ZAC a été créée le 29 octobre 2013 et le programme des équipements publics ainsi que le dossier de réalisation ont été approuvés par délibération du 27 janvier 2017. Cette ZAC prévoit la réalisation d'un quartier mixant logements, locaux tertiaires et de production et équipements publics, avec un total d'environ 260 000 m² de SDP.

La concession d'aménagement inclut en outre la construction par la SERM de l'hôtel d'activités tertiaires Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été cédé au concédant le 12 décembre 2012. La concession intègre aussi la mission d'exploitation de deux hôtels d'entreprises présents sur le quartier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de l'opération Eurêka, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 93 332 000 € HT, dont 2 796 000 € HT en 2020, consistant essentiellement à des travaux de viabilisation de la phase 4 de la ZAC Extension Eurêka. Les recettes perçues à la même date s'élèvent à 67 331 000 € HT, dont 4 690 000 € HT en 2020, correspondant à la commercialisation de trois lots sur la ZAC Extension Eurêka, notamment l'implantation du nouvel Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de la commune de Castelnau-le-Lez. La ZAC Extension Eurêka est commercialisée à 40 %, tandis que la ZAC Parc Eurêka l'est à 85 % et le lotissement Mermoz à 80 %.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 138 444 000 € HT, en augmentation de 938 000 € HT, lié essentiellement à la revalorisation des charges foncières suite à la bonne commercialisation des lots et à la réévaluation du poste de travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de concession Eurêka, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172505-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- Tableau synthèse
- Bilan cessions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement "Hameau de Baillarguet" - Commune de Montferrier-sur-Lez - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Des études préalables à l'aménagement du hameau de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez ont été réalisées au cours de l'année 2016, sous la conduite de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la commune de Montferrier-sur-Lez.

Sur cette base, par décision D2017-669 en date du 5 septembre 2017, un mandat d'études préalables a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir le programme et les orientations d'aménagement de l'opération envisagée sur le hameau de Baillarguet.

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la SA3M par une concession d'aménagement signée le 7 février 2020. Cette opération couvre un tènement foncier d'un hectare environ et le programme prévisionnel prévoit la réalisation d'une centaine de logements dont 40 % logements locatifs sociaux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération « Hameau de Baillarguet », propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 15 000 € HT, dont 15 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 0 € HT. Le programme a fait l'objet en 2020 d'une demande de réexamen du principe de non-conservation du patrimoine existant, élément fondateur du projet. Cette réorientation programmatique, susceptible de modifier substantiellement les équilibres de l'opération tant du point de vue du volume de logement envisagé que de l'équilibre financier de ce dernier, fera l'objet d'une confirmation au prochain exercice.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération est inchangé et s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 667 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « Hameau de Baillarguet », établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172915-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan détaillé

- 01948_CRAC_2020_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement "PAE Jules Rimet" - Commune de Sussargues - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le projet de parc d'activités économiques « Jules Rimet » est situé au Nord-Est du territoire métropolitain, et plus précisément à l'entrée Sud de la commune de Sussargues. Ce futur parc d'activités est envisagé sur deux îlots distincts respectivement situés au Nord et au Sud de l'actuel complexe sportif Jules Rimet (stades de football). Cette opération d'aménagement contribuera à renforcer, sur le secteur Cadoule et Bérange, le maillage des parcs d'activités mixtes dits de "proximité" qui ont pour vocation d'accueillir des activités du « quotidien » et d'accompagner la vie des villes et des villages.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement Studio Méditerranée d'Urbanisme (SMU) / Orta Paysage pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce nouveau parc a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 7 février 2020.

Cette opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 4 hectares pour environ 1,8 ha de terrains cessibles et un programme prévisionnel de constructions à usage d'activités économiques à dominante artisanale et à destination des PME – TPE d'environ 9 000 m² de surface de plancher. Le « secteur Sud » sera consacré à la réalisation d'un Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) d'environ 2000 m² de SDP, et le « secteur Nord » pourra accueillir une dizaine de constructions d'une surface d'environ 400 à 1 000 m² SDP chacune.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de cette opération d'aménagement, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 52 000 € HT, dont 52 000 € HT pour l'année 2020 correspondant essentiellement à des études et les recettes perçues s'élevaient à 200 000 € HT, dont 200 000 € HT en 2020 correspondant au versement d'une partie de la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole. Compte tenu de l'élargissement du périmètre de la concession d'environ 2 000 m² pour accroître l'offre aux entreprises et de l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, un avenant n° 1 est proposé.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 613 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 500 000 € HT reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 du parc d'activités économiques « Jules RIMET » établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°8 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172195-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1
- CRAC JULES RIMET SUSSARGUES.pdf
- BILAN_Synthèse 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques « Cannabe » est situé sur la commune de Cournonterral. Il permettra notamment de répondre aux très nombreuses demandes d'implantation des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) artisanales situées sur la plaine Ouest du territoire de la Métropole ainsi qu'aux agriculteurs locaux. Cette opération contribuera à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits de « proximité ». De surcroît, ce parc d'activités économiques répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable puisqu'il fera l'objet d'une certification Haute Qualité Environnementale Aménagement.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement ROBIN et CARBONNEAU / Urban Project pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce nouveau parc a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signé le 27 juin 2018. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 20 décembre 2017. Le dossier de réalisation a été approuvé le 18 décembre 2019 et le programme des équipements publics a été approuvé le 23 novembre 2020.

La ZAC couvre une surface de 9,1 hectares dont 45 000 m² de terrains cessibles destinés à accueillir des activités productives artisanales et industrielles, un hameau agricole permettant l'accueil de sièges d'exploitations et un équipement mutualisé à destination des agriculteurs (aire de lavage).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Cannabe, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 839 000 € HT, dont 71 000 € HT en 2020, correspondant essentiellement aux dossiers PRO/DCE et aux travaux préparatoires environnementaux (travaux de défavorabilisation du site avant démarrage des travaux de viabilisation qui ont, quant à eux, démarré en avril 2021). Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 895 000 € HT, dont 236 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 186 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 926 000 €, reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté « Cannabe » établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172903-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan financier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement du Parc Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°7 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique « Charles Martel » est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dans le prolongement du parc d'activités existant du Larzat qui s'est achevé dans les années 80. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet Guy Reynes pour la conception du parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement signée le 6 août 2003. Son aménagement a été engagé selon une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 14 septembre 2005.

Cette opération couvre une superficie aménagée de 7 hectares dont 5 hectares cessibles dédiées aux activités productives, aux activités de transport et de petite logistique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du parc d'activités économiques Charles Martel, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 007 000 € HT, dont 10 000 € HT en 2020, et les recettes perçues s'élevaient à 2 138 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2020.

La viabilisation du parc étant terminée, seuls quelques travaux d'entretien préalables aux remises d'ouvrage sont intervenus en 2020. Le dernier lot à commercialiser fait l'objet d'un pré-agrément délivré à la Société IGUAL. Cette acquisition prévue en 2022 permettra à l'entreprise d'accroître son activité.

Compte tenu du planning de cession de ce dernier lot et de la nécessité de poursuivre les travaux préalablement à la remise des ouvrages à la Métropole, il est nécessaire de proroger, par un avenant n° 7, la durée de la concession de deux années supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2023.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 2 130 000 € HT en dépenses et à 2 384 000 € HT en recettes, représentant un résultat d'opération excédentaire de 254 000 € HT. Aucune participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole n'est prévue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 du parc d'activités économiques Charles Martel établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°7 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°7 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172919-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan
- avenant 7

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée, à l'Est de Montpellier, accueille sur environ 50 hectares notamment le complexe ludico-commercial Odysseum. Outre les commerces et activités ludiques, elle a aussi pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, sièges sociaux et d'équipements et de services privés et publics (l'aquarium PlanetOcéan, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée).

Elle a été concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) en 1996, et la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée a été créée le 27 juin 1996. Son Programme des Équipements Publics (PEP) ainsi que son dossier de réalisation ont été approuvés le 13 février 2007.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente aujourd'hui à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2020 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2020, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 112 473 000 € HT, dont 268 000 € HT réalisés en 2020, correspondant essentiellement aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC et aux études urbaines. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2020 s'élève à 107 291 000 € HT, inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération consolidée s'équilibre en dépenses et en recettes à 115 930 000 € HT. La participation de la Collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT (déjà intégralement versée).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172443-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- Tableau synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques « Marcel Dassault et sa première extension » est situé sur la Commune de Saint Jean de Védas en bordure de la RM 612.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Guy REYNES pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement du parc d'activités économiques « Marcel Dassault et sa première extension » a été confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 15 avril 1992. Son aménagement a été engagé selon deux procédures distinctes : une procédure de ZAC dont le dossier de création a été approuvé le 15 avril 1992 et le dossier de réalisation le 27 juillet 1992 et une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 3 décembre 2007.

Le parc d'activités économiques « Marcel Dassault et sa première extension » couvre une superficie de 35,64 ha pour environ 27,2 ha de terrains cessibles. Il répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur très attractif mais offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du parc d'activités économiques « Marcel Dassault et sa première extension », propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 11 869 000 € HT, dont 182 000 € HT en 2020, et les recettes perçues s'élevaient à 12 051 000 € HT, dont aucune recette en 2020.

Le dernier lot (lot 16) a fait l'objet d'un pré-agrément en 2019 à la société Galzin. Cette dernière après un premier permis de construire a décidé de revoir son projet pour l'adapter au mieux à son activité.

Compte tenu de l'évolution du planning de cession et de couvrir la période de construction du dernier lot, il est proposé de proroger la durée de la concession de deux années supplémentaires (jusqu'au 31 décembre 2023). Aussi, un avenant n°13 est aujourd'hui proposé.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 12 366 000 € HT, intégrant un fonds de concours de 150 000 €, déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole en 2020 pour assurer le financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ». Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 441 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement du PAE « Marcel Dassault et sa première extension » établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°13 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172813-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan
- avenant 13

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités Charles Martel Extension est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles Martel. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet FORMA 6 pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 5 décembre 2016. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 24 décembre 2014. Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ont respectivement été approuvés le 18 décembre 2019 et le 17 décembre 2020.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 10,6 hectares et prévoit l'implantation, sur une surface cessible de 6,8 hectares, d'une vingtaine d'entreprises tournées vers les activités artisanales, la petite industrie, le négoce, la petite logistique urbaine, les activités tertiaires et les services aux entreprises. Elle vient répondre à la très forte demande émanant des entreprises dans un secteur bien desservi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Charles Martel Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 925 000 € HT, dont 630 000 € HT en 2020 correspondant principalement au rachat des terrains auprès de la Métropole ou de l'Etablissement Public Foncier (EPF) de la Région Occitanie. Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 612 000 € HT, dont 312 000 € HT en 2020 correspondant au versement d'une participation par la Métropole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 641 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre est maintenu à 2 763 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté « Charles Martel Extension », établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172969-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques « Lauze Est » est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation (A9/A709 et RM 612) au contact immédiat du nouvel échangeur prévu sur le COM.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet POLYPTYQUE pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce nouveau parc d'activités économiques a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 15 juin 2019. Les premières études initiées en 2014 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau parc d'activités économiques par une délibération du 25 octobre 2016. A la suite d'une concertation menée en 2017 et 2018, son bilan a été tiré le 31 janvier 2019.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 33 hectares (100 000 m² cessibles estimés) et se développera de part et d'autre de la RM 612, avec la Petite Lauze à l'Ouest et la Grande Lauze à l'Est. Cette opération vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce professionnel, petites industries et logistique urbaine/centre de distribution urbain).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire du parc d'activités de la Lauze Est, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 269 000 € HT, dont 194 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 800 000 € HT, correspondant au versement d'une première participation de la Métropole en 2020. En 2020, de nombreuses études (hydraulique, acoustique, architecture et urbanisme, ...) ont été menées permettant de préciser les orientations d'aménagement et programmatiques de ce projet. Par ailleurs, un dossier d'évolution du document d'urbanisme a été préparé dans la perspective de créer la ZAC.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 15 484 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 2 514 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 du parc d'activités économiques de la Lauze Est, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173088-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Marcel Dassault 2^{ème} extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques « Marcel Dassault 2^{ème} extension » est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation au contact immédiat du nouvel échangeur sur l'A709.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet BOYER-PERCHERON pour la conception de ce nouveau parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellieraine) par une concession d'aménagement signée le 13 février 2009. Le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 16 novembre 2007.

Cette ZAC couvre une superficie de 21 hectares dont seulement 10,5 hectares seront aménagés. Elle vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 568 k € HT, dont 70 k € HT pour l'année 2020 correspondant essentiellement à des études s'attachant à appliquer la démarche « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) eu égard à la richesse écologique du milieu et à établir un porté à connaissance du dossier loi sur l'eau. Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 1 414 k € HT dont aucune recette en 2020.

Compte tenu de l'évolution du planning rendue nécessaire par l'engagement d'études complémentaires, un avenant n°10 est aujourd'hui proposé afin de modifier l'échéancier de versement de la participation de la collectivité.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 10 108 k € HT. Il comprend un fond de concours à verser à Montpellier Méditerranée Métropole pour le financement d'une partie des mesures environnementales compensatoires ; un second fond de concours participera au financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ».

Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 3 410 k €, reste inchangé par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté « Marcel Dassault 2^{ème} extension » établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°10 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172865-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan
- avenant 10

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Demeter - Mandat pour l'opération de rénovation, extension et exploitation du Centre de tri - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle était arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de Construction Réalisation Exploitation Maintenance dit CREM pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;
- Réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation à l'issue de laquelle le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT toutes tranches confondues.

S'agissant du process, les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du

process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier lancé en décembre 2016.

Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 € HT, y compris le montant lié à l'exploitation de l'installation pour une durée de 6 ans à compter de sa réception, hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève quant à elle à 8 536 932 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT.

À l'issue des études d'avant-projet définitif de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M, a fait établir le projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018. L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 € HT, soit + 1,43 % par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'avant-projet définitif, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du marché global de performance nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri qui concernent la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment PROCESS rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, les marchés, répartis en 18 lots, ont été attribués en novembre 2018 pour un montant de 4 337 K € HT, en augmentation de 171 K € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 K € HT.

S'agissant des procédures administratives, l'arrêté de permis de construire a été délivré le 25 octobre 2018 et l'arrêté préfectoral portant enregistrement n°2018-I-1469 a été délivré par Monsieur le Préfet le 21 décembre 2018.

Au terme de la période de préparation, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019, conformément au planning prévisionnel. L'ancien process a continué à être exploité jusqu'au 24 mai 2019, date du début de son démantèlement. Le montage du nouveau process a été achevé fin décembre 2019, permettant à l'activité de tri de reprendre progressivement à partir du début de l'année 2020 avec les réglages des nouveaux équipements. Conformément aux termes du marché global de performance, les déchets recyclables collectés pendant cette période de montage du process ont été acheminés par le titulaire vers des installations extérieures pour valorisation.

Le bâtiment réhabilité a été réceptionné le 20 décembre 2019 et l'installation a été inaugurée le 21 février 2020. Plusieurs interventions complémentaires ou modificatives ont été entreprises en 2020, notamment pour améliorer la signalisation des voiries. Le constat de la présence importante de poussière lors des phases d'exploitation et de l'instabilité consécutive du système de protection incendie, a conduit à désactiver en partie le dispositif. Il a donc été nécessaire de mettre en place un dispositif de gardiennage lors des heures de fermeture du site dans l'attente de la résolution de ce dysfonctionnement. Au terme des investigations, le système d'aspersion d'eau par sprincklage a été déconnecté de celui de la détection et une nouvelle cuve de réserve d'eau a été installée début 2021 pour augmenter les performances de l'installation.

S'agissant du process, la survenance de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et les mesures gouvernementales de confinement ont interrompu les opérations de réception et les opérations d'essais en

charge ont de fait été prolongées. La période de mise en service industriel a finalement débuté le 10 août et la vérification des performances garanties est intervenue au mois de septembre puis au mois de novembre avec une deuxième série d'essais, qui se sont révélés entièrement concluants. Le nouveau process a ainsi été réceptionné le 30 novembre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Aucun versement d'avance n'a été réalisé en 2020, le montant total des avances versées au 31 décembre restant à 2 000 K €. 104 K € HT ont été versés au titre de la rémunération du mandataire, soit une rémunération cumulée de 671 K € HT au 31 décembre 2020, portant le montant prévisionnel de la rémunération à 716 K € HT, en augmentation de 7 K € HT par application de la révision.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2020 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 16 753 K € TTC, dont 5 845 K € au titre de l'exercice 2020.

À ce stade du projet et au regard de l'achèvement des marchés de travaux, le montant prévisionnel du bilan est porté à 19 309 K € TTC, en diminution de 1 K € TTC par rapport au bilan approuvé sans modification dans le cadre des CRAC 2017, 2018 et 2019.

Les travaux objet de l'opération se décomposent comme suit :

- Travaux bâtiment et VRD : 4 683 K € HT ;
- Travaux process : 8 537 K € HT ;
- Révision de prix : 169 K € HT ;
- Etudes, honoraires sur travaux, rémunération du mandataire et divers : 2 715 K € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2020 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- D'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172566-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02905_CRAC_2020_VD.pdf

- 02905_Bilan_CRAC 2020 Synthèse-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - AMETYST - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011 conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz. Le montant global de l'opération a été initialement évalué à 5 152 K € TTC.

Deux premiers avenants à la convention de mandat ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire, pour un montant de 10 965 € HT, correspondant aux prestations à effectuer par le mandataire à la suite de la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché. Le montant total de la rémunération a été porté à 320 K € HT (y compris révisions d'ores et déjà perçues), soit 314 K € HT hors révisions.

S'agissant des travaux, les derniers travaux confortatifs en matière de prévention incendie ont été réceptionnés le 11 février 2016 pour un montant de travaux arrêté à 1 309 860 € HT.

Pour ce qui concerne les travaux d'amélioration des installations du réseau biogaz, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération dont le montant a été estimé par le maître d'œuvre à 1,85 M € HT, au terme de la phase diagnostic.

Les études se sont poursuivies en 2018 au stade Projet, en concertation avec l'exploitant de l'installation, titulaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, et la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, les études de projet remises le 31 janvier 2018 ont été complétées en mai 2018 suite à la modification de programme consécutive à la prise en compte des remarques de l'exploitant concernant le déplacement des quatre torchères en place vers une structure indépendante facilitant les opérations de maintenance et une meilleure gestion des condensats, permettant d'aboutir à une version partagée dont les solutions techniques répondent aux préconisations de l'opération.

La dévolution des marchés de travaux correspondants a fait l'objet de deux procédures distinctes.

La première procédure de consultation lancée en avril 2018 pour l'attribution du marché de fourniture des torchères selon la procédure concurrentielle avec négociation. À l'issue de l'analyse, et après information de la commission d'appel d'offres réunie le 30 octobre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer le marché à la société FBI BIOME pour un montant de 506 685 € HT (soit – 12 335 € HT par rapport à l'estimation du maître d'œuvre 519 020 € HT). Le marché de fourniture des torchères a été notifié à l'entreprise dès le début de l'année 2019 afin d'engager les études d'Exécution au plus tôt pour lancer les fabrications.

Parallèlement, la deuxième procédure de consultation a été lancée selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation des marchés publics de travaux répartis selon 3 lots relatifs respectivement aux tuyauteries / raccordement des torchères (lot n°2), charpente métallique / installation des torchères (lot n°3), électricité / automatismes (lot n°4). Les marchés correspondants ont été attribués début 2019 pour un montant global de 1 321 996 € HT.

Les demandes d'autorisations administratives relatives au porter à connaissance dans le cadre de l'autorisation d'exploiter à conduire par l'exploitant en tant que titulaire de ladite autorisation, et à la demande de permis de construire modificatif ont été déposées en temps utile afin de garantir l'obtention desdites autorisations avant le démarrage des travaux programmés à la fin du premier semestre 2019.

La fabrication des torchères a été lancée à l'été 2019 et leur installation sur la plateforme spécifiquement créée a été réalisée début 2020. Les travaux de constitution du nouveau réseau biogaz ont démarré concomitamment. Leur achèvement initialement prévu fin du 1^{er} semestre 2020 a été retardé à début 2021 par la survenance de l'épidémie de Covid-19 et la mise en œuvre des nécessaires vérifications de la conformité technique des ouvrages. Dès la fin du confinement, mi-mai, les travaux ont repris. Afin de s'assurer de la bonne conformité technique des ouvrages, des opérations de contrôle par radiographie ont été menées sur les soudures. Les nouvelles torchères ont été mises en service en octobre 2020. Le raccordement des nouveaux équipements a nécessité un arrêt de l'exploitation des installations de cogénération limité à une dizaine de jours. Les travaux du nouveau réseau biogaz ont été réceptionnés fin 2020. La réception des nouvelles torchères et du démontage des anciennes installations est intervenue quant à elle 2021. L'ensemble des travaux prévus au titre du présent mandat est désormais achevé et opérationnel. L'achèvement du mandat interviendra à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, courant sur une période d'un an après la réception des torchères, soit en mai 2022.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

En 2020, aucun versement d'avances n'a été réalisé, le montant des avances versé au 31 décembre 2020, s'élevant à 550 K €. 21 K € HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 303 K € HT à la même échéance.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2020 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 4 302 K € TTC, dont 1 802 K € au titre de l'exercice 2020.

S'agissant des travaux d'amélioration du réseau biogaz, les répercussions de l'épidémie de Covid-19 et les travaux complémentaires apparus nécessaires au cours de l'exécution des travaux, pour un montant global de 196 318 € HT qui font l'objet d'avenants aux marchés de travaux, sont pris en compte dans le bilan au titre des aléas, sans autre augmentation du montant de l'opération.

À ce stade du projet, le montant prévisionnel du bilan est porté 5 272 K € TTC, en augmentation de 10 K € TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2019 et ce du fait d'un écart sur la TVA.

Les dépenses du mandat se répartissent ainsi comme suit :

- Opérations liées à la reconstruction du hall de déshydratation suite au sinistre incendie de septembre 2010 : 58,2 K € HT ;
- Réalisation des travaux confortatifs de lutte contre l'incendie : 1 391,3 K € HT ;
- Réalisation des travaux d'amélioration du réseau biogaz : 2 480,3 K € HT ;
- Révisions de prix, rémunération du mandataire et divers : 456,9 K € HT.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2020 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires ;
- D'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération;
- D'autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173095-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2127_CRAC Ametyst.pdf

- 2127_Bilan_CRAC 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François VASQUEZ

Solidarités - Organisme Foncier Solidaire Métropolitain - Statuts - Désignations - Convention de domiciliation - Conventions d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-431 de septembre 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la création d'un Organisme de Foncier Solidaire (OFS) Métropolitain pour répondre aux besoins de production d'une offre de logement abordable pérenne dans le temps à destination des ménages modestes et de la classe moyenne.

La Métropole se fixe un objectif moyen à terme de 400 logements en Bail Réel Solidaire (BRS) à produire chaque année par l'OFS Métropolitain. Pour l'année 2022 de mise en place de ce nouveau mode de production, un objectif de 100 logements en BRS dans des opérations de constructions neuves sur des fonciers situés notamment en ZAC SERM/SA3M est fixé ; cet objectif pourra être révisé en fonction des opportunités et des capacités d'investissement de l'OFS Métropolitain.

Une montée en charge progressive devrait permettre d'atteindre sur 10 ans l'objectif visé de 4 000 logements en BRS, soit 400 logements par an.

L'OFS Métropolitain se conformera aux plafonds de prix et de ressources définis pour l'accession abordable par la Métropole par délibération n°M2021-216 de juin 2021.

Par ailleurs, le montant de la redevance que les ménages devront acquitter pour le loyer du BRS devra se situer aux alentours de 1,30€/m²/mois.

Conformément au projet de statuts annexés à la présente délibération, il est proposé de créer l'OFS Métropolitain sous forme associative avec 3 collèges :

- Les membres fondateurs : Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, la SERM et FDI Habitat ;
- Les membres de droits : toutes les Communes de la Métropole intéressées par les projets de l'OFS ;
- Les membres associés : personnes physiques ou morales intéressées pour soutenir le projet de l'OFS.

Les instances de gouvernance de l'association inscrites dans le projet de statuts sont :

- Un bureau constitué de représentants des membres fondateurs ;
- Un Conseil d'Administration constitué des représentants des membres fondateurs et d'un représentant de chacun des deux autres collèges ;
- Une assemblée Générale avec l'ensemble des membres qui fonctionnera avec une pondération des droits de votes (60% pour le collège des membres fondateurs, 20% pour le collège des membres de droit et 20% pour le collège des membres associés).

Dans l'objectif de réunir au plus vite l'Assemblée Générale constitutive avec les autres membres fondateurs, il est proposé de désigner les 2 représentants de la Métropole au sein de l'Assemblée Générale de l'association et donc au Conseil d'Administration, du fait des statuts proposés. Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Dans un premier temps, il est proposé que l'OFS Métropolitain soit domicilié à l'Hôtel de Métropole. Il est à ce titre proposé une convention de domiciliation.

L'OFS Métropolitain aura vocation à déposer un dossier de demande d'agrément en Préfecture une fois l'AG constitutive et le 1^{er} Conseil d'Administration réunis.

Le plan d'affaires initial prévoit un apport total de 5 400 000 €, soit une quote-part revenant à : 2 700 000 € pour la Métropole (50%), 1 350 000 € pour ACM Habitat (25%), 1 080 000 € pour FDI Habitat (20%) et 270 000 € pour la SERM (5%).

Afin de contribuer au lancement de l'activité et des opérations d'accession, il est proposé que la Métropole apporte à l'association, dès sa création, un soutien financier sous forme de dotation initiale d'un montant de 1 500 000 € en investissement pour la constitution des fonds propres et de 190 000 € en fonctionnement sur le budget 2022, sous réserve des inscriptions budgétaires.

S'agissant des prêts qui seront sollicités par l'OFS Métropolitain auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour acquérir le foncier permettant les opérations en BRS, la Métropole pourra apporter sa garantie à hauteur de 100%. Il en sera de même pour les prêts qui seront contractés dans le même cadre auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par ACM Habitat.

Par ailleurs, pour permettre à la SERM et à ACM de valider les statuts de l'OFS Métropolitain, il est nécessaire au préalable d'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole aux Conseils d'Administrations de la SERM et de ACM Habitat à créer l'OFS Métropolitain et à adhérer en qualité de membre fondateur.

Il est par ailleurs proposé de désigner deux personnes, Madame Claudine VASSAS-MEJRI et Monsieur Renaud CALVAT en tant que titulaires pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Président met au vote cette proposition.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquences, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création de l'association Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que membre fondateur ;
- D'approuver les termes de statuts de l'association Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la désignation de Madame Claudine VASSAS-MEJRI et de Monsieur Renaud CALVAT en tant que titulaires de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser, conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, les administrateurs de la Métropole représentés aux Conseils d'Administration de la SERM et de ACM Habitat à créer et à adhérer en tant que membre fondateur à l'Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention de domiciliation de l'OFS Métropolitain à l'Hôtel de Métropole ;
- D'attribuer à l'Organisme Foncier Solidaire de la Métropole de Montpellier une subvention initiale d'un montant de 1 500 000 € en investissement et de 190 000 € en fonctionnement, sous réserve de la signature de conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172841-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de statuts.pdf
- Convention de domiciliation
- Convention subvention investissement
- Convention subvention fonctionnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER

Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2021 - Avenant n°11 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

La convention relative à la production des logements sociaux publics prévoit qu'un avenant dit « *de fin de gestion* », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation des logements à financer. Cet avenant conditionne la mise en place par l'Etat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le prévisionnel des logements sociaux à financer, qui était fixé à 1 731 logements début 2021, s'établit au terme de l'exercice à 1 455 unités, auxquels il convient d'ajouter en vis-à-vis les 140 logements sociaux financés ou à financer cette même année par l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain du quartier Mosson à Montpellier.

S'agissant du bilan prévisionnel des logements à financer en PLUS et PLAI, constituant la priorité de la Métropole, il s'établit à 938 logements. La part de logements en résidences dédiées aux personnes en difficulté financés en PLAI est de 72 places en résidences sociales et pensions de famille, tandis les PLUS/PLAI dits familiaux ou ordinaires représentent 866 logements.

Le nombre de PLS dans le bilan prévisionnel 2021 s'élève à 517 logements, se répartissant en :

- 206 PLS familiaux dont 150 dédiés à des publics jeunes ou seniors hors structures collectives et 56 logements sociaux ordinaires ;
- 311 PLS dits « *spécifiques* » correspondant à la création de deux résidences étudiantes et deux extensions de foyers occupationnels pour personnes en situation de handicap.

La dotation nécessaire au financement de ces opérations est ramenée à 3 692 000 €, contre 5 050 600 € réservés initialement.

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 71 agréments pour des logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) qui contribuent à l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le nouveau PLH (20 % de l'offre globale de logement attendu dans les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature de transport en commun).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°11 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173032-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3MProjet Avenant fin de gestion 2021_3M V 3.11.21.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER

Solidarités - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour le traitement des copropriétés dégradées Pic Saint Loup et Espérou du quartier de la Mosson - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

La convention du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) d'intérêt national du quartier de la Mosson a été signée le 23 juillet 2021 avec l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), Montpellier Méditerranée Métropole et son concessionnaire, la SA3M. En parallèle à l'opération de renouvellement urbain sur le quartier et dans le cadre du Plan Initiative Copropriété (PIC), une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » (2019-2024) est menée avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) sur les 15 copropriétés verticales du quartier de la Mosson. Le suivi animation de cette OPAH a également été confié à la SA3M lui permettant d'avoir la capacité pleine et entière d'intervention.

Les 15 copropriétés ont bénéficié d'un diagnostic complet qui a notamment mis en évidence un état très dégradé sur deux copropriétés en particulier (Pic Saint Loup et Espérou). Pour ces deux ensembles immobiliers, une opération spécifique du NPRU portant sur le recyclage des copropriétés dégradées est engagée. Le recyclage de ces deux copropriétés est nécessaire à la réussite du projet de renouvellement urbain du quartier.

Pour mener à bien ce recyclage, Montpellier Méditerranée Métropole s'est rapprochée de l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie.

L'objet de la présente délibération est de valider la mise en place d'une convention pré-opérationnelle de 10 ans entre la Métropole, l'EPF Occitanie et la SA3M, pour permettre dans un premier temps, une intervention foncière active avec un budget de 10 M€. Dans un second temps, une convention opérationnelle pourra être convenue pour assurer la maîtrise foncière de la totalité des biens et la cession du foncier à la SA3M dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur.

L'EPF Occitanie prévoit, lors de la revente à la SA3M, une minoration de 6 M€ pour participer au déficit de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention pré-opérationnelle de traitement des copropriétés dégradées Espérou et Pic Saint-Loup du quartier de la Mosson ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172212-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention pré-opérationnelle
- Bilan financier - 7 ans

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER

Solidarités - Construction d'un logement social supplémentaire - Résidence "Infinitee", 359 avenue des Prés d'Arènes à Montpellier - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation d'une opération de construction neuve, résidence « Infinitee », 359 avenue des Prés d'Arènes à Montpellier comprenant 11 logements locatifs sociaux dont 10 ayant d'ores et déjà fait l'objet d'une décision d'octroi de subvention et 1 supplémentaire, objet de la présente délibération.

Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vinci Immobilier comprend au global 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain NBJ architecture, le programme développe une surface habitable de 682.83 m² selon la typologie suivante : 5 T2, 4 T3, 1 T4, 1 T5

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole pour le logement supplémentaire est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement pour le logement supplémentaire est le suivant :

- Coût total de l'opération :	127 834,35 €
- Subvention Région :	500,00 €
- Prêt CDC construction :	12 895,00 €
- Prêt CDC foncier :	110 739,35 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole :	3 700,00 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'ensemble de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

ACM Habitat s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au *prorata temporis* par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer à ACM Habitat une subvention d'un montant de 3 700 €, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172279-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER

Solidarités - Gestion de la demande locative sociale - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole concernant l'enregistrement de la demande de logement social - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L .441-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, issu de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, a créé une obligation d'enregistrement, au niveau départemental, de toute demande de logement locatif social dans un fichier partagé.

Le fichier partagé de la demande de logement social est un système d'enregistrement départemental permettant à chaque demandeur de logement social de ne déposer qu'un seul dossier de demande auprès d'un guichet labellisé ou directement sur le Portail Grand Public (demande-logement-social.gouv.fr), dossier partagé entre tous les guichets enregistreurs (bailleurs sociaux, Action Logement et certaines collectivités) via une base de données informatique. Dans l'Hérault, ce dispositif est le Système National d'Enregistrement (SNE).

A partir de ce fichier partagé, les guichets enregistreurs ont ainsi accès aux dossiers nominatifs des demandeurs, aux événements liés aux dossiers, et peuvent disposer d'un état de la demande de logement social sur leur territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole pilote la politique d'attributions des logements sociaux sur son territoire dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement, et met en œuvre le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs, adopté par délibération n°M2019-561 du 18 novembre 2019.

Dans ce cadre, la Métropole doit pouvoir accéder au fichier partagé de la demande en tant qu'outil de connaissance des besoins et de la situation des demandeurs, ainsi que de pilotage des dispositifs qu'elle porte.

Pour cela, il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole devienne guichet enregistreur de la demande locative sociale. Sur le plan pratique, il est proposé que la Métropole désigne son Office Public, ACM Habitat, comme mandataire pour réaliser les missions afférentes à l'enregistrement des dossiers des demandeurs.

Une convention relative aux conditions et modalités de mise en œuvre du SNE sera signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), gestionnaire départemental du SNE. Ainsi, qu'une convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant la mise en œuvre du système d'enregistrement national et les modalités locales d'enregistrement de la demande ;
- D'approuver les termes de la convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour la réalisation des missions afférentes à l'enregistrement des demandes de logement social ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172564-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention SNE.pdf
- convention mandat ACM-3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions d'insertion par le logement 2021 - Avenant à la convention 2021 avec l'UDAF - Prévention de l'endettement locatif - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, au regard des transferts de compétences prévus par la loi NOTRe, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève du territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Pour rappel le Fonds de Solidarité Logement (FSL) s'adresse directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit pour l'accès à un logement ou le maintien dans celui qu'ils occupent en cas de difficultés. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire métropolitain.

Le budget 2021 du FSL métropolitain permet cette année d'apporter un concours financier à 18 associations et trois CCAS pour les actions d'insertion par le logement que ces organismes conduisent.

Parmi ceux-ci, l'association UDAF 34 a signé une convention avec la Métropole, dont les objectifs d'accompagnement sont atteints à ce jour. Avec la crise sanitaire et les baisses de ressources du public concerné, l'association a été sur-sollicitée pour mettre en œuvre les mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) qui lui sont confiées dans un but de prévention des expulsions locatives. L'UDAF accompagne notamment les familles au tout début de la procédure d'expulsion et au tribunal lors des assignations afin de prévenir une détérioration des situations. Ces mesures d'accompagnement contribuent fortement au maintien des ménages dans leur logement sans résiliation de bail.

La présente délibération concerne l'approbation d'un avenant à la convention 2021 pour l'association UDAF 34 pour un complément de subvention à hauteur de 20 760 € à la convention initiale et une augmentation de 120 mois d'accompagnement supplémentaire ASLL à réaliser.

Cette augmentation de la subvention accordée à l'UDAF est financée par redéploiement de crédits du FSL 3M non mobilisés cette année au titre des actions d'insertion par le logement du fait de la crise sanitaire, et n'aura pas d'incidence sur la participation de la Métropole au fonds.

UDAF	<p>*Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement (prévention des expulsions 500 mois, accédant à la propriété ou propriétaire occupant 50 mois)</p> <p>Avenant + 120 mois prévention expulsion</p>	<p>Bénéficiaires du RSA et/ou de leurs ayants droit représentant plus de la moitié du public accueilli</p> <p>Pour l'ensemble des actions, une priorité sera donnée aux ménages avec enfants.</p> <p>Sur le territoire Métropolitain</p>	<p>Budget initial avant avenant : 93 850 €</p> <p>Montant de l'avenant : 20 760 €</p> <p>Montant total : 114 610 €</p>
-------------	---	--	---

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer à l'UDAF 34 une subvention complémentaire d'un montant de 20 760 € du FSL 3M en 2021 ;
- D'approuver le projet d'avenant à la convention initiale afférent, qui précise notamment les conditions de versement de cette subvention complémentaire sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172475-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSL - 2021 -AVENANT UDAF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.